



Société Anonyme au capital de 30 770 028,90 €

Siège social : 9/11, rue Jacquard
93310 Le Pré St. Gervais

RCS Bobigny : 422 323 303

DOCUMENT DE BASE



En application des articles 211-1 à 211-42 du règlement générale de l'AMF, l'Autorité des marchés financiers a enregistré le présent document de base le 27 décembre 2004 sous le n° I 04-216. Il ne peut être utilisé à l'appui d'une opération financière que s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers.

Ce document de base a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Cet enregistrement, effectué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée sur la situation de la société, n'implique pas l'authentification des éléments comptables et financiers présentés.

Des exemplaires du présent document de base sont disponibles sans frais auprès de la société CAFOM, 9/11, rue Jacquard - 93310 Le Pré St. Gervais, ainsi que sur les site Internet de Europe Finance et Industrie (www.efi.fr) et de l'Autorité des marchés financiers (www.amf-france.org).

SOMMAIRE

Chapitre 1	6
Responsable du document de base et responsables du contrôle des comptes.....	6
1.1 RESPONSABLE DU DOCUMENT DE BASE	6
1.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT DE BASE	6
1.3 CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES.....	7
1.4 POLITIQUE D'INFORMATION	9
Chapitre 2	10
Renseignements relatifs à l'opération	10
Chapitre 3	11
Renseignements de caractère général concernant l'émetteur et son capital	11
3.1. RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT L'EMETTEUR	11
3.1.0 Dénomination et siège social.....	11
3.1.1 Forme juridique	11
3.1.2 Législation.....	11
3.1.3 Date de Constitution et durée de la Société	11
3.1.4 Objet social (article 3 des statuts)	12
3.1.5 Registre du commerce et des sociétés et code NAF	12
3.1.6 Consultation des documents juridiques	12
3.1.7 Exercice social	12
3.1.8 Assemblées générales (articles 28 des statuts)	12
3.2 RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LE CAPITAL	15
3.2.1 Capital social (article 7 des statuts)	15
3.2.2 Capital autorisé non émis.....	16
3.2.3 Capital potentiel	17
3.2.4 Instruments financiers non représentatifs du capital	17
3.2.5 Acquisition par la Société de ses propres actions.....	17
3.2.6 Tableau d'évolution du capital.....	18
3.3 REPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE.....	18
3.3.1 Répartition du capital et des droits de vote de la Société avant et après introduction .	18
3.3.2 Modification dans la répartition du capital au cours des trois dernières années	18
3.4 PACTE D'ACTIONNAIRES	19
3.5 ETAT DES INSCRIPTIONS ET NANTISSEMENT	19
3.5.1 - Nantissemments des actions	19
3.5.2 - Nantissemments du fonds de commerce.....	19
3.6 DIVIDENDES.....	19
3.6.1 Dividende global.....	19
3.6.2 Dividende par action (sur la base de 2 011 113 actions).....	19
3.6.3 Politique future de dividende	19
3.6.4 Délai de prescription des dividendes	19

Chapitre 4	20
Renseignements concernant l'activité de l'émetteur.....	20
4.1 PRESENTATION DE LA SOCIETE ET DU GROUPE.....	20
4.1.1 Bref historique et évolution de la structure du Groupe au cours des dernières années	20
4.1.2 Organisation du Groupe	22
4.1.3 Les chiffres clés.....	25
4.1.4 Le contrat de concession BUT.....	26
4.1.5 Description des principales activités de l'émetteur	28
4.2 STRATEGIE DU GROUPE.....	31
4.2.1 Stratégie commerciale	32
4.2.2 Stratégie de communication	32
4.2.3 Perspectives et Stratégie future	34
4.3 POLITIQUE D'INVESTISSEMENTS.....	35
4.4 LE MARCHE DE CAFOM	36
4.4.1 Le marché des Départements d'Outre-Mer.....	36
4.4.2 Environnement concurrentiel.....	39
4.5 EFFECTIFS.....	41
4.5.1 organigramme fonctionnel	41
4.5.2 la direction	42
4.5.3 Description et organisation des principaux services	42
4.5.4 Répartition et évolution des effectifs.....	43
4.5.5 Politique de recrutement.....	44
4.6 LES PARTENAIRES ECONOMIQUES	44
4.6.1 La clientele.....	44
4.6.2 Les fournisseurs.....	45
4.6.3 les approvisionnements et la gestion des stocks.....	47
4.7 LES SITES D'EXPLOITATION.....	50
4.8 LES ASSURANCES.....	52
4.9 MARQUES ET BREVETS	53
4.10 RISQUES DE L'EMETTEUR	54
4.10.1 Risques liés à la réglementation ou autorisations nécessaires à l'exploitation	54
4.10.2 Risque « clients »	54
4.10.3 Risques « fournisseurs ».....	55
4.10.4 Risques liés à l'environnement.....	55
4.10.5 Risques liés à la concurrence.....	55
4.10.6 Risques de marché	55
4.10.7 Risques de réduction des marges	59
4.10.8 Risques de fraudes	59
4.10.9 Risques liés au contrat de licence.....	59
4.10.10 Risques divers	60
4.10.11 Risques juridiques.....	60

4.10.12 Engagements hors-bilan	60
4.10.13 Inscription au bilan de financement d'actifs.....	60
4.10.14 Entités non consolidés	60
4.10.15 Risques liés aux actifs détenues directement par les mandataires sociaux	61
4.11 FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES.....	65
Chapitre 5	66
Patrimoine, Situation Financière et Résultats	66
5.1 COMPTES CONSOLIDES AU 31 MARS 2004	67
5.1.1 Comptes consolidés et annexes.....	67
5.1.1.1 Bilan consolidé au 31 mars 2004	67
5.1.1.2 Compte de résultats.....	68
5.1.1.3 Tableaux des flux de trésorerie	69
5.1.1.4 Annexe aux comptes consolidés au 31 mars 2004	70
5.1.1.5 Rapport général du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés le 31 mars 2004	84
5.2 COMPTES SOCIAUX AU 31 MARS 2004	86
5.2.1 Comptes sociaux et annexes	86
5.2.1.1 Bilan	86
5.2.1.2 Compte de résultat	88
5.2.1.3 Annexes aux comptes sociaux clos le 31 mars 2004	89
5.2.2 Rapport général des Commissaires aux comptes – Exercice clos le 31 mars 2004.....	94
5.2.3 Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées Exercice clos le 31 mars 2004	95
5.3 COMPTES PRO FORMA AU 31 MARS 2004 ET 31 MARS 2003	98
5.3.1 Comptes consolidés pro forma au 31 mars 2004.....	98
5.3.1.1 Bilan pro forma au 31 mars 2004	98
5.3.1.2 Compte de résultat pro forma au 31 mars 2004	100
5.3.1.3 Tableau de flux de trésorerie pro forma	101
5.3.1.4 - Annexe aux comptes consolidés pro-forma au 31 mars 2004.....	102
5.3.2 Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes pro forma– Période du 1 ^{er} avril 2003 au 31 mars 2004.....	117
5.4 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET DES MEMBRES DE LEUR RESEAU PRIS EN CHARGE PAR LA SOCIETE POUR L'EXERCICE CLOS AU 31-03-2004	118
Chapitre 6	119
Le gouvernement d'entreprise	119
6.1 COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION	119
6.1.1 Composition des organes d'administration et de direction.....	119
6.1.2 Fonctionnement des organes d'administration, de direction et de surveillance	120
6.1.3 Rapport du Président sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil et les procédures de contrôle interne de la société en application de la loi de sécurité financière au titre de l'exercice clos le 31 mars 2004.....	120
6.1.4 Rapport des Commissaires aux comptes sur le Rapport du Président concernant le contrôle interne	126

6.2	INTERETS DES DIRIGEANTS DANS LE CAPITAL DE L'EMETTEUR, DANS CELUI D'UNE SOCIETE QUI EN DETIENT LE CONTROLE, DANS CELUI D'UNE FILIALE OU CHEZ UN CLIENT OU UN FOURNISSEUR SIGNIFICATIF.....	127
6.2.0	Montant global des rémunérations totales et avantages en nature.....	127
6.2.1	Options de souscription ou d'achat consenties à chaque mandataire social.....	127
6.2.2	Informations sur les opérations conclues entre la société et un de ses mandataires sociaux, un actionnaire détenant plus de 5 % du capital et la société la contrôlant.....	127
6.2.3	Prêts et garanties accordées ou constituées en faveur des membres de organes d'administration de direction ou de surveillance.....	127
6.3	INTERESSEMENT DU PERSONNEL	127
6.3.1	Contrats d'intéressement et de participation.....	127
6.3.2	Attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions.....	127
Chapitre 7	128
Evolution récente et perspectives d'avenir	128
7.1	EVOLUTION RECENTE.....	128
7.2	PERSPECTIVES D'AVENIR	129
Annexe	134

Chapitre 1**RESPONSABLE DU DOCUMENT DE BASE ET RESPONSABLES DU
CONTROLE DES COMPTES*****1.1 RESPONSABLE DU DOCUMENT DE BASE***

Monsieur Hervé GIAOUI
Président du Conseil d'Administration

CAFOM
9/11, rue Jacquard
93310 Le Pré St. Gervais

Téléphone : 33 1 41 83 65 85
Télécopie : 33 1 48 91 07 54

1.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT DE BASE

«A ma connaissance, les données du présent document sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de la société CAFOM ainsi que sur les droits attachés aux titres offerts ; elles ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée».

Fait au Pré Saint Gervais, le 27 décembre 2004

Monsieur Hervé GIAOUI
Président du Conseil d'Administration

1.3 CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES

COMMISSAIRES AUX COMPTES

	DATE DE NOMINATION	DATE DE FIN DE MANDAT
TITULAIRE		
Concept Audit & Associés Laurence LE BOUCHER 142 rue de Rennes 75006 Paris	Nommé lors de l'AGE du 29-10-2001 Mandat renouvelé lors de l'AGE du 27-09-2004	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2010
SUPPLÉANT		
Monsieur Eric BENECH 17 rue Henri Monnier 75009 Paris	Nommé lors de la constitution Mandat renouvelé lors de l'AGE du 27-09-2004	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2010
TITULAIRE		
France Audit Comptable Sylvain UZAN 43 rue Saint Georges 75009 Paris	Nommé lors de la constitution Mandat renouvelé lors de l'AGE du 27-09-2004	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2010
SUPPLEANT		
Monsieur Gilbert ZEITOUN 7 Boulevard Jules Ferry 75 011 Paris	nommé lors de la constitution et mandat renouvelé lors de l'AGE du 27-09-2004	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2010

AVIS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société CAFOM SA, et en application des articles 211-1 à 211-42 du règlement général de l'AMF, nous avons procédé, conformément aux normes de la profession applicables en France, à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes historiques données dans le présent document de base établi à l'occasion de l'introduction de la société au Second Marché.

Ce document a été établi sous la responsabilité du Président du Conseil d'administration de la société CAFOM SA. Il nous appartient d'émettre un avis sur la sincérité des informations qu'il contient portant sur la situation financière et les comptes.

Nos diligences ont consisté, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à apprécier la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, à vérifier leur concordance avec les comptes ayant fait l'objet d'un rapport. Elles ont également consisté à lire les autres informations de nature comptable et financière contenues dans le document de base, afin d'identifier, le cas échéant, les incohérences significatives avec les informations portant sur la situation financière et les comptes, et de signaler les informations manifestement erronées que nous aurions relevées sur la base de notre connaissance générale de la société acquise dans le cadre de notre mission. S'agissant de données prévisionnelles isolées résultant d'un processus d'élaboration structuré, cette lecture a pris en compte les hypothèses retenues par les dirigeants et leur traduction chiffrée.

COMPTES ANNUELS

Les comptes annuels pour les exercices clos au 31 mars 2002, au 31 mars 2003 et au 31 mars 2004, arrêtés par le Conseil d'Administration conformément aux règles et principes comptables français et approuvés lors des assemblées générales, ont fait l'objet d'un audit selon les normes applicables en France et ont été certifiés sans réserve ni observation et pour l'exercice clos au 31-03-2004 sans commentaire particulier sur la justification de notre appréciation.

COMPTES CONSOLIDES

Les comptes consolidés pour les exercices clos au 31 mars 2002, 31 mars 2003 et 31 mars 2004 arrêtés par votre Conseil d'Administration conformément aux règles et principes comptables français et approuvés lors des assemblées générales, ont fait l'objet d'un audit selon les normes applicables en France et ont été certifiés sans réserve ni observation.

Par ailleurs pour les comptes consolidés clos au 31-03-2004 en application des dispositions de l'article L 225.235 du Code de commerce relatives à la justification des appréciations, introduites par la loi de sécurité financière du 1er août 2003 et applicables pour la première fois à cet exercice, les appréciations suivantes ont été portées à la connaissance des actionnaires.

1 – Changement de méthodes comptables

Votre société expose dans les notes 1-2 et 3-7 de l'annexe aux comptes consolidés le changement de méthode résultant de l'application pour la première fois de la méthode préférentielle en matière d'indemnités de départ en retraite en application des hypothèses actuarielles qu'elle indique. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous nous sommes assurés de la correcte prise en compte de ces changements et de la présentation qui en a été faite.

2 – Estimations comptables

La valorisation des emplacements commerciaux et des écarts d'acquisition est réalisée selon la méthode décrite dans la note 1-3 de l'annexe 3. Nous avons apprécié le bien fondé de la méthodologie mise en œuvre basée sur un ensemble d'estimations et examiné les données et hypothèses utilisées par le groupe pour réaliser ces évaluations. Nous avons, sur ces bases, procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble et ont contribué à la formation de notre opinion sans réserve, exprimée dans la première partie de notre rapport.

COMPTES CONSOLIDES PRO FORMA

Les comptes consolidés pro forma pour les exercices clos au 31 mars 2003 et au 31 mars 2004, arrêtés par votre Conseil d'Administration ont fait l'objet d'un examen par nos soins selon les normes de la profession applicables en France et ont été attestés sans réserve ni observation.

Au terme de cet examen, qui a fait l'objet d'un rapport inclus dans le document de base nous n'avons pas relevé d'éléments de nature à remettre en cause le caractère raisonnable des conventions retenues pour présenter les effets de l'acquisition des titres de la société MUSIC et SON dans les comptes pro forma, la traduction chiffrée de ces conventions et la conformité des méthodes comptables utilisées avec celles suivies pour l'établissement des comptes annuels.

DONNEES PREVISIONNELLES

Les données prévisionnelles isolées relatives à la période du 1^{er} avril 2004 au 31 mars 2006, présentées dans le document de base sous forme d'état au chapitre 7, établies sous la responsabilité du conseil d'administration, ont fait l'objet par nos soins de vérifications qui ont consistées, selon les normes de la profession applicables en France, à apprécier si les hypothèses retenues et décrites dans le document de base constituent une base acceptable à l'établissement de ces données, à vérifier la correcte traduction chiffrée de ces hypothèses.

Concernant les informations comptables et financières prévisionnelles contenues dans le document de base, nous rappelons que ces informations, présentant par nature un caractère incertain, les réalisations différeront parfois de manière significative des informations prévisionnelles présentées.

Sur la base de ces diligences, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations comptables et financières présentées dans le document de base établi à l'occasion de l'introduction de la société CAFOM sur le Second Marché d'Euronext Paris.

Fait à Paris, le 27 décembre 2004

FRANCE AUDIT COMPTABLE
Sylvain UZAN
Commissaires aux Comptes
Membre de la Compagnie
Régionale de Paris

CONCEPT AUDIT & ASSOCIES
Laurence LE BOUCHER
Commissaires aux Comptes
Membre de la Compagnie
Régionale de Paris

Annexes

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le document de référence inclut :

- Le Rapport général et le rapport sur les comptes consolidés au 31 mars 2004 des commissaires aux comptes comportant respectivement en page 91 et en page 81, la justification des appréciations établies en applications des dispositions de l'article L225-235 du Code de Commerce.
- Le Rapport des commissaires aux comptes (page 123), établi au titre de l'article L 225-235 du code de commerce sur le rapport du président du conseil d'administration portant sur le contrôle interne.

1.4. POLITIQUE D'INFORMATION

RESPONSABLE DE L'INFORMATION

Monsieur Hervé GIAOUI
Président du Conseil d'Administration

CAFOM

9/11, rue Jacquard
93310 Le Pré St. Gervais

Téléphone : 33 1 41 83 65 85
Télécopie : 33 1 48 91 07 54
E-mail : contact@cafom.com

Les documents sociaux, comptables et juridiques dont la communication est prévue par la loi et les statuts en faveur des actionnaires et des tiers peuvent être consultés au siège social de la société.

Prochaine publication de la société CAFOM :

- Situation semestrielle consolidée : Deuxième quinzaine de février 2005

Des exemplaires du présent document sont disponibles, sans frais, auprès de Europe Finance et Industrie, 37, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris, au siège social de la société CAFOM, 9, rue Jacquard – 93310 Le Pré St. Gervais, ainsi que sur les sites Internet de Europe Finance et Industrie (www.efi.fr) et de l'Autorité des marchés financiers (www.amf-france.org).

Chapitre 2

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'OPERATION

En cas d'opération financière par appel public à l'épargne, les informations relevant de ce chapitre feront l'objet d'une note d'opération soumise au visa de l'Autorité des marchés financiers.

Chapitre 3

RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT L'EMETTEUR ET SON CAPITAL

Certains renseignements de caractère général concernant la Société et son capital, décrits au présent chapitre 3, résultent de résolutions adoptées par l'assemblée générale extraordinaire du 25 novembre 2004, sous condition suspensive de l'admission aux négociations et de la première cotation des actions de la Société sur un marché réglementé.

3.1. RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT L'EMETTEUR

3.1.0 DENOMINATION ET SIEGE SOCIAL

Dénomination sociale : CAFOM.

Au terme d'une assemblée générale extraordinaire du 27 septembre 2004, la société DISTRIFINANCES a procédé au changement de sa dénomination sociale pour devenir CAFOM.

Siège social : 9/11, rue Jacquard
93 310 Le Pré St. Gervais

3.1.1 FORME JURIDIQUE

Société Anonyme à Conseil d'administration régie par les articles L. 210-1 à L.210-9 et L.224-1 à L.225-257 à l'exception des articles L.225-57 à L.225-93 du Code de commerce et par le décret du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales.

3.1.2 LEGISLATION

Législation française.

3.1.3 DATE DE CONSTITUTION ET DUREE DE LA SOCIETE

La société a été constituée aux termes d'un acte sous seings privés en date du 24 mars 1999 au Pré Saint Gervais pour une durée de 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, soit jusqu'au 24 mars 2098, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

3.1.4 OBJET SOCIAL (ARTICLE 3 DES STATUTS)

La société a pour objet en France ou à l'étranger :

- la vente et la location, sous toutes leurs formes, de tous biens de consommation et notamment des biens d'équipements de la maison ;
- la prise de participation, directe ou indirecte, dans toutes les sociétés dont l'activité se rattache directement ou indirectement à la distribution de meubles, article électroménagers, Hi-Fi, musique, télévision, vidéo..., par tous moyens, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, souscription ou achat de titres ou droits sociaux, fusion, association en participation ou autrement et généralement, toutes opérations financières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser l'extension ou le développement de la société ;
- la fourniture de toutes prestations de services au profit de toutes sociétés, notamment en matière de comptabilité, gestion administrative et financière, gestion informatique, contrôle de gestion et prestations juridiques et fiscales.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet social, s'y rapportent ou contribuent à sa réalisation.

3.1.5 REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES ET CODE NAF

La Société a été immatriculée au registre du commerce de BOBIGNY le 24 mars 1999, sous le n° RSC Bobigny : 422 323 303

Code NAF : 652 E (Organismes de placement en valeurs mobilières)

3.1.6 CONSULTATION DES DOCUMENTS JURIDIQUES

Les documents sociaux, comptables et juridiques dont la communication est prévue par la loi et les statuts en faveur des actionnaires et des tiers peuvent être consultés au siège social de la société, 9/11, rue Jacquard – 93310 Le Pré St. Gervais

3.1.7 EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le 1^{er} avril et finit le 31 mars.

3.1.8 ASSEMBLEES GENERALES (ARTICLES 28 DES STATUTS)

Les assemblées d'actionnaires sont qualifiées d'ordinaires, d'extraordinaires ou d'assemblées spéciales. Les assemblées extraordinaires sont celles appelées à délibérer sur toutes modifications des statuts.

Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur une modification des droits des actions de cette catégorie. Toutes les autres assemblées sont des assemblées ordinaires.

3.1.8.1 Article 29 : Organe de convocation et lieu de réunion

Les assemblées d'actionnaires sont convoquées par le conseil d'administration. A défaut, elles peuvent l'être par les personnes désignées par le Code de Commerce, notamment par le ou les commissaires aux comptes, par un mandataire désigné par le président du tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'actionnaires représentant au moins 5 % du capital social ou, s'agissant d'une assemblée spéciale, le dixième des actions de la catégorie intéressée.

Les assemblées d'actionnaires sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

3.1.8.2 Article 30 : Forme et délais de convocation

Trente jours au moins avant la date de l'assemblée, la société fait paraître un avis de réunion au Bulletin des annonces légales obligatoires, qui précise l'ordre du jour de l'assemblée et contient le texte des projets de résolution présentés à l'assemblée par le conseil d'administration ainsi que les modalités de justification auprès de la société de l'inscription en compte des actions au porteur et de leur indisponibilité jusqu'à la date de l'assemblée. Il mentionne également le délai dans lequel peuvent être envoyées les demandes d'inscription des projets de résolution émanant d'actionnaires.

Les convocations sont faites par avis inséré dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social et, en outre, au Bulletin des annonces légales obligatoires, conformément à la loi.

Les titulaires d'actions nominatives depuis un mois au moins à la date de l'insertion de l'avis de convocation sont convoqués dans les conditions fixées par la loi et la réglementation en vigueur.

Les mêmes droits appartiennent à tous les copropriétaires d'actions indivises inscrits à ce titre dans le délai prévu à l'alinéa précédent. En cas de démembrement de la propriété de l'action, ils appartiennent au titulaire du droit de vote.

Lorsqu'une assemblée n'a pu délibérer régulièrement, faute du quorum requis, la deuxième assemblée est convoquée dans les mêmes formes que la première et l'avis de convocation rappelle la date de celle-ci. Il en est de même pour la convocation d'une assemblée prorogée conformément au Code de commerce.

Le délai entre la date de l'insertion contenant l'avis de convocation et de l'envoi des lettres et la date de l'assemblée est au moins de quinze jours sur première convocation et de six jours sur convocation suivante.

3.1.8.3 Article 31 Ordre du jour

L'ordre du jour de l'assemblée est arrêté par l'auteur de la convocation ou par l'ordonnance judiciaire désignant le mandataire chargé de la convoquer. Un ou plusieurs actionnaires représentant une quotité de capital fixé par les dispositions légales et réglementaires ont la faculté de requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour de l'assemblée. Celle-ci ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié que sur deuxième convocation. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

3.1.8.4 Article 32 Admission aux assemblées

Tout actionnaire a le droit de participer aux assemblées générales ou de s'y faire représenter, quel que soit le nombre de ses actions, dès lors que ses titres sont libérés des versements exigibles et inscrits à son nom depuis cinq jours au moins avant la date de la réunion. Le conseil d'administration peut réduire ce délai par voie de mesure générale bénéficiant à tous les actionnaires.

En cas de démembrement de la propriété de l'action, seul le titulaire du droit de vote peut participer ou se faire représenter à l'assemblée. Les propriétaires d'actions indivises sont représentés comme il est dit à l'article 14.

Tout actionnaire propriétaire d'une catégorie d'actions déterminée peut participer aux assemblées spéciales des actionnaires de cette catégorie, dans les conditions visées ci-dessus.

3.1.8.5 Article 38 Objet et tenue des assemblées ordinaires

L'assemblée générale ordinaire prend toutes les décisions excédant les pouvoirs du conseil d'administration et qui ne relèvent pas de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire. Elle est réunie au moins une fois par an, dans les six mois de la clôture de l'exercice, pour statuer sur toutes les questions relatives aux comptes de l'exercice ; ce délai peut être prolongé à la demande du conseil d'administration par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant sur requête.

3.1.8.6 Article 40 Assemblée générale extraordinaire

L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions.

Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sauf à l'occasion d'un regroupement d'actions régulièrement effectué ou pour la négociation de "rompus" en cas d'opérations telles que les augmentations et les réductions de capital. Elle ne peut non plus changer la nationalité de la société, sauf si le pays d'accueil a conclu avec la France une convention spéciale permettant d'acquérir sa nationalité et de transférer le siège social sur son territoire, et conservant à la société sa personnalité juridique.

Par dérogation à la compétence exclusive de l'assemblée extraordinaire pour toutes modifications des statuts, les modifications aux clauses relatives au montant du capital social et au nombre des actions qui le représentent, dans la mesure où ces modifications correspondent matériellement au résultat d'une augmentation, d'une réduction ou d'un amortissement de capital, peuvent être apportées par le conseil d'administration.

3.1.8.7 Article 12 Forme des actions et franchissement de seuils

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix du titulaire. Elles ne peuvent revêtir la forme au porteur qu'après leur complète libération.

La société est autorisée à demander à tout moment auprès de l'organisme chargé de la compensation des valeurs mobilières les renseignements prévus par la loi relatifs à l'identification des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote aux assemblées d'actionnaires.

La société est en outre en droit de demander dans les conditions fixées par le Code de Commerce l'identité des propriétaires de titres lorsqu'elle estime que certains détenteurs dont l'identité lui a été révélée sont propriétaires de titres pour le compte de tiers.

La société peut demander à toute personne morale propriétaire de plus de 2,5 % du capital ou des droits de vote de lui faire connaître l'identité des personnes détenant directement ou indirectement plus du tiers du capital social de cette personne morale ou des droits de vote à ses assemblées générales.

Toute personne physique ou morale agissant seule ou de concert qui vient à posséder le nombre d'actions ou de droits de vote dépassant les seuils prévus par la réglementation en vigueur doit respecter les obligations d'information prévues par celle-ci. La même information est due lorsque la participation au capital ou en droits de vote devient inférieure aux seuils prévus par la réglementation en vigueur.

En cas de non-respect de l'obligation mentionnée aux alinéas qui précèdent, les actions excédant la fraction non déclarée sont privées du droit de vote à la demande, consignée dans le procès-verbal de l'assemblée générale, d'un ou plusieurs actionnaires détenant 5 % au moins du capital social.

3.1.8.8 Article 35 Droit de vote

Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix au moins.

Toutefois, un droit de vote double est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis quatre ans au moins, au nom du même actionnaire.

En cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, les actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire, à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit, ont également un droit de vote double et ce, dès leur émission.

Toute action convertie au porteur ou transférée en propriété perd le droit de vote double. Néanmoins, le transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux et de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible, ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas le délai de quatre ans ci-dessus prévu.

La fusion de la société est sans effet sur le droit de vote double qui peut être exercé au sein de la société absorbante, si les statuts de celle-ci l'ont institué.

Les votes s'expriment soit à main levée soit par appel nominal. Il ne peut être procédé à un scrutin secret dont l'assemblée fixera alors les modalités qu'à la demande de membres représentant, par eux-mêmes ou comme mandataires, la majorité requise pour le vote de la résolution en cause.

La société ne peut valablement voter avec des actions achetées par elle. Sont, en outre, privées du droit de vote, notamment: les actions non libérées des versements exigibles, les actions des souscripteurs éventuels dans les assemblées appelées à statuer sur la suppression du droit préférentiel de souscription et les actions de l'intéressé dans la procédure prévue à l'article 25.

L'assemblée du 25 novembre 2004 a approuvée la création d'un droit de vote double.

3.1.8.9 Article 13 Transmission des actions

Les actions sont librement négociables. Elles sont inscrites en compte et se transmettent par virement de compte à compte dans les conditions prescrites par la réglementation en vigueur.

3.1.8.10 Article 46 Affectation et répartition des bénéfices

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est relevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale qui, sur proposition du conseil d'administration, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux actionnaires à titre de dividende.

En outre, l'assemblée peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

L'assemblée a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende ou des acomptes sur dividende mis en distribution une option entre le paiement, en numéraire ou en actions, des dividendes ou des acomptes sur dividende.

3.2 RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LE CAPITAL

3.2.1 CAPITAL SOCIAL (ARTICLE 7 DES STATUTS)

Le capital social est fixé à la somme de trente millions sept cent soixante-dix mille vingt huit euros et quatre-vingt-dix cents (30.770.028,90) Euros.

Il est divisé en six millions trente trois mille trois cent trente neuf (6.033.339) actions de même catégorie d'une valeur nominale de 5,10 euros

Ces actions sont des actions ordinaires. Elles constituent les seuls titres de capital émis par la société et composant son capital.

3.2.2 CAPITAL AUTORISE NON EMIS

- **1^{ère} résolution – Délégation de pouvoir accordée au Conseil d'administration, en prévision de l'admission des actions de la société aux négociations sur un marché réglementé, à l'effet de procéder à une augmentation de capital**

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 25-11-04, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux Comptes, délègue au conseil d'administration, en prévision de l'admission des actions de la société aux négociations sur un marché réglementé, les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, à l'augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, en faisant appel public à l'épargne, par émission d'actions ordinaires nouvelles de numéraire représentant ensemble un montant nominal maximal de 10 000 000 euros.

Cette autorisation a été consentie pour une durée de 6 mois à compter du 25-11-04

- **19^{ème} résolution – Délégation générale de compétence donnée au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription**

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 25-11-04, sous la condition suspensive de l'admission des actions de la société aux négociations sur un marché réglementé, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, du rapport spécial des Commissaires aux Comptes et conformément aux dispositions du Code de commerce et, notamment, de l'article L. 225-129-2, délègue au Conseil d'Administration la compétence nécessaire à l'effet de décider et de procéder, en une ou plusieurs fois, à l'augmentation du capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans la limite d'un montant nominal de 20 000 000 euros.

Cette autorisation a été consentie pour une durée de 26 mois à compter du 25-11-04.

- **20^{ème} résolution – Délégation générale de compétence donnée au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription**

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 25-11-04, sous la condition suspensive de l'admission des actions de la société aux négociations sur un marché réglementé, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes et conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment son article L. 225-129-2 délègue au Conseil d'Administration la compétence nécessaire à l'effet de décider et de procéder, en une ou plusieurs fois, à l'augmentation du capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires dans la limite d'un montant nominal de 20 000 000 euros.

Cette autorisation a été consentie pour une durée de 26 mois à compter du 25-11-04.

- **Synthèse des autorisations globales de l'Assemblée au Conseil d'administration**

Le Conseil d'administration bénéficie des autorisations suivantes pouvant conduire à l'émission de titres donnant accès au capital.

NATURE DE LA DELEGATION	NATURE DE L'OPERATION EN PREVISION DE L'ADMISSION DES ACTIONS AU SECOND MARCHÉ	TITRES À ÉMETTRE	MONTANT NOMINAL AUTORISÉ	SOLDE RESTANT À UTILISER	ÉCHÉANCE DE LA DÉLÉGATION
Délégation générale	Augmentation de capital avec suppression du DPS	Titres de capital simples ou composés ou titres de créances	10 M€	10 M€	24-05-2005
Délégation générale	Augmentation de capital avec maintien du DPS	Titres de capital simples ou composés ou titres de créances	20 M€	20 M€	24-01-2007
Délégation générale	Augmentation de capital avec suppression du DPS	Titres de capital simples ou composés ou titres de créances	20 M€	20 M€	24-01-2007

3.2.3 CAPITAL POTENTIEL

- **18^{ème} résolution – Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des options de souscription et/ou d'achat d'actions**

L'assemblée générale extraordinaire du 25-11-04, dans sa 18^{ème} résolution, après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'Administration, du rapport spécial des Commissaires aux Comptes et sous la condition suspensive de l'admission des actions de la société aux négociations sur un marché réglementé, autorise le Conseil d'Administration à consentir, en une ou plusieurs fois, au profit des cadres à haut niveau de responsabilité et les mandataires sociaux visés par les dispositions légales en vigueur, des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la Société à émettre à titre d'augmentation de capital ou à l'achat d'actions existantes de la Société provenant de rachats préalablement effectués dans les conditions prévues par les dispositions légales. Le nombre total des options ouvertes et non encore levées ne pourra excéder les limites prévues par la loi, à savoir 10% du capital social de la société.

Cette délégation est donnée pour une durée de 38 mois.

Sur la base du capital social actuel de la société, le pourcentage de dilution découlant du capital potentiel est de 9%.

3.2.4 INSTRUMENTS FINANCIERS NON REPRESENTATIFS DU CAPITAL

Néant

3.2.5 ACQUISITION PAR LA SOCIETE DE SES PROPRES ACTIONS

- **16^{ème} résolution – Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet d'acheter les propres actions de la société**

L'Assemblée Générale du 25 novembre 2004, sur proposition du Conseil d'Administration :

1/ Autorise la Société, pour une durée de dix huit mois et sous la condition suspensive de l'admission des actions de la société aux négociations sur un marché réglementé, à acheter ses propres actions, dans la limite de 10 % du capital social, soit 603 033 actions sur la base du nombre d'actions existant au 25-11-2004 en vue de poursuivre, par ordre de priorité décroissant indicatif, les objectifs suivants :

- Assurer la liquidité et/ou l'animation du marché au travers d'un contrat de liquidités conforme à la charte de déontologie de l'AFEI.
- La remise de titres de créances donnant droit par remboursement, conversion, échange ou de toute autre manière, à l'attribution d'actions de la société ;
- L'attribution d'actions aux salariés de la société et de son Groupe, selon toutes formules autorisées et, notamment, par attribution d'options d'achat, ou dans le cadre de la participation des salariés aux fruits de l'expansion de l'entreprise.
- L'achat d'actions en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe.
- L'annulation éventuelle des actions acquises, sous réserve de l'autorisation conférée par l'assemblée générale des actionnaires.

Les actions pourront être achetées par tous moyens, y compris par voie d'achat de blocs de titres, dans les conditions et limites fixées par les autorités du marché. La part du programme réalisée par acquisition de blocs de titres pourra atteindre l'intégralité du programme de rachat.

Le prix maximum d'achat par action sera compris dans une fourchette correspondant à plus ou moins trente pour cent (30%) par rapport au cours de bourse du jour de l'introduction.

Ce prix est fixé sous réserve des ajustements liés aux éventuelles opérations sur le capital.

Le montant maximum des fonds destinés à la réalisation de ce programme sera de 12 066 660 euros ou la contre valeur de ce montant en toute monnaie.

Donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration dans les limites ci-dessus fixées, à l'effet d'accomplir ou de faire accomplir toutes opérations s'inscrivant dans le cadre de la présente résolution, effectuer toutes formalités requises par la législation et la réglementation en vigueur, et plus généralement faire le nécessaire.

3.2.6 TABLEAU D'EVOLUTION DU CAPITAL

DATE	NATURE DE L'OPERATION	VARIATION DU CAPITAL	PRIME D'EMISSION OU APPORT	NOMBRE D'ACTIONS CREEES	CAPITAL APRES OPERATION		
					NBRE D'ACTIONS	NOMINAL	MONTANT
09-03-99	Constitution par apport en numéraire				2 500	100 F	250 000 F
29-03-99	Augmentation de capital par apport en nature	200 861 300 F		2 008 613	2 011 113	100 F	201 111 300 F
29-10-01	Conversion du capital social en euro				2 011 113	15,24 €	30 659 220 €
25-11-04	Augmentation de la valeur nominale des actions par incorporation de report à nouveau	110 808,90 €			2 011 113	15,30 €	30 770 028,90 €
	Division de la valeur nominale des actions			4 022 226	6 033 339	5,10 €	30 770 028,90 €

3.3 REPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE

3.3.1 REPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE DE LA SOCIETE AVANT INTRODUCTION

ACTIONNAIRES	AVANT INTRODUCTION			
	ACTIONS	%	DROITS DE VOTE	%
Hervé GIAOUI	2 850 030	47,2	5 700 060	47,2
Luc WORMSER	2 321 367	38,4	4 642 734	38,4
André SAADA	861 930	14,3	1 723 860	14,3
Sous-total actionnariat dirigeant	6 033 327	99,9	12 066 654	99,99
Autres actionnaires personnes physiques	12	NS	24	NS
TOTAL	6 033 339	100%	12 066 678	100%

Les mandataires sociaux de CAFOM détiennent 99,9% des actions et des droits de vote. A la connaissance de la société, il n'existe aucun autre actionnaire détenant, directement ou indirectement, seul ou de concert plus de 2,5% du capital et des droits de vote.

L'assemblée du 25 novembre 2004 a approuvé la création d'un droit de vote double.

3.3.2 MODIFICATION DANS LA REPARTITION DU CAPITAL AU COURS DES TROIS DERNIERES ANNEES

Aucun mouvement n'est intervenu dans la répartition du capital au cours des trois derniers exercices.

3.4 PACTE D'ACTIONNAIRES

Néant

3.5 ETAT DES INSCRIPTIONS ET NANTISSEMENT

3.5.1 - NANTISSEMENTS DES ACTIONS

Néant

3.5.2 - NANTISSEMENTS DU FONDS DE COMMERCE

DATE	SOCIETE	MONTANT INITIAL	ECHEANCE DE L'EMPRUNT	CAPITAL RESTANT DU A FIN 2004
GDI (Gourbeyre Distribution)				
13-01-03	BNP Paribas Guadeloupe	335 500 €	31-12-2008	195 172 €
LGD (La Guadeloupéenne de Distribution)				
14-01-03	BNP Paribas Guadeloupe	670 775 €	31-12-2008	379 560 €

3.6 DIVIDENDES

3.6.1 DIVIDENDE GLOBAL

Exercice clos le	Brut	Avoir fiscal	Net
31/03/2002	3 650 170 €	1 216 723 €	2 433 446 €
31/03/2003	3 831 170 €	1 277 056 €	2 554 112 €
31/03/2004	4 645 671 €	1 548 557 €	3 097 114 €

3.6.2 DIVIDENDE PAR ACTION (SUR LA BASE DE 2 011 113 ACTIONS)

Exercice clos le	Brut	Avoir fiscal	Net
31/03/2002	1,81 €	0,60 €	1,21 €
31/03/2003	1,91 €	0,64 €	1,27 €
31/03/2004	2,31 €	0,77 €	1,54 €

Au cours des trois derniers exercices, la politique de distribution du Groupe a consisté à distribuer entre 70% à 100 % du résultat net.

3.6.3 POLITIQUE FUTURE DE DIVIDENDE

Les réserves et la capacité d'autofinancement actuelle et prévisionnelle du Groupe permettront à la société CAFOM de maintenir au cours des prochains exercices sa politique de distribution de dividendes.

3.6.4 DELAI DE PRESCRIPTION DES DIVIDENDES

Conformément aux dispositions légales, les dividendes et les acomptes de dividendes sont prescrits dans un délai de cinq ans au profit de l'Etat.

Chapitre 4

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE DE L'EMETTEUR

4.1 PRESENTATION DE LA SOCIETE ET DU GROUPE

CAFOM est un groupe indépendant du secteur de la grande distribution spécialisée dans l'équipement de la maison.

Le Groupe exploite aujourd'hui 8 magasins dans les Départements d'Outre-Mer (DOM) dont 6 sous l'enseigne BUT et dispose d'un leadership incontesté sur ses marchés régionaux.

4.1.1 BREF HISTORIQUE ET EVOLUTION DE LA STRUCTURE DU GROUPE AU COURS DES DERNIERES ANNEES

➤ CREATION DES ACTIVITES DANS LES DOM

L'activité du Groupe a débuté en Guadeloupe au milieu des années 70, par la création d'une société de vente de matériel HI-FI à domicile.

A cette époque ces produits connaissent un vif succès en Europe, et les fondateurs de CAFOM (Messieurs Giaoui, Saada, Wormser) décident de susciter la demande du consommateur dans les DOM.

A la fin des années 70, les trois fondateurs optent pour une politique d'importation directe en provenance d'Extrême-Orient, afin d'une part, de maîtriser les approvisionnements et d'autre part, de bénéficier de marges plus confortables.

Les résultats dégagés sur ce segment porteur incitent les fondateurs du Groupe CAFOM à créer dans les DOM un nouveau concept de distribution inexistant à cette époque dans cette zone géographique, visant à offrir à l'ensemble du public des produits à des prix plus accessibles que ceux des concurrents et décident d'élargir l'offre de produits à la vente de meubles et de produits blancs.

Les dirigeants recherchent de nouveaux relais de croissance et, observant les phénomènes de distribution en Métropole, décident de les appliquer aux Antilles. Les trois dirigeants passent alors un accord de franchise avec l'enseigne BUT couvrant la Guadeloupe, la Martinique et la Guyane.

➤ DEVELOPPEMENT DU RESEAU DE DISTRIBUTION

1985 : Ouverture du premier magasin BUT en Martinique. En deux ans, les trois départements sont couverts (Guyane en **1986**, Guadeloupe en **1987**).

1987 : le Groupe constitue sa propre centrale d'achats : CAFOM DISTRIBUTION, lui permettant ainsi de renforcer sa politique d'approvisionnements.

Fort de l'expérience des fondateurs en matière d'importation, CAFOM DISTRIBUTION s'approvisionne, dès cette époque, à travers le Monde (plus de 20 pays) afin d'avoir accès aux meilleurs prix qui leur donneront un avantage concurrentiel de l'ordre de 30 % par suppression de la marge des intermédiaires. La société fournit essentiellement les différents magasins du Groupe.

Cette stratégie procure au Groupe un avantage concurrentiel certain :

- le circuit d'approvisionnements de CAFOM est raccourci par rapport aux acteurs existants se fournissant auprès d'importateurs en Métropole ;
- sa politique d'achats lui permet d'offrir à ses clients des prix attractifs tout en conservant un niveau de marge important.

Dès lors, le Groupe adopte une politique de discount, et prend tous les acteurs locaux de court ainsi que les enseignes nationales concurrentes qui peinent à s'établir dans ce contexte :

- Conforama ouvre en Martinique en 1987 et connaît un développement limité;
- Fly et Atlas échouent dans leur implantation quelques années plus tard.

Il est à noter que ce n'est qu'au début des années 90, soit 5 à 7 ans plus tard, que les grandes enseignes d'Hypermarchés métropolitaines (Continent^(*), Euromarché^(*), Cora essentiellement) s'installent dans les DOM. Le Groupe CAFOM, solidement implanté dans ces départements, dispose d'une forte notoriété auprès des consommateurs du fait de son antériorité.

➤ **LEADERSHIP DE CAFOM DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER**

1991 : Fort de son succès sur les Antilles, CAFOM prend le contrôle de l'enseigne BUT à la Réunion. Cette même année, CAFOM ouvre un deuxième magasin à la Guadeloupe.

1992 : Construction d'un dépôt de grande capacité en Guadeloupe (10 000 m²).

1993 : Le magasin de la Guyane est agrandi de 1 200 à 2 000 m².

1994 : Un second magasin ouvre à la Réunion, à St Paul, dans la partie Ouest de l'île.

1995 : Agrandissement du magasin BUT Martinique qui passe de 1 200 à 2 000 m².

1997 : Construction d'un dépôt de grande capacité à la Martinique (10 000m²).

1998 : Agrandissement d'un des deux magasins de la Guadeloupe à 2 000 m².

1999 : Création du holding du Groupe (initialement DISTRIFINANCES devenue CAFOM en 2004)

2000 : Agrandissement du magasin BUT Guadeloupe dont la superficie est portée à 3 181 m² et du magasin BUT Martinique dont la superficie est portée à 3 100 m².

2003 : Conclusion d'accords de partenariat pour l'ouverture de plate-formes logistiques dédiées à Yantian et Shangai en Chine, Bombay en Inde et Sao-Bento au Brésil.

2004 : Le Groupe poursuit sa politique d'agrandissement et de modernisation des surfaces de ventes dans le but d'accroître ses parts de marché sur ses zones de chalandise.

CAFOM dispose aujourd'hui de 8 magasins implantés dans les Départements d'Outre-Mer, dont 6 sous enseigne BUT, lui fournissant une position de leader incontesté dans son secteur sur l'ensemble des départements couverts.

Il convient de souligner que les magasins de CAFOM figurent parmi les plus performants de l'enseigne nationale BUT, tous magasins confondus (France + DOM). A titre d'exemple en juin 2004, l'ensemble des magasins de CAFOM figurent dans le classement des dix premiers magasins et

^(*) devenus depuis Carrefour

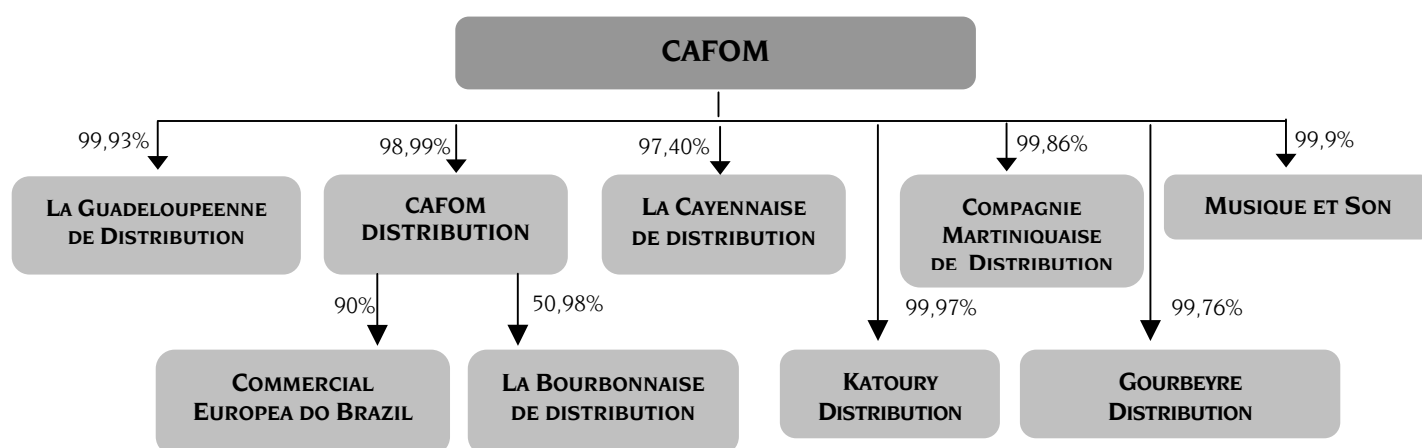
occupent les trois premières places. Le magasin de la Martinique est le premier magasin BUT en terme de chiffre d'affaires. Ce dernier réalise le double du chiffre d'affaires HT du plus grand BUT de France métropolitaine. Avec 6 magasins sous enseigne BUT, CAFOM représente près de 9 % du volume d'activité total des magasins BUT.

A titre comparatif, le chiffre d'affaires moyen au m² des magasins de CAFOM est près de 4 fois plus important que la moyenne nationale.

Enfin, il est important de noter que le Marché des DOM est un marché dynamique et soutenu dans le secteur de l'équipement de la maison (cf §4.4), faisant de l'activité de CAFOM une activité beaucoup moins cyclique ou dépendante de l'activité économique et de la conjoncture qu'elle ne l'est en Métropole, ou plus généralement en Europe. Ainsi, si le secteur a connu au niveau national un fléchissement en 2002 et 2003 (3 à 5 % de baisse de CA par an), le chiffre d'affaires de CAFOM n'a, quant à lui, cessé de progresser tout en assurant une amélioration des marges.

4.1.2 ORGANISATION DU GROUPE

4.1.1.2 Organigramme juridique de CAFOM au jour de l'introduction en bourse



4.1.2.2 Organisation interne du Groupe

CAFOM, holding animatrice du Groupe, assume les fonctions mutualisées pour l'ensemble des filiales du groupe : Direction générale, administrative, financière, communication et couvrant les domaines suivants :

- Relations bancaires ;
 - Négociation centralisée des concours bancaires et des emprunts,
 - Opérations de placement,
- Assurances ;
- Gestion centralisée de la trésorerie du Groupe ;
- Etablissement et suivi des budgets ;
- Gestion de la comptabilité ;
- Gestion du système informatique ;
- Définition de la politique commerciale et marketing des filiales ;
- Assistance pour la sélection et le recrutement du personnel clef ;
- Prestations juridiques et fiscales.

En rémunération de ces différentes fonctions, le holding facture à chaque filiale des « management fees ».

4.1.2.3 Restructurations du périmètre juridique

1 – Changement de dénomination sociale

Par décision de l'assemblée générale des actionnaires du 27 septembre 2004, il a été décidé de procéder au changement de la dénomination sociale de l'émetteur. Le holding, initialement dénommé « DISTRIFINANCES » devient « CAFOM ».

La centrale d'achats, la SAS « CAFOM » devient « CAFOM DISTRIBUTION ».

2 – Acquisition de la société MUSIQUE & SON

La SA CAFOM a procédé en novembre 2004 à l'acquisition de 100 % des actions de la Société MUSIQUE ET SON qui a pour activité la commercialisation de matériel de musique. Le prix de cession des actions a été fixé à 2 000 000 d'euros et est déterminé comme suit :

- Capitaux propres au 31 mars 2004	1 132 K€
- Valeur du Fonds de commerce inscrite à l'actif.....	- 26 K€

Capitaux propres corrigés.....	1 106 K€
Valeur estimée des éléments incorporels.....	874 K€

Actif net réévalué.....	2 000 K€

Ce prix est définitif. Le prix a fait l'objet d'un paiement échelonné, le dernier règlement devant intervenir au plus tard le 31 décembre 2004. Le protocole de cession inclut une garantie d'actif et de passif.

• Les principales données financières de la Société MUSIQUE ET SON sont les suivantes :

	31/03/2004	%	31/03/2003	%
CHIFFRE D'AFFAIRES	2 095 037	100 %	1 860 488	100 %
Marge commerciale	993 528	47,42 %	823 193	44,24 %
Résultat d'exploitation	449 294	21,45 %	308 638	16,59 %
Résultat courant	451 415	21,55 %	299 066	16,07 %
Résultat net	296 998	14,18 %	195 180	10,49 %

• Les principales données bilantielles sont les suivantes :

	31/03/2004	%	31/03/2003	%
Total Bilan	1 374 762	100 %	1 233 201	100 %
Capitaux propres	1 131 780	82,32 %	1 031 497	83,64 %
Endettement financier net	-	-	-	-

La Société MUSIQUE ET SON a été intégrée dans les comptes consolidés PROFORMA au 31 mars 2004 et 31 mars 2003.

3 – Sortie de la société Centrale d'achat Guadeloupéenne du périmètre juridique

Le Groupe CAFOM a cédé en novembre 2004 sa participation dans le capital de la Société Centrale d'Achats Guadeloupéenne (CAG XYOR GUADELOUPE) (26 %) pour un montant de 280 506 euros.

Compte tenu du caractère accessoire de l'activité de la Société Centrale d'Achats Guadeloupéenne, les dirigeants du Groupe CAFOM ont décidé dans un souci de simplification, de la sortir du périmètre juridique. Cette Société a été consolidée au 31 mars 2004 selon la méthode d'intégration proportionnelle et ce, pour se conformer aux dispositions du règlement 99-02.

Le caractère significatif de la Société Centrale d'Achats Guadeloupéenne (CAG XYOR GUADELOUPE) a été apprécié sur la base du résultat net au 31 mars 2004, la quote-part du résultat de la Société Centrale d'Achats Guadeloupéenne (CAG XYOR GUADELOUPE) (76.975 euros) au 31 mars 2004 étant supérieure à un seuil de 50 000 euros a conduit à la décision d'intégrer ladite Société dans le périmètre de consolidation.

Les titres de la Société Centrale d'Achats Guadeloupéenne avaient été acquis par la SAS CAFOM DISTRIBUTION pour un montant de 350 633 euros et avaient fait l'objet d'une provision pour dépréciation s'élevant au 31 mars 2004 à 70 128 euros.

• **Les principales données de la Société Centrale d'Achats Guadeloupéenne sont les suivantes :**

	31/03/2004	%	31/03/2003	%
CHIFFRE D'AFFAIRES	575 476	100 %	541 456	100 %
Résultat d'exploitation	281 386	48,90 %	292 511	54,02 %
Résultat net	296 057	51,45 %	301 267	10,49 %

• **Les principales données bilantielles de la Société Centrale d'Achats Guadeloupéenne sont les suivantes :**

	31/03/2004	%	31/03/2003	%
Total Bilan	1 153 541	100 %	893 985	100 %
Capitaux propres	1 078 868	93,53 %	782 811	87,56 %
Endettement financier net	-	-	-	-

Cette cession n'aura pas d'incidence sur les comptes de la Société CAFOM DISTRIBUTION, le protocole de cession prévoyant une cession des titres pour un montant égal à la valeur nette comptable au 31 mars 2004. Les comptes consolidés Pro forma au 31/03/2004 tenaient compte de cette cession.

L'incidence de la cession des titres de la Société Centrale D'achats Guadeloupéenne (CAG XYOR GUADELOUPE) sur les comptes Pro forma établis au 31 mars 2004 sera une diminution de 76 975 euros du résultat consolidé représentant l'annulation du résultat de la société centrale d'achats guadeloupéenne au 31 mars 2004.

4.1.2.4 Les filiales du Groupe

• **Informations générales sur les filiales**

DENOMINATION	DATE DE CREATION	FORME JURIDIQUE	CAPITAL SOCIAL	NUMERO DE RCS	ACTIVITE DE LA SOCIETE
Compagnie Martiniquaise de Distribution	1985	SAS	76 000 €	331 647 602	Magasin BUT ZI Les Mangles 97 232 Le Lamentin
La Cayennaise de Distribution	1986	SAS	106 000 €	338 288 251	Magasin BUT ZI Collery Route de la Madeleine 97 300 Cayenne
Centrale d'Achat Française pour l'Outre Mer Distribution	1986	SAS	577 600 €	337 810 501	Centrale d'achat 9/11 , rue Jacquard 93 310 Pré St-Gervais
La Guadeloupéenne de Distribution	1987	SAS	150 000 €	339 905 069	Magasin BUT ZA La Jaille 97 122 Baie Mahault
La Bourbonnaise de Distribution	1991	SAS	1 820 000 €	380 973 867	2 Magasins BUT av Maréchal de Tassigny - Saint Denis CD4 Le triangle - St Paul
Katoury Distribution	1992	SAS	100 000 €	384 914 909	Magasin CCial La Rocade 97 300 Cayenne
Gourbeyre Distribution	1996	SAS	38 000 €	393 232 426	Magasin BUT ZA Valkanaers 97 113 Gourbeyre
Commercial Europea do Brazil	2000	SARL	3 103 977 €	-	Plate-forme logistique Brésil
Musique et son	1984	SAS	38 112 €	329 680 573	Magasin ZI Les Mangles 97 232 Le Lamentin

4.1.3 LES CHIFFRES CLES

Compte tenu des restructurations juridiques intervenues au cours de l'exercice 2004/2005, l'ensemble des informations comptables présentées dans le prospectus retient des données pro forma. (cf §5.3).

4.1.3.1 Principales données financières pro forma

EN EUROS	31/03/2003 (PF)		31/03/2004 (PF)	
	MONTANT	%	MONTANT	%
Chiffre d'affaires	118 139 122	100 %	129 664 336	100 %
Marge commerciale	36 552 081	30,9 %	41 501 617	32,0 %
Résultat d'exploitation	5 355 181	4,5 %	7 214 061	5,6 %
Résultat courant	5 313 403	4,5 %	7 781 765	6,0 %
Résultat net	2 841 745	2,4 %	4 630 802	3,6 %

(pf) comptes pro forma

- **Le chiffre d'affaires**

L'exercice clos au 31 mars 2004 est marqué par une augmentation significative du chiffre d'affaires du Groupe (+ 9,75 %).

- **La marge commerciale**

Celle-ci enregistre une progression de près de 1 point, passant de 30,9 % à 32 %.

- **Le résultat d'exploitation**

Les charges d'exploitation sont restées stables en pourcentage du chiffre d'affaires. Le résultat d'exploitation passe de 5.355 K€ au 31 mars 2003 à 7.214 K€ au 31 mars 2004, soit une progression de 34,71 %.

- **Le résultat financier**

Le groupe enregistre également une nette amélioration de son résultat financier qui s'élève au 31 mars 2004 à 567 K€ contre (-42 K€) à la clôture de l'exercice précédent. Les produits financiers correspondent à des revenus des titres immobilisés, des revenus des prêts, à des escomptes obtenus ainsi qu'à des gains de change. Les charges financières correspondent aux intérêts sur emprunts ainsi qu'aux agios bancaires.

La variation du résultat financier Pro forma (+ 609 K€) se décompose comme suit :

- Reprise sur provision pour dépréciation des titres de participation	294 999 euros
- Charge sur cession de titres de participation	-91 469 euros
- Augmentation des produits financiers	39 655 euros
- Diminution des charges financières	195 368 euros
- Augmentation des gains de change	170 985 euros

- **Le résultat courant avant impôts** avant participation des salariés, représentant 6 % du chiffre d'affaires consolidé pro forma s'élève à 7.781 K€, contre 5.313 K€ au 31 mars 2003.

- **Le résultat net**

Après participation et impôt sur les bénéfices, le résultat net - part du Groupe s'élève à 4.630 K€ au 31 mars 2004 contre 2.841 K€ à la clôture de l'exercice précédent.

4.1.3.2. Principales données bilantielles pro forma

EN EUROS	31/03/2003 (PF)		31/03/2004 (PF)	
	MONTANT	%	MONTANT	%
Total Bilan	70 375 215	100 %	80 261 906	100 %
Capitaux propres	41 011 954	58,3 %	42 877 884	53,4 %
Endettement financier net	6 668 797	9,5%	10 370 587	12,9 %

(pf) comptes pro forma

• Endettement financier net

L'accroissement de l'endettement financier net (déduction faite des disponibilités et des VMP du Groupe) de la société est lié au financement des travaux d'agrandissement des sites de la Guadeloupe et de la Martinique ainsi qu'au développement important des activités du Groupe entraînant une augmentation du besoin en fonds de roulement.

4.1.3.3 Principales données financières historiques

EN EUROS	31/03/2003 (c)		31/03/2004 (c)	
	MONTANT	%	MONTANT	%
Chiffre d'affaires	115 455 776	100%	127 719 677	100%
Résultat d'exploitation	5 119 435	4,3%	6 841 128	5,3%
Résultat courant	5 343 639	4,5%	7 411 145	5,7%
Résultat Exceptionnel	67 116	0,1%	74 089	0,1%
Résultat net	2 881 359	2,4%	4 484 104	3,5%

EN EUROS	31/03/2003 (c)		31/03/2004 (c)	
	MONTANT	%	MONTANT	%
Total Bilan	68 094 337	100%	78 707 303	100%
Capitaux propres	38 937 821	55,3%	39 760 424	49,5%
Dettes financières	4 922 039	7,0%	12 370 795	15,4%

(c) comptes consolidés historiques

4.1.4 LE CONTRAT DE CONCESSION BUT

L'enseigne BUT est l'une des enseignes leaders de la distribution d'ameublement et de produits électro-domestiques en France. Elle jouit d'une forte notoriété, étant classée au 2^{ème} rang sur le marché français de la distribution d'ameublement avec une part de marché de 10 %.

En août 2004, le réseau BUT comptait 236 magasins représentant une surface de vente totale de 680.000 m², dont 138 magasins exploités par des franchisés indépendants.

Les différentes filiales du groupe ont initialement signé avec BUT INTERNATIONAL un contrat de franchise. Un avenant, signé en février 1997, à ces contrats triennaux et renouvelables par tacite reconduction, redéfinit la nature des prestations fournies par BUT INTERNATIONAL en une concession de marque. Du fait de ses particularités géographiques, seul CAFOM, parmi les franchisés BUT, dispose de ce type de contrat.

Les contrats signés entre la Société BUT INTERNATIONAL et les Sociétés COMADI, LGD, GOURBEYRE DISTRIBUTION, LCD et LBD s'analysent en fonction des contrats conférant aux adhérents la concession exclusive de la marque BUT dans leurs zones d'achalandage respectives à savoir :

- | | |
|-----------------------|--------------------------------|
| - Société COMADI | : Département de la MARTINIQUE |
| - Sociétés LGD et CDI | : Département de la GUADELOUPE |
| - Société LCD | : Département de la GUYANE |
| - Société LBD | : Département de la REUNION |

Ce contrat reconnaît notamment le rôle de la centrale d'achat CAFOM DISTRIBUTION.

• **Les obligations de BUT :**

BUT INTERNATIONAL apporte à CAFOM dans le cadre des zones de chalandise concédées :

- la concession de l'enseigne BUT et la concession de la marque BUT ;
- BUT dispense expressément CAFOM de remplir les diverses obligations prévues dans les contrats de franchise relatives au respect de la politique de commandes groupées de BUT et des produits de base de gammes de la collection BUT, ainsi qu'à l'adoption d'un plan comptable commun.

CAFOM DISTRIBUTION se substitue à BUT pour la fourniture des prestations suivantes :

- Conseil en organisation des entreprises ;
- Conseil juridique ;
- Conseils en publicité en particulier le service création publicitaire ;
- Formation professionnelle ;
- Service de sélection et négociation de produits et de fournisseurs ;
- Service de centrale d'achats ;
- Marketing ;
- Promotion des ventes ;
- Implantation, agencement de magasins.

• **Les obligations du Groupe CAFOM :**

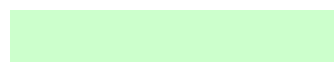
La centrale d'achats CAFOM DISTRIBUTION, les adhérents et leurs dirigeants, s'engagent à ne pas exercer une activité de centrale d'achat ou concession de marque ou de savoir-faire pour la distribution de produits d'équipement de la maison distribués par l'enseigne BUT auprès de concurrents directs dans les mêmes activités, ainsi qu'auprès d'autres adhérents BUT en France ou à l'étranger.

Le Groupe s'engage également à respecter l'image de services et de compétitivité de l'enseigne BUT.

La concession d'utilisation de la marque et de l'enseigne BUT se traduit par :

- le droit d'usage de sa marque sous réserve du respect de la charte graphique de la marque ;
- le respect des prescriptions de BUT INTERNATIONAL sur les façades des magasins, afin d'assurer une identification visuelle de l'enseigne.

La redevance de BUT INTERNATIONAL est calculée à partir d'un pourcentage appliqué au chiffre d'affaires de l'ensemble des magasins BUT. Pour des raisons de confidentialité ce pourcentage ne peut être communiqué.



4.1.5 DESCRIPTION DES PRINCIPALES ACTIVITES DE L'EMETTEUR

4.1.5.1 Description générale du métier de CAFOM.

CAFOM est un groupe indépendant du secteur de la grande distribution spécialisée dans l'équipement de la maison, qui exploite aujourd'hui 8 magasins dans les Départements d'Outre-Mer, dont 6 sous l'enseigne BUT.

CAFOM est leader incontesté sur son marché grâce :

- à l'importance de ses surfaces de vente (19 093 m² au total) ;
- à sa très bonne connaissance de son marché et à un marketing propre très adapté ;
- à la maîtrise intégrale de ses approvisionnements.

Schématiquement le métier de CAFOM consiste à :

- Anticiper les besoins de la clientèle
- Assurer le sourcing et la gestion des plate-formes logistiques
- Concevoir ses outils de gestion (logiciels et informatique)
- Assurer les relations avec les compagnies maritimes
- Définir la stratégie marketing ainsi que le plan média
- Commercialiser les produits dans ses magasins
- Assurer le merchandising de ses magasins
- Fournir des prestations de qualité à ses clients

4.1.5.2 Description du mode de distribution des produits

CAFOM distribue essentiellement ses gammes de produits à travers son propre réseau de distribution.

DOM	SITUATION	SURFACE DE VENTE* EN M ²
Guadeloupe	Gourbeyre	2 712
	La Jaille	3 181
Martinique	Fort de France	4 100
	Fort de France**	300
Guyane	Cayenne	2 052
	Cayenne	700
Réunion	St Denis	2 500
	St Paul	3 000
Total		18 545

* surfaces autorisées exploitées à fin 2004

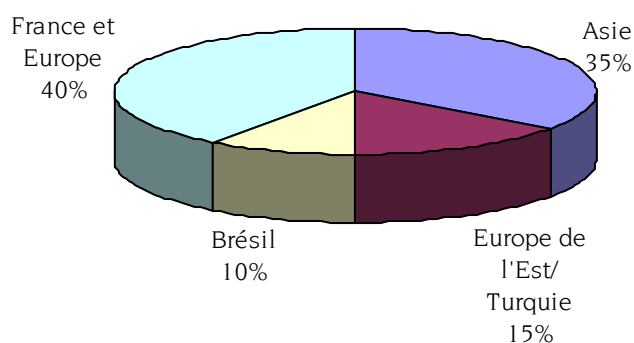
** Magasin Musique & Son

4.1.5.3 Description du sourcing

Dès sa création, la société CAFOM, a résolument privilégié la maîtrise de ses approvisionnements. Ainsi, 15 ou 20 ans avant les grandes enseignes nationales d'équipement de la Maison et même généralistes, CAFOM a adopté une politique d'achats directs auprès des fabricants, notamment les pays d'Extrême-Orient.

Cette politique originale pour un groupe de cette taille, a permis d'offrir à la clientèle des prix compétitifs par rapport à la concurrence, mais surtout d'avoir des niveaux de marge nettement plus significatifs. Ceci fournit au Groupe la capacité d'affaiblir des concurrents désireux de prendre des parts de marché dans les Départements d'Outre-Mer.

Aujourd'hui, CAFOM réalise un volume d'achats, départ usine, de l'ordre de 60 M€ qui se répartit schématiquement comme suit, par zones géographiques :



La Centrale d'achats du Groupe, CAFOM DISTRIBUTION, compte 20 salariés dont 3 acheteurs qui sont régulièrement en déplacement dans les zones d'approvisionnement. La centrale d'achats est dirigée par Monsieur Hervé GIAOUI.

CAFOM DISTRIBUTION exerce essentiellement son activité de centrale d'achats pour le compte des magasins intégrés au Groupe. Cette option correspond à des choix stratégiques retenus par la Direction du Groupe depuis l'origine.

Les ventes hors Groupe représentent en effet moins de 3 % du chiffre d'affaires de la Centrale d'achats et correspondent pour l'essentiel à des ventes à deux distributeurs de meubles et d'électroménager situés à Saint Martin.

Le Groupe CAFOM poursuivra au cours des prochaines années sa politique d'ouverture et d'extension dans les DOM et n'exclut pas, en accord avec le contrat BUT INTERNATIONAL, un développement en Métropole notamment par croissance externe (rachat d'entreprises exerçant des métiers connexes).

Le Groupe CAFOM entend respecter l'engagement prévu à l'article 2-2 de l'avenant au contrat BUT INTERNATIONAL par lequel il s'interdit d'exercer son activité de centrale d'achats auprès d'autres adhérents BUT en France ou à l'étranger ou auprès de concurrents directs dans la même activité.

4.1.5.4 Présentation des principales gammes de produits distribuées par le Groupe

A l'instar des groupes d'équipement de la maison présents en Métropole, CAFOM distribue les familles de produits suivantes :

- Mobilier ;
 - Intérieur (Meubles et Literie) ;
 - Extérieur (cette dernière sous famille est logiquement plus significative dans les DOM) ;
- Produits Blancs (Machines à Laver, Réfrigérateurs, appareils ménagers) ;
- Produits Bruns (TV, Hi-Fi) ;
- Produits Gris (Informatique) ;
- Produits « Libre Service » (Arts de la Table, objets de décoration, petit électroménager) ;
- Produits Musiques (Instruments et fournitures) ;
- Services (SAV, livraisons...).

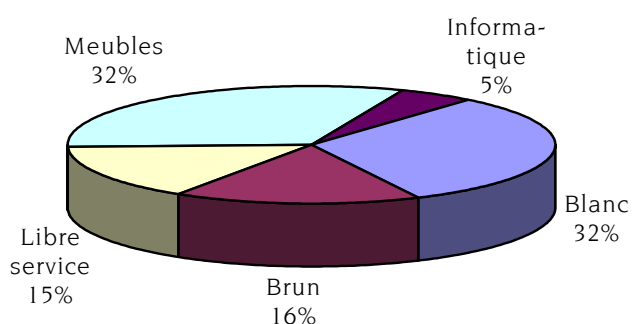
➤ Répartition du chiffre d'affaires par famille de produits sur l'ensemble du Groupe :

FAMILLES DE PRODUITS	2001/2002	2002/2003	2003/2004
Meubles	35,5 %	34,6 %	35,0 %
Produits Blancs	29,0 %	29,5 %	29,5 %
Produits Bruns	16,6 %	17,2 %	16,7 %
Produits Gris	5,0 %	5,0 %	4,6 %
Libre service et services	13,9 %	13,7 %	14,2 %
TOTAL	100 %	100 %	100 %

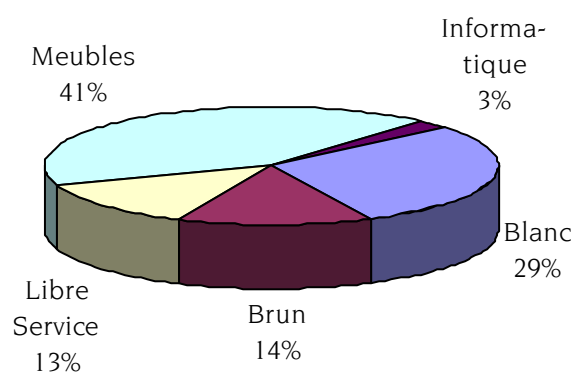
Naturellement les niveaux de marge varient significativement d'une famille à l'autre, entraînant une contribution à la marge nette opérationnelle plus significative pour certaines familles de produits dont notamment l'ameublement.

➤ Répartition du chiffre d'affaires par famille de produits par département :

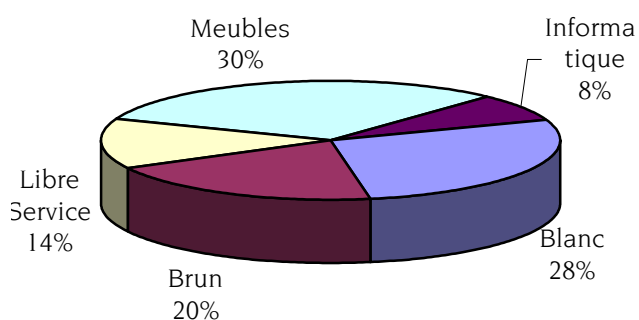
Répartition du chiffre d'affaires par famille de produits en GUADELOUPE



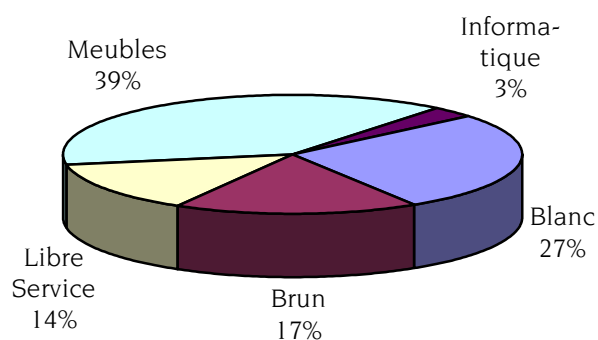
Répartition du chiffre d'affaires par famille de produits en MARTINIQUE



Répartition du chiffre d'affaires par famille de produits en GUYANE



Répartition du chiffre d'affaires par famille de produits à la REUNION



➤ **Répartition de la marge brute par famille de produits :**

EN KEUROS	2001/2002					2002/2003					2003/2004				
	BLANC	BRUN	MEU- BLE	GRIS	LS	BLANC	BRUN	MEU- BLE	GRIS	LS	BLANC	BRUN	MEU- BLE	GRIS	LS
LGD	1 691	641	3 180	225	1136	1 945	742	3 198	216	1246	2 039	736	3 636	189	1582
CGI	749	358	1 034	138	455	764	404	1 077	141	552	804	414	1 117	131	567
COMADI	2 894	1 265	5 366	211	1609	3 052	1 340	5 776	205	1816	3 277	1 289	6 516	225	2060
LCD	1 059	585	1 312	233	694	1 054	703	1 439	229	674	965	619	1 399	194	617
LA REUNION	2 040	1 285	4 041	278	1312	2 091	1 195	4 104	228	1360	2 550	1 174	4 469	204	1565

➤ **Répartition géographique du chiffre d'affaires sur les trois derniers exercices :**

DEPARTEMENTS D'OUTRE MER	2001/2002	2002/2003	2003/2004
Guadeloupe	27,0	26,8	27,6
Martinique	31,0	32,7	33,1
Guyane	13,0	15,6	14,6
Réunion	29,0	24,9	24,7
Total	100 %	100 %	100 %

Sur les trois derniers exercices, on constate une certaine stabilité dans la répartition de l'activité tant sur le plan des zones géographiques que des familles de produits.

➤ **Répartition du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation par magasin sous enseigne BUT et autres :**

AU 31-12-2004	CHIFFRE D'AFFAIRES		RESULTAT D'EXPLOITATION	
	EN EUROS	%	EN EUROS	%
Magasins sous enseigne BUT	125 479 760	95%	4 482 614	91%
Autres	7 039 880	5%	456 661	9%
TOTAL	132 519 639	100%	4 939 275	100 %

4.2 STRATEGIE DU GROUPE

Les particularismes locaux et la complexité de son marché (voir ci-après) ont conduit CAFOM, dès son origine, à chercher à anticiper les grandes tendances et les mutations de la distribution. On peut ainsi rappeler, par exemple que le Groupe :

- a, le premier, implanté la grande distribution dans les Départements d'Outre-Mer ;
- dès son origine a constitué sa propre centrale d'achats ;
- a résolument réalisé la totalité de ses approvisionnements directement chez les fabricants, notamment en Asie du sud-est ou Amérique du sud ;
- poursuit activement sa politique d'agrandissement des magasins et plus particulièrement des espaces dédiés à l'ameublement, générateur des marges les plus élevées.

On peut également noter que sur le plan du marketing, CAFOM a toujours cherché à anticiper les grandes tendances de consommation. A titre d'illustration, CAFOM a été précurseur en commercialisant des meubles « ethniques » (meubles indiens, asiatiques etc...) alors que cette tendance n'a émergé que 4 ou 5 années plus tard en Métropole.

Cette situation qui va à l'encontre de certains préjugés présentant les Départements d'Outre-Mer comme purement « suiveurs » des tendances métropolitaines, s'explique au contraire par une plus grande ouverture à l'International des acteurs locaux et à une grande réactivité.

4.2.1 STRATEGIE COMMERCIALE

La vie du Groupe a été marquée par plusieurs grandes périodes stratégiques :

→ 1985-1994 : « Préemption du marché »

Le Groupe adopte une politique résolument « Discount » avec des prix très agressifs, afin de prendre une position de leader sur le marché. La maîtrise des achats à l'International lui permet de devancer tous ses concurrents qui s'approvisionnent essentiellement auprès des centrales d'achats nationales des Enseignes.

Cette politique :

- déstabilise les acteurs pré-existants et les conduit à la disparition ;
- creuse l'écart avec les enseignes concurrentes (notamment « Conforama ») qui ne bénéficient pas des mêmes atouts ;
- crée une barrière à l'entrée importante pour de nouveaux acteurs qui ne parviennent pas à entrer sur ce marché particulier avec ses spécificités (voir ci-après), comme Fly ou Atlas. ;
- permet au Groupe de bénéficier d'effets volumes importants par la centralisation des achats de l'ensemble des magasins.

→ 1995 -1999: CAFOM conforte ses positions

L'environnement concurrentiel étant désormais parfaitement établi et le marché trop complexe pour permettre l'arrivée d'un nouvel entrant, CAFOM, peu à peu, oriente sa stratégie vers une confortation de ses positions et de ses marges :

- par une politique constante d'amélioration et d'agrandissement de ses magasins ;
- par l'implantation de l'enseigne BUT sur le marché de la Réunion ;
- par un élargissement de l'offre produits rendu possible par ces extensions.

→ 2000-2004 : CAFOM adopte une stratégie qualitative

CAFOM adopte une politique rigoureuse de service clients (à l'instar de Darty en Métropole) afin d'accroître le taux de satisfaction client. CAFOM acquiert de plus en plus chez la clientèle une réputation de sérieux et de qualité.

Cette politique est particulièrement judicieuse dans les DOM où le pouvoir des « Grandes Marques » est radicalement différent, le client étant beaucoup moins réfractaire à l'acte d'achat d'un produit « No Name », pour autant que le client puisse reporter sa confiance sur le distributeur.

Cette politique, outre un apport d'image et une récurrence de la clientèle, permet aussi d'accroître les marges par la vente de produits sans marque ou de marque intermédiaire qui ont préalablement été testés.

Parallèlement, CAFOM lance la tendance des meubles « ethniques », tout d'abord les meubles en teck puis le mobilier Indien ou asiatique etc... et rencontre un vif succès auprès de sa clientèle.

Ces produits achetés directement chez les fabricants génèrent des marges élevées.

4.2.2 STRATEGIE DE COMMUNICATION

Force de frappe de sa politique commerciale, la publicité a toujours constitué pour CAFOM un accélérateur de croissance. En 2004, son budget dans les 4 départements d'Outre Mer représente annuellement près de 3 millions d'euros, depuis 15 ans. Grâce à cet investissement massif, de près de 50 M€ cumulés depuis l'origine, CAFOM s'est installé dans la vie quotidienne des 500.000 foyers que compte son marché à travers la radio, la télévision pendant de nombreuses années, les dépliants dans les boîtes aux lettres, les affiches 4X3 sur les routes, la presse quotidienne. Tous les médias affirment la présence tonique et remuante de l'enseigne.

C'est une stratégie qui conjugue la pression quantitative des messages, la cohérence des campagnes grand public et la créativité de la communication.

4.2.2.1 La puissance de frappe

- **L'édition**

500 000 exemplaires de dépliants distribués dans les boîtes aux lettres plus d'une fois par mois font de CAFOM le premier éditeur de ce type de publication dans les DOM. Ses 15 à 20 éditions par an sont ainsi diffusées dans quasiment tous les foyers, avec au fil des années, des catalogues toujours plus qualitatifs, et de loin plus valorisants que l'ensemble de la concurrence. A cet égard, le choix d'une agence de communication métropolitaine a permis ce « plus » de créativité, et surtout une économie d'échelle considérable, car tous les dépliants sont imprimés simultanément en France pour les 4 Départements et acheminés à moindre coût.

- **L'affichage**

Dès l'ouverture du 1^{er} magasin But en Martinique, et devant la faiblesse des médias existants, une politique de création de panneaux d'affichage 4x3 mètres a été initiée. Dès lors, à l'exception de la Réunion, dans chaque département, CAFOM est propriétaire de son réseau d'affichage, ce qui lui permet d'avoir une présence permanente. Pas moins de 36 affiches différentes sont réalisées chaque année, et collées tous les 10 jours sur 290 panneaux au total.

- **Presse**

A part les quotidiens, les DOM disposent de très peu de média presse. Mais CAFOM a depuis toujours utilisé le journal local en complément des deux médias primordiaux que sont le dépliant et l'affichage.

- **Radio et Télévision**

Ces médias ont surtout été utilisés dans la phase de conquête de notoriété. Seule la radio est conservée à ce jour.

4.2.2.2 Une stratégie en évolution

→ 1985-1994 Une stratégie de conquête :

Il s'agissait pour CAFOM de créer sa notoriété et de communiquer une image de prix bas et de disponibilité des produits.

- Présence importante en radio puis en télévision de façon à imposer le slogan de l'époque : Pour l'ameublement, l'électroménager, « **Choisissez bien, Choisissez But** »,
- Affichage toute l'année de produits/prix très compétitifs, de façon à créer le réflexe chez le consommateur : **le meilleur prix est chez But**,
- Choix des médias primordiaux pour CAFOM: le dépliant et l'affichage, permettent d'imposer une gamme commune dans tous les sites, et de communiquer au client une image de dynamisme, en proposant en permanence des promotions et des nouveautés.

→ 1995-1999 Une stratégie d'image et d'enrichissement du concept :

Elle a été articulée autour des axes suivants :

- le Service : service après vente, accueil dépôt, livraison, crédit, charte But ;
- l'amélioration de l'agencement des points de vente ;
- l'apparition de produits inattendus dans un magasin But : le linge de maison, la vaisselle, les petits produits en libre service...que l'on trouvait difficilement dans les DOM ;
- lancement d'une gamme de produits « ethniques ».

Au niveau média cela se concrétise par :

- Des campagnes « image » et « SAV » en affichage et presse ;
- La multiplication des dépliants avec des thèmes très variés : jusqu'à 22 dépliants dans l'année (en 97), avec l'introduction de catalogues « Spécialistes » très documentés : Arts Ménagers, TV Hifi vidéo, Literie

L'objectif : créer en permanence du trafic dans les magasins et faire passer l'idée qu'« **il se passe toujours quelque chose chez But** ».

A cette politique de communication s'ajoute une analyse très fine des statistiques visant, grâce à des actions publi-promotionnelles ponctuelles, à limiter l'effet de la saisonnalité au cours de l'année.

→ 2000-2004 Une stratégie de séduction:

Priorité est donnée à la séduction, tant au niveau de la communication publicitaire, que des points de vente :

- diminution du nombre de dépliants au profit de catalogues avec une plus grande pagination tout en améliorant la présentation ;
- accentuation de l'offre de meubles ethniques avec des surfaces de ventes dédiées.

Depuis dix ans, le budget annuel des dépenses publicitaires est resté stable en valeur, tandis que le chiffre d'affaires du Groupe enregistre, sur cette même période une progression de près de 70 %.

4.2.3 PERSPECTIVES ET STRATEGIE FUTURE

→ Une stratégie d'amélioration de la qualité et de fidélisation

En 2004, deux grands chantiers ont été mis en route :

• L'amélioration de la qualité

Grâce à un outil : le « Baromètre Qualité Accueil Service ». Fondé sur la technique de visite d'un client « mystère », il permet de sensibiliser les magasins à l'importance de la qualité, d'obtenir une mesure de cette qualité dans les magasins But, de la comparer aux standards requis, et de réagir aux problèmes rencontrés par la mise en oeuvre d'actions très ciblées.

Son objectif principal : se donner les moyens de fidéliser la clientèle par la qualité.

• La fidélisation de la clientèle

CAFOM dans les DOM possède un formidable atout : Près de 400 000 clients qualifiés en fichier, soit la majeure partie des foyers existants.

L'enjeu est d'accroître son leadership en mettant en place un programme de fidélisation de la clientèle.

Les objectifs :

- renforcer l'image de modernité de l'enseigne pour les clients fidèles et augmenter l'attachement à l'enseigne par un programme attractif et la création d'un « club avantages » ;
- développer la connaissance des clients afin de faire des offres commerciales ciblées, permettant d'augmenter le panier moyen et d'accroître le taux de fidélité des clients vers les magasins ;
- proposer en partenariat avec un organisme de crédit des offres de services financiers adaptées aux attentes de la clientèle ;
- extrapoler la conquête sur une clientèle plus large.

Cette politique de communication qualitative permettra de poursuivre la croissance du chiffre d'affaires dans les années futures à budget publicitaire constant.

Par ailleurs, CAFOM envisage également en 2005-2006, de créer son propre bureau de style qui sera dirigé par un designer interne capable à la fois de concevoir de nouveaux produits et anticiper les tendances, mais aussi à l'instar d'IKEA, capable d'établir à l'avance une estimation précise du prix de revient du fabricant avant même que ce dernier soit consulté.

4.3 POLITIQUE D'INVESTISSEMENTS

Les investissements annuels des trois derniers exercices ont été les suivants :

NATURE (EN K€)	31/03/2002	31/03/2003	31/03/2004
Immobilisations Incorporelles	12 812	111 058	34 298
Immobilisations Corporelles	1 994 433	1 238 825	1 069 306
Immobilisations Financières	109 606	1 019 310	1 080 350

Source : Comptes consolidés

➤ Investissements en cours

Le Groupe poursuit actuellement une politique de développement active notamment en matière d'agrandissement des surfaces de ses magasins :

- Janvier 2004 : création d'un studio photos au Siège du Groupe ;
- Septembre 2004 : le parking du magasin de la Réunion (St Denis) a vu son nombre de places augmenter de 50 places ;
- Novembre 2004 : le magasin de Gourbeyre en Guadeloupe est également agrandi. Sa surface de vente est portée de 1822 à 2 712 m² ;
- Décembre 2004 : la surface de vente du magasin de la Martinique est portée de 3 100 à 4 100 m² et le parking agrandi d'une quarantaine de places.

Ces développements qui ont représenté 2 250 K€ d'investissements, permettent de maintenir le niveau de croissance et de creuser l'écart avec la concurrence. Leur mode de financement est le suivant :

	MONTANT	MODE DE FINANCEMENT
Studios photos	45 700 €	Crédit-bail
Parking de la Réunion	228 000 €	Emprunt
Agrandissement du magasin de Gourbeyre	678 332 €	Emprunt à hauteur de 610 000 € Autofinancement pour 68 332 €
Agrandissement du magasin de la Martinique et construction du parking	1 297 297 €	Emprunt à hauteur de 1 000 000 € Autofinancement pour 297 297 €
TOTAL	2 249 329 €	

Le Groupe CAFOM a autofinancé ses investissements à hauteur de 365 629 euros pénalisant, à dû concurrence, le financement de son besoin en fond de roulement.

➤ Investissements prévisionnels

- 2005-2006 : agrandissement du magasin de la Guadeloupe pour le porter de 3.181 à 4.500 m² (demande de CDEC^(*) en cours) ;
- 2006-2007 : déplacement du magasin BUT Guyane portant la surface de vente de 2.000 à 4.500 m² (CDEC en cours).

EN EURO	DATE PREVUE DE L'INVESTISSEMENT	COUT ESTIME DE L'INVESTISSEMENT	MODE DE FINANCEMENT
Agrandissement du magasin de la Guadeloupe (La Jaille)	2005/2006 (1)	1 200 000	Emprunt moyen terme
Déplacement du magasin But Guyane	2006/2007 (2)	1 500 000	Emprunt moyen terme

(1) - 1er trimestre 2006

(2) - Ouverture prévue au 3ème trimestre 2007

(*) Le terme « CDEC » désigne la Commission Départementale d'Equipeement Commercial qui statue dans chaque département sur les demandes d'ouverture ou d'extension de surfaces commerciales.

4.4 LE MARCHÉ DE CAFOM

A l'inverse de la tendance générale, CAFOM a connu une croissance continue de ses ventes au cours des derniers exercices. Le développement de ses activités tient d'une part, à la particularité géographique des magasins (les Départements d'Outre Mer bénéficient d'une demande plus soutenue en matière de biens d'équipement qu'en Métropole), et d'autre part à la politique marketing appliquée par CAFOM qui a su proposer une gamme de produits en phase avec les attentes des consommateurs.

4.4.1 LE MARCHÉ DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Le Marché des Départements d'Outre-Mer est un marché dynamique et soutenu dans le secteur de l'équipement de la Maison, faisant de l'activité de CAFOM une activité beaucoup moins cyclique ou dépendante de l'activité économique et de la conjoncture qu'elle ne l'est en Métropole, ou plus généralement en Europe.

4.4.1.1. Principales caractéristiques locales

Les modes de consommation dans les DOM sont différents des comportements et des phénomènes observés en Métropole.

a) Saisonnalité

CAFOM suit la tendance nationale observée chez BUT INTERNATIONAL en terme de saisonnalité mensuelle :

MOIS	VENTES CAFOM (2003)	TENDANCE NATIONALE (BUT)
Janvier	7,7 %	9,77 %
Février	7,3 %	7,07 %
Mars	6,8 %	6,72 %
Avril	6,7 %	6,79 %
Mai	8,9 %	7,35 %
Juin	7,0 %	6,30 %
Juillet	8,9 %	8,71 %
Août	9,1 %	9,25 %
Septembre	8,2 %	8,74 %
Octobre	7,7 %	8,33 %
Novembre	7,9 %	8,72 %
Décembre	13,8 %	12,25 %
ANNEE COMPLETE	100 %	100 %

(source : Réseau BUT INTERNATIONAL)

Néanmoins il existe quelques distorsions, notamment en mai (importance de la fête des mères dans les DOM) et en décembre.

Par contre, la saisonnalité hebdomadaire est beaucoup plus marquée en métropole, CAFOM bénéficiant d'une plus grande linéarité dans les DOM :

MOIS	VENTES CAFOM	TENDANCE NATIONALE (BUT)
Lundi	15 %	12 %
Mardi	14 %	12 %
Mercredi	18 %	15 %
Jeudi	15 %	11 %
Vendredi	18 %	20 %
Samedi	20 %	30 %
SEMAINE	100 %	100 %

(source : Réseau BUT INTERNATIONAL)

Cette régularité des ventes permet une bonne anticipation de l'activité (qualité des prévisions et fiabilité des budgets), une faible exposition à la réussite de certaines « campagnes », et facilite aussi l'organisation et l'optimisation des frais de personnel.

b) Caractéristiques des tendances de consommation

Il existe des différences majeures en termes de consommation dans les DOM par rapport aux phénomènes observés à l'échelon national faisant de la zone géographique de CAFOM un atout majeur par rapport au marché métropolitain :

➤ La croissance démographique est plus soutenue.

	1999	2003	% de croissance
Ensemble métropole	58 518 395	59 635 000	+ 1,91
Guadeloupe	422 496	438 820	+ 3,96
Guyane	157 213	178 347	+ 13,44
Martinique	381 427	390 552	+ 2,39
Réunion	706 300	753 595	+ 6,70
France entière	60 185 831	61 396 314	+ 2,1

(Source : Insee)

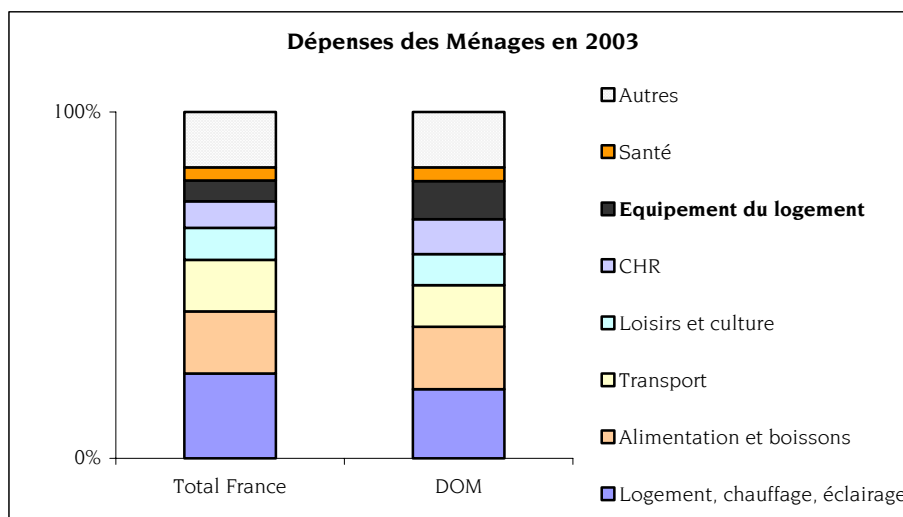
➤ Le taux d'emprise de la grande distribution est plus important

Selon une étude réalisée par Beture Conseil, le taux d'emprise de la grande distribution en matière d'équipement de la maison est plus fort dans les DOM qu'en métropole. Ainsi la grande distribution capte l'essentiel du marché dans les DOM :

SECTEUR	PART DE LA GRANDE DISTRIBUTION EN METROPOLE	PART DE LA GRANDE DISTRIBUTION DANS LES DOM	ECART
Equiperment de la maison	62 %	86 %	24 %

➤ la croissance de la consommation est plus soutenue.

- La durée de vie des équipements de la maison est plus réduite entraînant un renouvellement plus rapide, du à l'air marin (notamment sur les produits blancs), au fort taux d'humidité (meubles, blanc, brun) mais aussi aux fortes variations de tensions électriques fréquemment observées dans les Départements d'Outre-Mer.
- Les transferts et rotation de population sont beaucoup plus intenses du fait des flux plus importants de métropolitains (mutations professionnelles moyen terme) que de « domiens » qui reviennent lors de mutations professionnelles ou de départs en retraite.
- Le pouvoir d'achat de certaines catégories de population est plus élevé (ex-fonctionnaires) du fait de l'octroi de primes d'expatriation (prime de vie chère des fonctionnaires fixée à 40 % par exemple).
- Enfin la part des équipements de la maison représente une part plus élevée dans le budget des ménages dans les DOM au détriment des dépenses d'habillement et d'habitation.



source : INSEE, IEDOM

Il est à noter également, que d'après une Etude menée par CETELEM en 2002 intitulée "Les Français et leur Maison", les ménages propriétaires de leur logement consacrent une part plus élevée de leur budget pour l'aménagement et la décoration de leur logement. Dans les DOM la part des ménages propriétaires de leur logement y est plus élevée qu'au niveau national expliquant aussi également la part plus élevée de l'équipement de la Maison aux Antilles, Guyane et Réunion.

c) modes de consommation

Les mécanismes d'incitation à la consommation recueillent un écho plus favorable dans les Départements d'Outre-Mer qu'en France métropolitaine où, notamment les campagnes promotionnelles et publicitaires, y sont plus efficaces qu'en métropole.

Il est à noter qu'en Métropole le recours au crédit est beaucoup plus élevé que dans les DOM, et y soutient les ventes des grandes enseignes. Ceci reste un potentiel de développement important pour CAFOM (ventes à crédit inférieures à 25 % contre près de 40 % en Métropole pour BUT) à mettre en regard de la politique commerciale qui va être mise en œuvre.

4.4.1.2. Nouveaux comportements des consommateurs

Selon une étude de l'observateur Cetelem (2002), les français accordent une importance croissante à l'aménagement et à la décoration de leur intérieur pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, certains facteurs collectifs propres à l'évolution de la société française, tels que la recomposition de la cellule familiale, la réduction du temps de travail, l'augmentation des dépenses allouées au logement, ont modifié la perception des français de l'habitat. D'autre part, plus de 60 % des français conçoivent le temps passé à aménager et décorer leur intérieur, comme un moyen d'épanouissement personnel.

Selon IPEA (Institut de Promotion et d'Etudes de l'Ameublement), la consommation de mobiliers rustiques et anciens n'a cessé de baisser depuis 1998, laissant la place à celui du meuble en kit. Ce nouveau segment du kit progresse depuis deux ans avec des taux de croissance à deux chiffres. Le panier moyen des achats en ameublement était de 1 250 euros par foyer en 2001.

4.4.2 ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL

4.4.2.1. Concurrence globale

Le seul concurrent global de CAFOM sur l'ensemble des Départements d'Outre-Mer, et sur la totalité de la gamme de produits, est l'enseigne CONFORAMA au travers deux groupes de Franchisés :

En GUADELOUPE, ce groupe possède deux magasins d'une superficie de 2 500 m² chacun. Ces magasins réalisent un chiffre d'affaires total représentant 60 % du magasin BUT de la Jaille (SAS LGD).

En MARTINIQUE, il exploite un magasin d'une superficie de 1 700 m² et réalise un chiffre d'affaires représentant environ 50 % du chiffre d'affaires de COMADI.

En GUYANE, le magasin réalise avec une superficie d'environ 3 500 m² un chiffre d'affaires représentant 70 % du chiffre d'affaires du magasin BUT (SAS LCD). Le magasin a fait l'objet d'un MBO il y a une dizaine d'années. Ce rachat a été assorti d'un levier financier important par endettement, le service de la dette privant ce concurrent d'une partie de sa capacité d'investissement depuis ce rachat.

Ce groupe réalise des résultats nettement inférieurs à ceux de CAFOM puisque à l'instar d'un franchisé CONFORAMA en Métropole, ce franchisé ne dispose pas de centrale d'achats. Ce franchisé a opté pour un développement à l'international dans les Caraïbes qui, pour l'instant semble mobiliser les moyens de son groupe.

A la REUNION, la Société exploitant les magasins sous enseigne CONFORAMA de SAINT DENIS et de SAINT PIERRE a déposé son bilan à la fin de l'année 2003 et est en cours de restructuration.

Le Groupe BUT INTERNATIONAL apprécie les performances des magasins du réseau en fonction des chiffres d'affaires réalisés et procède à un classement par chiffre d'affaires de ses adhérents.

Il convient de préciser que depuis plus de quinze ans, le magasin de la MARTINIQUE est le premier magasin BUT de France en terme de chiffre d'affaires.

4.4.2.2. Concurrence locale

Sur chacun des Départements pris séparément, la situation est quelque peu différente. En sus du concurrent global décrit ci-avant, CAFOM est généralement confronté à la concurrence plus ou moins forte d'un ou plusieurs acteurs locaux.

Schématiquement la situation peut être présentée comme suit :

	GUADELOUPE	MARTINIQUE	GUYANE	RÉUNION
Leader	BUT	BUT	BUT	BUT
Principal concurrent	Conforama	Conforama	Conforama	Atlas
Autres acteurs présents	Géant du Meuble Mobilia	Star Confort Ets Guy Vieule	Gabriel Meubles	Conforama

4.4.2.3. Une position de leader ^(*) qui peut encore être renforcée

La position de leader de CAFOM dans l'ensemble des DOM recèle encore des potentiels d'amélioration. En effet, le Groupe CAFOM estime que le marché comprend encore de nombreux segments porteurs, notamment en ce qui concerne les produits « moyen - haut de gamme ». Notamment le secteur des meubles devrait connaître une progression en valeur au cours des trois années à venir et ce, grâce à la mise en ambiance des produits en magasin, à une offre renouvelée en permanence, à l'extension de la gamme à des produits à forte valeur ajoutée dont la qualité et le design répondent aux attentes de la clientèle. Cette progression de l'activité « meubles » devrait largement contribuer à la réalisation d'une progression globale du chiffre d'affaires de 10 à 15 % au cours des trois années à venir.

^(*) Source société

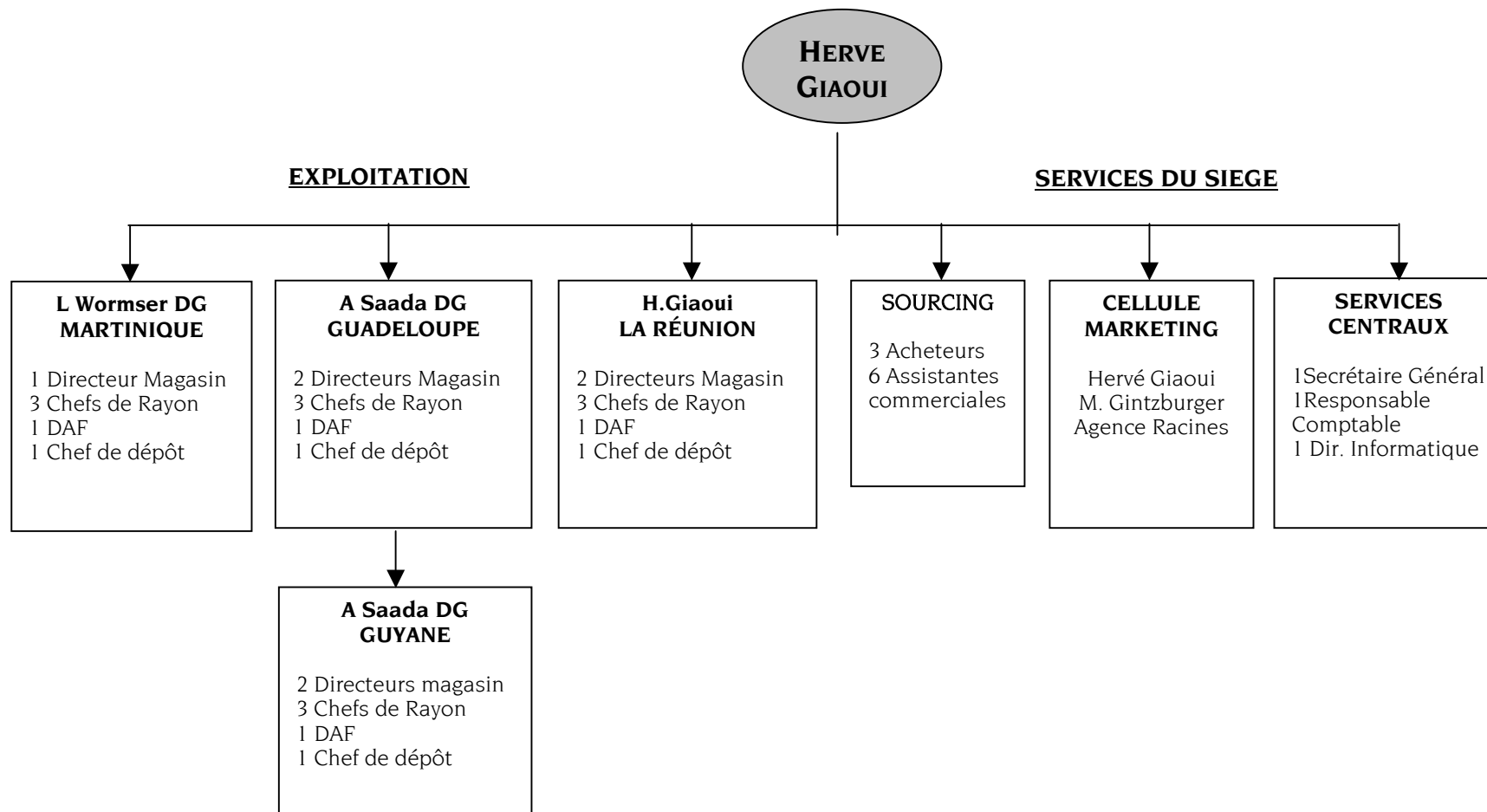
Depuis environ 5 ans, le Groupe s'est attaché à faire évoluer peu à peu le mix produit en maintenant des prix compétitifs sur le bas et moyen de gamme, mais en élargissant son offre de produits vers le haut de gamme, générateur de marges. Cette tendance est facilitée par la politique d'extension des surfaces de vente des magasins et d'amélioration du confort de la clientèle.

Par ailleurs, l'entrée de nouveaux acteurs sur ce marché de taille moyenne est peu envisageable, au regard des investissements financiers, humains nécessaires et des barrières à l'entrée réglementaires.

Enfin, depuis l'origine, CAFOM a rapidement préempté les nouveaux segments de marché ; ainsi dans les années 90 la grande distribution alimentaire n'a pu, à l'instar du marché métropolitain, capter le marché de l'électroménager à bas prix. Il en va de même des meubles « ethniques » (cf Maison Coloniale) ou du « jeune habitat ».

4.5 EFFECTIFS

4.5.1 ORGANIGRAMME FONCTIONNEL



4.5.2 LA DIRECTION

Les trois dirigeants fondateurs sont les suivants :

■ HERVE GIAOUI, 51 ANS, PRESIDENT

Hervé GIAOUI assure la direction générale de CAFOM depuis septembre 2004. Mandataire social des deux magasins implantés à la Réunion, il a également en charge la politique marketing du Groupe et la direction des achats au travers de la centrale d'achats CAFOM DISTRIBUTION.

■ LUC WORMER, 50 ANS, DIRECTEUR GENERAL DELEGUE

Luc WORMSER est responsable de l'animation de l'ensemble des magasins du Groupe. Il assume également la direction générale des sites de la Martinique.

■ ANDRE SAADA, 51 ANS, DIRECTEUR GENERAL DELEGUE

André SAADA s'occupe des relations publiques et du développement du Groupe. Il assume la direction générale des sites de la Guadeloupe et de la Guyane.

4.5.3 DESCRIPTION ET ORGANISATION DES PRINCIPAUX SERVICES DU GROUPE

4.5.3.1 Cellule achats

Sous la responsabilité de Hervé GIAOUI, ce département regroupe trois acheteurs principaux et six assistantes. Les acheteurs, spécialisés par famille de produit, assurent une veille permanente des tendances du marché. A cette fin, ils participent aux différents salons professionnels et sont en liaison permanente avec les principaux fournisseurs du secteur.

Une réunion stratégique est organisée en début d'année avec la direction générale et l'ensemble des directeurs de magasin afin de définir les grandes orientations en terme de gammes de produits :

- thèmes développés au sein des différents magasins ;
- poids des différentes marques pour les produits technologiques,
- répartition des achats par pays pour les produits « no name »

Ce pilotage est guidé par les tendances générales du marché (coût du fret des différentes zones géographiques, politiques tarifaires des grandes marques, attentes des consommateurs, taux de change...) et permet de définir les budgets d'achat, par familles de produits.

Le choix des collections est arrêté lors des réunions de gammes de produits.

4.5.3.2 Département logistique

Ce département regroupe deux personnes en charge du suivi des cinq plates-formes logistiques situées en France, en Chine (2), en Inde et au Brésil. En liaison avec les prestataires externes, ils assurent la répartition des marchandises et leurs expéditions dans les différents magasins des Départements d'Outre-Mer.

Une personne est dédiée à la négociation des contrats avec les compagnies maritimes.

4.5.3.3 Département informatique

Le directeur informatique gère le développement du réseau, du parc de matériels et de logiciels et assure l'interface avec les différentes SSII spécialisées par domaine de compétences (logiciel de comptabilité, de logistique ...).

CAFOM dispose d'une informatique de gestion intégrée performante.

Le système informatique du groupe s'appuie sur un réseau informatique s'étendant sur les cinq départements que sont : l'Île de France, la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et la Réunion.

Les liens inter-sites départementaux sont assurés par des lignes spécialisées, les liens inter-départements passant par des flux internet.

Les bases de données de gestion et de comptabilité sont gérées sur des ordinateurs IBM AS400 avec la base de données relationnelle DB2 d'IBM. Les logiciels de comptabilité et de gestion sont harmonisés sur tous les sites.

La centrale d'achats est dotée de logiciels métier, lui permettant en particulier de communiquer avec des plates-formes de stockage localisées à Rouen, en Chine, en Inde et au Brésil, par des transferts informatiques journaliers automatisés.

Des échanges automatisés quotidiens assurent le partage des informations entre la centrale et les magasins.

La communication entre les sites et ses partenaires principaux s'effectue, via le net, au travers d'un portail d'entreprise.

L'ensemble des points de vente CAFOM dispose d'un logiciel fonctionnant en réseau.

La standardisation de cet outil permet de disposer en temps réel des informations relatives aux chiffres d'affaires dégagés par les magasins, aux paniers moyens, aux produits les mieux vendus. Sa fonctionnalité est complétée par la gestion de l'ensemble des stocks de marchandises détenus par chaque magasin.

Ce logiciel permet également d'effectuer toutes les opérations de gestion courante, telles que l'établissement des bons de livraisons et la facturation.

4.5.3.4 Cellule marketing

En liaison avec l'agence de communication RACINES, Hervé GIAOUI, en coordination avec un acheteur senior, assure l'élaboration de la politique marketing du Groupe. Une réunion mensuelle, en présence des acheteurs, permet de définir les axes de communication en fonction des campagnes d'achats et de promotions et d'établir les catalogues de vente.

CAFOM a investi dans la création d'un studio photos. Un photographe interne au Groupe et son assistant réalisent les différentes prises de vue pour l'élaboration des catalogues.

Enfin, CAFOM fait appel à un cabinet d'architecture pour l'agencement intérieur de ses magasins.

4.5.4 REPARTITION ET EVOLUTION DES EFFECTIFS

➤ REPARTITION DES EFFECTIFS PAR DEPARTEMENTS

ANNEES	2003	2004
Paris	17	22
<i>Cafom</i>	<i>6</i>	<i>6</i>
<i>Cafom Distribution</i>	<i>11</i>	<i>16</i>
Guyane	57	58
<i>LCD</i>	<i>40</i>	<i>42</i>
<i>Katoury</i>	<i>17</i>	<i>16</i>
Guadeloupe	81	89
<i>LGD</i>	<i>54</i>	<i>58</i>
<i>GDI</i>	<i>27</i>	<i>31</i>
Martinique	78	81
<i>Comadi</i>	<i>72</i>	<i>75</i>
<i>Musique& Son</i>	<i>6</i>	<i>6</i>
Réunion	100	115
<i>LBD St Paul</i>	<i>69</i>	<i>75</i>
<i>LBD St Denis</i>	<i>31</i>	<i>40</i>
TOTAL	333	365

➤ REPARTITION FONCTIONNELLE DES EFFECTIFS

ANNEES	2003	2004
Cadre	34	33
Agents de maîtrise	41	41
Employés	250	285
Contrat de qualification	8	4
Apprentis	0	2
TOTAL	333	365

➤ LE TURN OVER

CAFOM enregistre une très grande stabilité de ses effectifs. Le turn over est inférieur à 2 %.

4.5.4 POLITIQUE DE RECRUTEMENT

Les différents recrutements envisagés par le Groupe CAFOM, au cours des prochains exercices, sont les suivants :

- 5 vendeurs spécialisés : L'agrandissement des surfaces de ventes permet aux magasins de proposer de nouveaux segments de produits à forte valeur ajoutée. Afin d'assurer un service de qualité et conseiller ses clients dans le choix des produits, différents vendeurs spécialisés seront recrutés.
- CAFOM souhaite créer son propre bureau de style et à cette fin recrutera en 2005 un designer.
- La création d'un poste de Directeur des Achats est envisagée rapidement. Il aura également en charge le contrôle budgétaire des achats.
- Un décorateur par Département sera affecté à la décoration des espaces de vente.

4.6 LES PARTENAIRES ECONOMIQUES

4.6.1 LA CLIENTELE

La clientèle de CAFOM est principalement composée de particuliers, seule la société Musique & Son s'adresse à un public de semi-professionnels. Le Groupe ne connaît ainsi aucune dépendance à l'égard de sa clientèle.

• Modalités de paiement

Il s'agit de vente à emporter. Les modalités de paiement se répartissent comme suit :

- 75% au comptant par chèque, carte de crédit, espèces,
- 20% du chiffre d'affaires se fait par des délais de paiement qui n'excèdent pas 3 mois,
- 5% sous-traité par des organismes financiers GE et CETELEM.

Le montant moyen des encours par client est inférieur à 1 000 € ce qui limite de façon conséquente, à la fois le risque d'impayés et le risque commercial.

Les délais de paiements consentis directement par les magasins du Groupe CAFOM correspondent aux crédits consentis aux grands comptes suivants :

- Administrations (Gendarmerie, Mairies,...)
- Entreprises
- Autres clients pour lesquels une ouverture de compte a été autorisée par la Direction.

Les délais de paiements consentis à la clientèle par le Groupe CAFOM respectent les dispositions de la loi bancaire.

4.6.2 LES FOURNISSEURS

4.6.2.1 Poids représenté par les 10 premiers fournisseurs du Groupe

FOURNISSEURS (EN %)	31-03-2004
Fournisseurs n°1	3,8%
Fournisseurs n°2	3,4%
Fournisseurs n°3	3,2%
Fournisseurs n°4	2,9%
Fournisseurs n°5	2,3%
Sous-total	15,6%
Fournisseurs n°6	2,2%
Fournisseurs n°7	2,2%
Fournisseurs n°8	2,0%
Fournisseurs n°9	1,5%
Fournisseurs n°10	1,5%
Total des 10 premiers	25%

Il est à noter que les 9 premiers fournisseurs sont des marques de notoriété mondiale dans les produits d'électroménagers et d'électroniques, mais dont la contribution à la marge brute est inférieure à 15 %.

Le Groupe CAFOM n'est lié à aucun fournisseur en particulier. La multiplicité des acteurs sur le marché de l'ameublement assure le Groupe contre tout risque de dépendance à l'égard de l'un d'entre eux. La cellule achat de CAFOM effectue en permanence un sourcing international afin d'élargir le panel de fournisseurs et ainsi maintenir ces derniers en état de compétitivité.

Concernant les principaux fournisseurs, CAFOM travaille depuis de nombreuses années avec au moins deux partenaires sur chaque gamme de produit. Cette connaissance historique des partenaires économiques assure le Groupe quant à la qualité de la fabrication et au respect de l'accord verbal d'exclusivité de distribution des produits. La centrale d'achat s'assure également de la santé financière de ces intervenants ainsi que de leur capacité à répondre aux volumes d'achat envisagés. Toutefois, CAFOM n'hésite pas à faire jouer la concurrence pour maintenir les meilleures conditions de marchés.

Concernant les produits de décoration, la cellule achat s'approvisionne de façon ponctuelle en fonction des opportunités de marché.

4.6.2.1 Modalités et délais de règlement

Le délai de règlement moyen est de 90 jours suivant les dates de facturation. Néanmoins compte tenu des délais de transport, les magasins ne disposent de la marchandise que 45 jours après l'émission de la facture.

4.6.2.2 Prestations sous-traitées

• SERVICES APRES VENTE.

Chaque département fait appel à une société de Services Après Vente (SAV), contrôlée par les dirigeants du Groupe.

Les sociétés de SAV s'engagent, à travers un contrat cadre, à fournir aux différents magasins les prestations suivantes :

- la réparation de produits électro-domestiques vendus par les magasins du Groupe CAFOM dans le cadre de la garantie dont bénéficie pendant un an toute vente de matériel ;
- la réparation après établissement d'un devis dûment accepté par le client de tout appareil hors garantie ;
- la livraison, l'installation, la mise en service à domicile de tout appareil électro-domestique ;
- la vente d'accessoires et de pièces détachées ;
- la vente du matériel d'exposition.

- Modalités financières des contrats de SAV :

Les contrats de SAV conclus avec les Sociétés GUYANE SERVICE PLUS, CARAIBE SERVICE PLUS et MARTINIQUE SERVICE PLUS prévoient :

- La prise en charge par les Sociétés de SAV de l'intégralité des réparations BRUN-BLANC-GRIS dans le cadre de la garantie légale d'un an dont bénéficie toute vente de matériel ;
- La livraison, l'installation, la mise en service à domicile de tout appareil.

Ces prestations sont rémunérées par une redevance calculée comme suit :

- 3 % du chiffre d'affaires H.T BRUN – BLANC – GRIS réalisé par chaque magasin ;
- Rétrocession de 50 % du chiffre d'affaires H.T des garanties complémentaires facturées par le magasin (uniquement en GUADELOUPE et en GUYANE).

- Politique du Groupe en matière de garantie :

Le Groupe accorde aux clients la garantie donnée par les constructeurs.

Des extensions de garantie sont proposées aux clients pour les produits BRUN et BLANC :

- Blanc : extension de la garantie légale de 1 an à 4 ans ;
- Brun : extension de la garantie légale de 1 an à 4 ans ;

Ces extensions de garantie ne sont pas actuellement significatives. Ainsi, les ventes de « Garanties » du Groupe CAFOM s'élèvent à 600 000 euros au 31 mars 2004 représentant 0,45 % du chiffre d'affaires net du Groupe (chiffre d'affaires augmenté des prestations de services).

- Le taux de retour

Le taux de retour représente entre 1 % à 2 % du chiffre d'affaires BRUN-BLANC et GRIS. Le taux de retour observé par le Groupe CAFOM est identique à celui de la concurrence puisque les fournisseurs de produits BLANC et BRUN sont pour l'essentiel des constructeurs mondiaux et en grande majorité (environ 80 %) communs avec les fournisseurs des entreprises concurrentes.

- Politique de provisionnement retenue en la matière :

Une provision pour garantie donnée aux clients est comptabilisée dans les comptes de la Société LBD (LA REUNION). Celle-ci représente 1,2 % du chiffre d'affaires BRUN –BLANC – GRIS. Le pourcentage retenu correspond au taux de retour des marchandises observé par le Service Après-Vente.

En MARTINIQUE, GUADELOUPE et en GUYANE, le Service Après-vente est sous-traité à des entreprises extérieures qui prennent en charge les réparations entrant dans le cadre de la garantie légale.

Il n'y avait donc pas lieu au 31 mars 2004 de constater de provision pour garanties dans les comptes des Sociétés COMADI, LGD, GDI, LCD et KD.

• CREDIT A LA CONSOMMATION

Le groupe CAFOM s'efforce de développer le crédit à la consommation en partenariat avec des organismes de crédit tels GE et CETELEM. Il n'existe aucun engagement contractuel entre le Groupe CAFOM et ces organismes de crédit.

4.6.3 LES APPROVISIONNEMENTS ET LA GESTION DES STOCKS

4.6.3.1 Description des principaux flux d'approvisionnements pour les grandes familles de produits

Les sources d'approvisionnements diffèrent radicalement selon les familles de produits.

- **MEUBLES**

L'industrie du meuble est très atomisée. Il s'agit généralement de petites unités industrielles qui travaillent sur commandes à partir des besoins des clients, ou des prescriptions et conseils des acheteurs, au contraire des familles blanc et brun où les produits sont imposés aux distributeurs par les fabricants.

Ceci permet notamment à CAFOM de distribuer des produits différents de ceux de ses concurrents (similarité inférieure à 10 %).

On comprend aisément dans ce domaine l'importance de la sensibilité marketing des acheteurs, pour lesquels savoir anticiper les attentes du marché est essentiel.

Les principales zones géographiques d'approvisionnements sont :

ZONES	% DES APPROVISIONNEMENTS
Asie (Chine, Inde)	45 %
Amérique du Sud (Brésil)	15 %
Pays de l'Est et Turquie	5 %
Europe	35 %

- **PRODUITS BLANCS**

Il existe dans cette famille deux grandes catégories de produits : les produits de marque et les produits « sans marque » ou « No Name ».

Comme précisé ci-avant, CAFOM jouit dans les Départements d'Outre-Mer d'un avantage important puisque l'attachement du consommateur à la marque du fabricant pour cette famille est plus limité et que les marges des « No Name » est plus élevée.

Les produits de marque sont acquis directement auprès de la filiale française du fabricant. Les produits No Name sont achetés directement aux usines en Asie (Chine) ou en Europe méditerranéenne (Turquie).

NATURE	% DES APPROVISIONNEMENTS
Produits de marque (Europe)	35 %
No Name (Corée, Turquie, Chine)	65 %

Les pourcentages de marge réalisés par le Groupe CAFOM sur les produits NO NAME sont variables selon les départements ; chaque magasin adaptant son niveau de marge en fonction de la concurrence.

Le Groupe CAFOM réalise ainsi un chiffre d'affaires important sur des produits sans marque générant une marge élevée. La pression des marques est en effet moins importante dans les DOM qu'elle ne l'est en Métropole ; la clientèle étant davantage attachée à l'enseigne. Ainsi, les parts de marché sont détenues dans les DOM par les enseignes commerciales et non par les marques comme c'est le cas en Métropole.

On peut noter également que CAFOM a été l'un des premiers distributeurs à se fournir en produits blancs en Turquie (dès 1989).

- **PRODUITS BRUNS**

On retrouve certaines caractéristiques des produits blancs, néanmoins l'importance des marques est plus significative, de même que l'importance de la technologie. Les produits de marque sont également achetés en France. Quelques arbitrages entre pays peuvent néanmoins être effectués suivant des opportunités chez certains fabricants et des fluctuations des taux de change.

NATURE	% DES APPROVISIONNEMENTS
Produits de marque (France)	60 %
No Name (Chine)	20 %
No Name (Turquie)	20 %

4.6.3.2 Gestion des stocks

- **ORGANISATION DE LA SECURITE DES ENTREPOTS ET DES MAGASINS**

Les mesures de sécurité mises en place sont les suivantes :

- Tous les entrepôts et magasins du Groupe CAFOM font l'objet d'un gardiennage de jour comme de nuit.
- En GUADELOUPE, un système de télésurveillance intérieur et extérieur et une alarme intérieure ont été installés au dépôt de MOUDONG ainsi qu'à GOURBEYRE.
- Dans les autres départements le système de gardiennage actuel (gardiens et maîtres-chiens) est suffisant.
- Par ailleurs, le déchargement rapide des containers « sensibles » (produits bruns) réduit considérablement les risques de vol sur les containers extérieurs.
- Les tentatives de vol à l'intérieur des dépôts sont quasiment inexistantes.

- **ORGANISATION DES INVENTAIRES**

Les responsables des dépôts réalisent périodiquement sur l'ensemble des familles de produits des inventaires tournants et en fin d'exercice un inventaire général.

Pour les produits sensibles (HIFI, Ecrans plats, ordinateurs, téléphonie mobile) des inventaires tournants sont réalisés chaque semaine.

Les inventaires sont réalisés avec des terminaux portables. L'intégralité des produits sont référencés et identifiés en code barre.

La démarque moyenne constatée sur l'ensemble des magasins du groupe CAFOM représente au 31 mars 2004 0,51 % du chiffre d'affaires hors taxes, 0,51% au 31 mars 2003 et 0,56% au 31 mars 2002.

L'informatisation de la saisie des inventaires et leur multiplication concourent à la baisse de la démarque inconnue et limitent les risques de fraude.

- **TAUX DE DEMARQUE INCONNUE CONSTATEE SUR LES TROIS DERNIERS EXERCICES**

	31/03/2004	31/03/2003	31/03/2002
RECAPITULATIF			
Démarque Inconnue	674 949,00	646 543,00	683 672,00
Chiffre d'affaires	132 606 914,00	125 844 120,00	121 578 079,00
% D.I / CA	0,51%	0,51%	0,56%

• POLITIQUE DU GROUPE EN MATIERES D'INVENDUS

La politique de CAFOM consiste à identifier rapidement toute marchandise difficile à revendre (produits ramenés par les clients, colis ouverts ou abîmés, pièce unique, stock à rotation lente) et à solder ces marchandises soit dans des locaux installés à proximité des magasins et des entrepôts soit à des solderies extérieures.

En MARTINIQUE les produits difficilement commercialisables sont vendus à une solderie extérieure, la Société MARTINIQUE SERVICE PLUS au prix de revient minoré de 40 %.

En GUADELOUPE, deux solderies dédiées au « meuble » ont été installées au magasin de LA JAILLE et au dépôt de MOUDONG. Les produits blancs et bruns non revendables en l'état sont vendus à la Société CARAIBE SERVICE PLUS au prix de revient minoré de 40 %.

Cette politique qui est suivie dans l'ensemble des magasins du Groupe a permis d'éviter l'accumulation dans les dépôts de stock invendable et de fiabiliser les inventaires physiques.

• ASSURANCE DES STOCKS

Le Groupe CAFOM a souscrit des contrats MULTIRISQUES EXPLOITATION qui couvrent les risques d'incendie, de dégâts des eaux, de vols, de bris machine de l'ensemble des magasins du Groupe.

Les stocks de marchandises sont assurés en valeur de remplacement au jour du sinistre. La franchise prévue au contrat d'assurance Groupe est de 7 500€ par sinistre.

Par ailleurs, la totalité des marchandises importées par voie maritime est assurée par un courtier spécialisé en assurance maritime.

Au titre de ce contrat, sont garantis :

- Les dommages et pertes de matériels,
- Les pertes de poids ou de quantités,
- La disparition,
- Le vol,

dès l'instant où les marchandises se trouvent en situation juridique de transport, c'est-à-dire, lorsqu'elles quittent les magasins du fournisseur, jusqu'au lieu final de destination.

Le contrat ne prévoit aucune franchise.

4.7 LES SITES D'EXPLOITATION

Le siège social de la société CAFOM est situé 9/11, rue Jacquard au Pré St-Gervais (93310).
Le Groupe exerce ses activités sur les sites suivants :

SITES	SURFACE	PROPRIETAIRE	NATURE DU CONTRAT / TITRE	LOYER HT	PRISE D'EFFET	FIN DE BAIL
Guadeloupe - LGD La Jaille	Vente : 3 181 m ² Bureau : 150 m ² Parking : 250 plc	SARL Location Guadeloupe	Bail commercial	420 595 €	01-11-98	30-10-07
Guadeloupe - LGD Baie Mahault	Dépôt : 10 000 m ² Bureau : 300 m ²	SCI Belvédère	Bail commercial	384 171 €	01-01-95	30-06-13
Guadeloupe - GDI ZA Valkanaers	Vente : 2712 m ² Bureau : 120 m ² Dépôt : 1 070 m ² Parking : 120 plc	SNC Gourbeyre Expansion	Bail commercial	283 319 €	01-10-97	30-09-06
Martinique- COMADI Mangles Acajou 97 232 Le Lamentin	Vente : 4 100 m ² Bureau : 300 m ² Parking : 180 plc	SCI Location Caraïbes	Bail commercial	589 977 €	14-04-00	13-04-09
Martinique- COMADI Mangles Acajou 97 232 Le Lamentin	Dépôt : 10 000 m ²	SCI Acajou	Bail commercial	486 533 €	17-10-97	16-10-09
Martinique - M&S Mangles Acajou 97 232 Le Lamentin	Vente : 300 m ² Dépôt : 500 m ² Bureau : 30 m ²	SARL JALMAR	Bail commercial	25 591 €	01-04-97	31-03-06
La Réunion - LBD av Maréchal de Tassigny Saint Denis	Vente : 2500 m ² Dépôt : 1 000 m ² Bureau : 200 m ² Parking : 68 plc	SA Floréal	Bail commercial	513 684 €	11-07-91 puis 04-07-00	04-07-2011
La Réunion - LBD CD4 Savannah St Paul	Vente : 3 000 m ² Dépôt : 6 800 m ² Bureau : 300 m ² Parking : 180 plc	SCI Triangle	Bail commercial	524 088 €	01-01-96	31-12-07
La Guyane - LCD ZI Collery Route de la Madeleine 97 300 Cayenne	Vente : 2 052 m ² Dépôt : 5 000 m ² Bureau : 300 m ² Parking : 90 plc	SCI Location Guyane	Bail commercial	210 380 €	01-04-93	01-04-2011
La Guyane - KATOURY CCial La Rocade	Vente : 700 m ² Bureau : 100 m ² Dépôt : 1 600 m ²	SARL KATOURY	Bail commercial	203 696 €	01-11-02	soit 30-10-11
Pré St Gervais (93) Siège + CAFOM DISTRIBUTION 9/11 , rue Jacquard	Bureaux : 978 m ²	SNC IMMOPRES	Bail commercial	163 152 €	29-06-02	29-06-2011

Le groupe n'est pas propriétaire de ses sites d'exploitation.

Messieurs SAADA, WORMSER et GIAOUI sont mandataires sociaux de la société CAFOM et des sociétés bailleurs des différents sites d'exploitation du Groupe. Les loyers versés sont conformes aux prix du marché.

Par ailleurs une étude financière a été réalisée afin de comparer les loyers versés par le Groupe CAFOM et les modalités de financement des biens par les mandataires sociaux.

Le mode de financement des biens immobiliers est le suivant :

BAILLEURS	DATE	PRIX DE REVIENT DES BIENS IMMOBILIERS	APPORTS EN COMPTES COURANTS DES ASSOCIES			
				%	EMPRUNT	CREDIT-BAIL
SCI LOCATION CARAIBES	1984 / 2000	3 160 492	446 900	14,10	579 306	2 134 286
SCI LOCATION GUYANE	1984	964 108	397 945	41,30	566 163	-
SARL LOCATION GUADELOUPE	1986	1 811 762	622 660	34,40	1 189 102	-
SARL KATOURY	1984	3 205 481	1 195 512	37,30	2 009 968	-
SA FLOREAL	1991	3 811 225	532 373	NA	3 811 225	-
SNC IMMOPRES	1991	3 048 980	762 245	25,00	-	2 286 735
SCI TRIANGLE	1993	4 560 764	444 641	9,80	-	4 116 123
SNC GOURBEYRE	1994	1 883 778	694 676	36,90	1 189 102	-
SCI BELVEDERE	1996	3 115 861	627 817	25,20	-	2 488 044
SCI ACAJOU	1998	3 917 940	-	-	-	3 917 940
SARL JALMAR	1997	3 674 020	472 591	12,90	3 201 429	-
TOTAL		33 154 411	6 197 360		12 546 295	14 943 128

Il peut en être fait l'analyse financière suivante :

1 - Appréciation des valeurs locatives

Le Cabinet ROUX a été missionné en avril 2004 pour déterminer les valeurs locatives des ensembles immobiliers pris à bail par le Groupe CAFOM. Un état comparatif des loyers pris en charges par le Groupe CAFOM avec les valeurs locatives déterminées par le Cabinet ROUX fait apparaître que le montant total des valeurs locatives ressort à 4 099 422 Euros et est à comparer au montant total des loyers qui s'élève à ce jour à 3 771 720 Euros.

2 - Analyse des loyers et charges des sociétés immobilières

Les sociétés immobilières dont les financements sont intégralement remboursés à ce jour, sont :

- SCI LOCATION GUYANE
- SARL LOCATION GUADELOUPE

Les sociétés immobilières dont les immeubles sont occupés majoritairement par des locataires extérieurs au groupe, sont :

% des locataires extérieurs

- SNC IMMOPRES 65%
- SARL JALMAR 87%
- SARL KATOURY 85%

A - Investissements immobiliers financés par crédit bail

A l'exception de la SCI LOCATION CARAIBE, les sociétés immobilières dégagent des résultats nets bénéficiaires non significatifs voire déficitaires (SCI TRIANGLE).

Il convient de noter que la SCI LOCATION CARAIBE doit engager au cours de l'année 2005 d'importants travaux de rénovation des toitures, bardages, chenaux et descente d'eau estimés à 300 000 euros.

B - Investissements immobiliers financés par emprunts

On constate que les cash-flow dégagés au cours des trois derniers exercices par la SNC GOURBEYRE permettent de couvrir l'amortissement annuel de l'emprunt et de dégager un excédent de trésorerie, tandis que le cash-flow annuel de la SA FLOREAL ne permet pas de couvrir totalement l'amortissement de l'emprunt.

En conclusion, il est avéré que l'ensemble des relations financières sont parfaitement équilibrées.

4.8 LES ASSURANCES

Les Sociétés du groupe CAFOM (anciennement DISTRIFINANCES) sont couvertes par les contrats suivants qui couvrent l'ensemble des risques :

- **Police DOMMAGES AUX BIENS AIG n° 979.672 - comprenant les garanties suivantes :**
 - Franchise : 7 500 €
 - Couverture : L.C.I 19 900 000 € par sinistre
 - ✓ Bâtiment et/ou Risques Locatifs en valeur à neuf
 - ✓ Stock : Valeur de remplacement
 - ✓ Incendie – Foudre – Explosions – Dommages Electriques
 - ✓ Vapeur – Fumées – Chaleur – Choc de Véhicule terrestre
 - ✓ Tempête – Ouragans – Grêle – Neige – Evénements naturels
 - ✓ Chute d'appareils de navigation aérienne – Mur du son
 - ✓ Grèves – Emeutes – Mouvements populaires – Attentat – Terrorisme – Vandalisme
 - ✓ Dégâts des Eaux – Gel – Risques spéciaux
 - ✓ Recours des voisins et des tiers
 - ✓ Frais et Pertes divers
 - ✓ Reconstitution d'archives
 - ✓ Honoraires d'experts
 - ✓ Pertes indirectes
 - ✓ Pertes de loyers
 - ✓ Troubles de jouissance
 - ✓ Vol – Bris de Glace – Bris d'Enseignes
 - ✓ Pertes d'Exploitation et Valeur Vénale
 - ✓ Pertes d'Exploitation anticipées
 - ✓ Catastrophes Naturelles
 - ✓ Tous Risques Sauf
 - ✓ Inondations – Effondrement
 - ✓ Bris de Machines
 - ✓ Tous Risques Informatiques
- **Police RESPONSABILITE CIVILE ACE n°1.100.548:**
 - ✓ RC Exploitation – RC Après Livraison – RC Propriétaire d'Immeuble
 - Franchise : 2 500 €
 - Couverture : 4 573 471€ par sinistre
 - Sauf en cas de vol : 30 490 € par sinistre
 - Dommages aux objets confiés et aux existants : 152 499 € par sinistre
- **Police PREPOSE MISSION – COVEA FLEET n° 8.331.214 (Franchise 304)**
 - Franchise : 304 €
 - Couverture : illimité en dommage corporel, 100M€ suite à un accident, 977 933 € par sinistre suite à incendie, explosion non consécutif à un accident
- **Police RESPONSABILITE CIVILE ENGINS DE LEVAGE - AXA n° 545790**
 - Pas de franchise
 - Couverture : 7 622 450 € dommages matériels, illimité en dommage corporel
- **Police MARCHANDISES TRANPORTEES - COVEA FLEET n°ABT110474**
 - Franchise : 10% du montant du sinistre
 - Couverture : 7 625 € par sinistre
- **Carte CJP 24/24**
 - ✓ Police ASSISTANCE et PROTECTION JURIDIQUE DAS n°4.919.400
 - ✓ GARANTIE ACCIDENTS DE LA VIE ACE n°5.006.400

• COUVERTURE DES RISQUES

Le Groupe CAFOM a mis en place une politique de couverture de l'ensemble des risques assurables avec des montants de garantie que le Groupe a estimé nécessaires. L'ensemble des risques de la société sont couverts. Aucun risque n'est assuré en interne.

Le Groupe CAFOM a souscrit des contrats MULTIRISQUES EXPLOITATION qui couvrent les risques d'incendie, de dégâts des eaux, de vols, de bris de machines de l'ensemble des magasins du Groupe. Le Groupe CAFOM est également assuré au titre des « Pertes d'Exploitation ».

Les principales garanties mises en place sont les suivantes :

- Les Bâtiments/Matériels et Agencements sont garantis en Valeur à Neuf ;
- Le stock est assuré en valeur de remplacement au jour du sinistre ;
- La garantie Pertes d'Exploitation est acquise pour tous les périls couverts en Dommages aux Biens. La limitation contractuelle est fixée à 45 % de la marge brute. La période d'indemnisation est de 18 mois. Elle intègre, en plus des périls de base : la fermeture par suite de décision administrative, la carence des fournisseurs et sous-traitants, les frais supplémentaires additionnels, les redevances au franchiseur, les frais de publicité et de réouverture, etc...
- La valeur vénale du fonds de commerce est assurée jusqu'à concurrence de 22,5 % du chiffre d'affaires H.T.

Les franchises prévues au contrat d'assurance Groupe sont les suivantes :

- Dommages aux biens : 7 500 euros par sinistre tous périls confondus (hors catastrophes naturelles et attentats qui obéissent aux obligations légales).
- Pertes d'exploitation : 3 jours ouvrés.

Aucun risque (qu'il soit ou non significatif) n'échappe aux couvertures mises en place, le Président du Groupe ayant à cœur d'assurer la pérennité de son Entreprise.

Il faut également préciser que le Groupe CAFOM fait appel aux compétences reconnues sur le marché national d'un courtier spécialisé depuis plus de 30 ans en assurances de Groupements dans le secteur de la Grande Distribution.

Le suivi scrupuleux et régulier des niveaux de couverture, la mise en place récente d'expertises préalables, la négociation annuelle des conditions tarifaires permettent une parfaite maîtrise des coûts d'assurances. Le montant total des primes pour l'année 2004 s'est élevé à 621.390 euros .

4.9 ***MARQUES ET BREVETS***

La marque détenue en propre par la société CAFOM est la suivante :

• CAFOM

Numéro national : 004039509

Marque déposée auprès de l'INPI le 22 septembre 2004 pour une durée de 10 ans.

La marque a été déposée sous les classes de produits et services suivants : 9-11-20-21-36-37-38-39.

4.10 RISQUES DE L'EMETTEUR

4.10.1 RISQUES LIES A LA REGLEMENTATION OU AUTORISATIONS NECESSAIRES A L'EXPLOITATION

Le groupe CAFOM respecte l'ensemble des réglementations spécifiques en vigueur :

▪ Réglementation des Etablissements Recevant du Public

Les établissements recevant du public sont soumis à un certain nombre d'obligations en matière de sécurité visant à protéger, le public, les salariés et l'environnement.

Ainsi les dispositions applicables à ses établissements sont de plusieurs ordres :

- Autorisation d'ouverture ;
- Mise en place d'extincteurs, d'équipement d'alarme, d'éclairage de sécurité et un système de sécurité incendie ;
- Dégagement des sorties de secours ;
- Accessibilité des handicapés ;
- Equipements anti-vols.

Des consignes doivent également être respectées à l'égard des salariés :

- Disposition du code de travail en matière d'aération, d'assainissement, d'éclairage, de prévention des incendies.

Enfin, les compagnies d'assurance imposent également certaines obligations pour la sécurité des locaux et des biens.

▪ Loi Galland : réglementation qui régit les relations entre distributeurs et fournisseurs

La loi Galland lutte contre la revente à perte et limite les risques d'abus de dépendance entre fournisseurs et distributeurs.

Le « déréférencement » d'un fournisseur sans préavis ni justificatif ainsi que la menace d'une rupture de contrat avec un distributeur afin d'obtenir des avantages commerciaux sont interdits.

▪ Loi Raffarin : réglementation relative à l'ouverture d'un point de vente

L'ouverture d'un magasin ou l'extension des surfaces de ventes supérieures à 300m² est soumise à des autorisations préalables et celles des unités de plus de 6.000m² à une enquête publique. Les autorisations sont délivrées par mètre carré de surface.

Les autorisations de plus de 6.000 m² font l'objet d'une enquête d'utilité publique devant la Commission Départementale d'Equipe Commerce (CDEC). La délimitation de la zone de chalandise, la taille du marché concerné, le chiffre d'affaires prévisionnel et l'état de la concurrence locale doivent être précisés au cours de l'enquête.

La société CAFOM dispose, d'ores et déjà des autorisations nécessaires pour ses programmes d'extension sur les différents Départements d'Outre Mer.

4.10.2 RISQUES « CLIENTS »

Le Groupe s'adresse au consommateur final et de ce fait ne connaît aucun risque de dépendance à l'égard d'une clientèle très atomisée.

Le pourcentage d'impayés représente en moyenne 0,5% du chiffre d'affaires HT. Ces derniers font l'objet de provisions pour dépréciation représentant l'intégralité du risque.

Le pourcentage d'impayés constatés sur les trois derniers exercices est le suivant ;

	31/03/04	31/03/03	31/03/02
COMADI	0,30 %	0,52 %	0,38 %
LGD	0,65 %	0,57 %	0,62 %
GDI	0,30 %	0,20 %	0,26 %
LCD	0,66 %	0,67 %	0,91 %
KD	1,18 %	0,98 %	1,18 %
MUSIQUE ET SON	1,15 %	1,10 %	1,25 %
LBD	0,56 %	0,85 %	0,92 %

4.10.3 RISQUES « FOURNISSEURS »

CAFOM n'est liée à aucun fournisseur en particulier. La multiplicité des acteurs sur le marché de l'ameublement assure la société contre tout risque de dépendance à l'égard de l'un d'entre eux. La cellule achats de CAFOM effectue en permanence un sourcing international afin d'élargir le panel de fournisseurs et ainsi maintenir ces derniers en état de compétitivité.

Concernant les principaux fournisseurs, CAFOM travaille depuis de nombreuses années avec plusieurs partenaires sur chaque gamme de produit. Cette connaissance historique des partenaires économiques assure le Groupe quant à la qualité de la fabrication et au respect des accords de distribution des produits. La centrale d'achats s'assure également de la santé financière de ces intervenants ainsi que de leur capacité à répondre aux volumes d'achats envisagés. Toutefois, CAFOM n'hésite pas à faire jouer la concurrence pour maintenir les meilleures conditions de marchés.

Concernant les produits de décoration, la cellule achats s'approvisionne de façon ponctuelle en fonction des opportunités de marché.

Les produits commercialisés par le Groupe proviennent tous de fournisseurs validés par la procédure qualité définie par le Groupe.

4.10.4 RISQUES LIES A L'ENVIRONNEMENT

L'activité du Groupe CAFOM est une activité très peu polluante. Les rejets sont limités aux déchets d'emballages des produits. Les magasins ont recours à un organisme spécialisé pour la collecte et le traitement de ces déchets.

4.10.5 RISQUES LIES A LA CONCURRENCE

L'environnement concurrentiel de CAFOM dans les DOM est, à ce jour, limité à quelques acteurs identifiés par le Groupe : l'enseigne Conformia sur les différents départements accompagnés d'un ou deux acteurs locaux. CAFOM bénéficie d'une position de leader sur ces marchés et consolide chaque année ses positions par une politique d'amélioration et d'agrandissement de ses magasins et par un élargissement de l'offre produits.

4.10.6 RISQUES DE MARCHE

• RISQUE DE LIQUIDITE

Le tableau ci-dessous représente l'échéancier des dettes financières au 31 mars 2004 par grande catégorie de dettes.

CARACTERISTIQUES DES EMPRUNTS CONTRACTES	NATURE DU TAUX	TAUX D'INTERETS	MONTANTS INITIAUX DES EMPRUNTS	ÉCHEANCES A MOINS D'UN AN	ÉCHEANCES A PLUS D'UN AN ET MOINS DE 5 ANS	ÉCHEANCES A PLUS DE 5 ANS	EXISTENCE DE COUVERTURE
Emprunt moyen terme	Fixe	5,68%	296 582	65 967			Non
Emprunt moyen terme	Fixe	5,10%	304 898	17 258			
Emprunt moyen terme	Fixe	4,40%	880 000	220 000	220 000		Non
Emprunt moyen terme	Fixe	4,50%	305 000	58 979	175 217		Non
Emprunt moyen terme	Fixe	4,50%	128 000	31 133	69 531		Non
Emprunt moyen terme	variable	3,59%	609 796	118 770	349 467		Non
Emprunt moyen terme	Fixe	5,85%	396 367	131 211			Non
Emprunt moyen terme in fine	Fixe	7,17%	715 003			660 203	Non
Sous Total				643 318	814 215	660 203	
Concours bancaires	Variable			9 646 255			
TOTAL				10 289 573	814 215	660 203	

Il n'existe pas de covenant sur les emprunts.

Le montant total de l'endettement financier s'élève au 31 mars 2004 à 11 763 991 euros se décomposant comme suit :

- Endettement financier à moyen et long terme : 2 117 736 euros
- Concours bancaires : 9 646 255 euros

Le montant des concours bancaires (9 646 255 euros) correspondait à hauteur de 6 961 482 euros aux effets escomptés non échus et à hauteur de 2 684 773 euros aux découverts bancaires.

Au cours des trois derniers exercices, le Groupe CAFOM a autofinancé pour une large part ses investissements. Ainsi, les résultats réalisés par le Groupe lui ont permis de poursuivre sa politique d'extension et de modernisation des surfaces de vente et de distribuer des dividendes à ses actionnaires.

Pour faire face au risque de liquidité, le Groupe CAFOM bénéficie de lignes de crédit confirmées lui permettant de se constituer une réserve de liquidités significative. Les accords relatifs à ces lignes de crédit ne contiennent pas de dispositions conditionnant le maintien de ces lignes au respect de ratios spécifiques.

Les lignes de crédit confirmées accordées par les banques du Groupe CAFOM au 31 mars 2004 sont présentées ci après.

Au 31 mars 2004, le Groupe CAFOM n'utilisait que partiellement ces lignes de crédit. Les utilisations de lignes de crédit représentaient au 31 mars 2004, 47,75 % des concours bancaires autorisés.

	LIGNES UTILISEES	AUTORISATIONS
SA CAFOM	171 409	500 000
MAGASINS	1 205 048	4 625 245
SAS CAFOM DISTRIBUTION	11 031 725	20 857 000
TOTAUX	12 408 182	25 982 245

Les utilisations de lignes de crédit s'élèvent au 15 décembre 2004 à 6 796 020 euros et sont en nette diminution par rapport au 31 mars 2004.

	LIGNES UTILISEES	AUTORISATIONS
SA CAFOM	-	1 530 000
MAGASINS	706 592	4 473 245
SAS CAFOM DISTRIBUTION	6 089 428	22 357 000
TOTAUX	6 796 020	28 360 245

La variation du Besoin en Fonds de Roulement (calculée nette des provisions pour actifs circulants) sur les trois derniers exercices est la suivante :

	31/03/2004	31/03/2003	31/03/2002
Stocks nets	6 805 209	2 357 069	-1 048 203
Créances d'exploitation nettes	950 461	- 682 674	- 939 699
Dettes d'exploitation	-960 385	- 1 599 919	574 822
Autres	-24 063	- 109 929	284 990
TOTAL	6 771 222	- 35 453	- 1 128 090

L'exercice 2003-2004 est marqué par une augmentation significative du Besoin en Fonds de Roulement. L'augmentation constatée au 31 mars 2004 (+ 6 771 K€) s'explique essentiellement par l'accroissement du montant des stocks de marchandises (+ 6 805 K€) ; l'augmentation du poste clients (+ 981 K€) étant compensée en partie par l'augmentation des dettes d'exploitation (+ 960 K€).

L'accroissement du montant des stocks de marchandises est lié d'une part à l'extension des surfaces de vente en MARTINIQUE (+ 1 000 m²) et en GUADELOUPE (+ 890 m²) et d'autre part à des décisions ponctuelles d'augmentation des volumes d'achats de certaines gammes de produits (notamment écrans PLASMA et écrans LCD) présentant des risques élevés de rupture de stock chez les fournisseurs et ce, en prévision d'évènements sportifs (Championnat d'Europe de Football – Jeux Olympiques d'Eté).

Au 31 mars 2005, sauf évènements spécifiques modifiant la politique d'achat du Groupe, le montant du stock du Groupe CAFOM devrait être ramené à une valeur proche de celle du 31 mars 2003. En conséquence, CAFOM poursuivra sa politique de distribution des dividendes.

•RISQUE DE TAUX

L'échéancier au 31 mars 2004 de la dette brute (hors intérêts courus) et des actifs financiers est présenté ci après.

En €uros	Du jour le jour à - 1 an	De 1 an à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total
ACTIFS FINANCIERS BRUTS	348 722	244 142		592 864
PASSIFS FINANCIERS BRUTS	10 289 573	-814 215	-660 203	11 763 991
POSITION NETTE AVANT GESTION	-9 940 851	-570 073	-660 203	-11 171 127
HORS BILAN	-	-	-	-
POSITION NETTE APRES GESTION	-9 940 851	-570 073	-660 203	-11 171 127

Le risque de taux relatif aux emprunts bancaires à moyen terme est minime compte tenu du faible niveau d'endettement à moyen terme du Groupe CAFOM ainsi que du niveau peu élevé des taux actuels.

Ainsi, une variation des taux de 1% induirait une augmentation des charges financières sur emprunts non significative (6 K€) au regard de la charge financière du dernier exercice clos.

L'exposition du Groupe CAFOM aux variations de taux d'intérêts concerne principalement l'endettement à court terme. Sur la base de l'endettement à court terme au 31 mars 2004, une hausse de 1% du taux EURIBOR augmenterait les frais financiers de 88 Keuros.

•RISQUE DE CHANGE

L'ensemble de la facturation du Groupe est établie en euros. La société CAFOM réalise ses achats dans différents pays étrangers tels que la Chine, l'Inde, le Brésil, la Turquie en dollar. 35 % des achats de la Centrale (CAFOM DISTRIBUTION) se font en Dollar américain.

Les achats en devise sont réalisés au comptant et la politique tarifaire du Groupe fixe un niveau de marge par produit. Ainsi, le risque de change est limité, car répercuté dans les prix de vente.

	USD
ACTIFS FINANCIERS	1 135 418
PASSIFS FINANCIERS	-1 976 964
POSITION NETTE AVANT GESTION	-841 546
HORS BILAN	0
POSITION NETTE APRES GESTION	-841 546

Le Groupe n'utilise pas d'outils de gestion de couverture de risque de change.

•RISQUE ACTIONS

Le portefeuille de valeurs mobilières de placement du Groupe CAFOM au 31 mars 2004 est composé pour l'essentiel d'OPCVM de trésorerie souscrites auprès d'établissements de premier rang se décomposant comme suit :

	VALEUR 31/03/2004 NETTE DE PROVISION	VALEUR DE MARCHÉ 31/03/2004
OPCM monétaires	1 521 940	1 526 080
VMP	63 161	63 161
Total	1 585 102	1 589 241

Source : comptes proforma

Compte tenu de la structure du portefeuille de valeurs mobilières constitué d'OPCVM monétaires, le risque sur actions est inexistant.

	OPCVM COURT TERME	VMP	PORTEFEUILLE D'ACTIONS PROPRES
Position à l'actif	1 521 940	88 087	Néant
Hors bilan	0		Néant
Position nette globale	1 521 940		Néant

•RISQUE SUR STOCK

Le montant du stock de marchandises au 31 mars 2004 enregistre une forte augmentation (6 857 K€). Celle-ci est liée à des commandes ponctuelles de marchandises (produits bruns) destinées à répondre à une augmentation attendue de la consommation de ces produits au cours du deuxième trimestre 2004. (cf § risque de liquidité ci-dessus)

Ces marchandises ont été reçues au mois de mars 2004 ou étaient en cours d'acheminement à la date de clôture.

A titre indicatif, le montant du stock flottant (marchandises comptabilisées mais non encore reçues) augmente de 2 700 189 € au 31 mars 2004 par rapport à l'exercice précédent.

Ceci explique la stabilité en valeur de la provision pour dépréciation du stock.

Les modalités de calcul des provisions pour dépréciation des stocks sont les suivantes :

- Les marchandises exposées en magasin font l'objet d'une provision de l'ordre de 30 à 40 %.
- Les marchandises destinées à être revendues aux solderies (marchandises abîmées, colis ouverts, etc...) sont dépréciés à 40 %, ce taux correspondant à celui appliqué lors de la cession de ces marchandises.
- Les produits informatiques et produits bruns font l'objet d'un mode de calcul spécifique :
- Les produits informatiques en stock depuis plus de trois mois sont provisionnés à 30 %.
- Les produits bruns en stock depuis plus de six mois font l'objet d'une dépréciation de l'ordre de 20 à 30 %.

Les provisions pour dépréciation des stocks étaient les suivantes :

31/03/2003		Dotations		Reprises				31/03/2004
		Exploit.	Except.	Exploitation		Exceptionnelle		
				Utilisées	Non utilisées	Utilisées	Non utilisées	
Provisions pour Dépréciation des stocks	1 063 220	773 717		- 721 536				1 115 402

comptes consolidés

Le risque d'obsolescence des stocks ne fait pas partie des risques couverts par l'assurance Groupe.

Le Groupe CAFOM a pour activité la distribution de meuble et d'électroménager à destination des ménages. Le risque d'obsolescence sur ces familles d'articles est très limité en raison de la rotation rapide de la plupart des références en stock.

Pour les familles de produits informatiques ou de la téléphonie les fournisseurs sont en majorité locaux et les commandes sont hebdomadaires.

Le stock est assuré en valeur de remplacement au jour du sinistre à dire d'expert sans limite de montant.

4.10.7 RISQUES DE REDUCTION DES MARGES

La politique de diversification des produits permet de freiner la pression concurrentielle susceptible de provoquer des réductions de marge. Le risque est limité par le renforcement de la position de leader du Groupe.

4.10.8 RISQUES DE FRAUDES

Les procédures de contrôle interne mises en place par le Groupe tant dans les magasins que dans les entrepôts ont été renforcées et contribuent à la baisse du taux de démarque inconnue qui est inférieur à 1 % du chiffre d'affaires. (cf § 4.6.3.2 du présent prospectus).

4.10.9 RISQUES LIES AU CONTRAT DE LICENCE

Compte tenu de l'historique des relations contractuelles avec le Groupe But International, des performances des magasins CAFOM dans les DOM, du management du Groupe CAFOM, de la notoriété des magasins dans les DOM, des investissements publicitaires sur la marque et de la taille du réseau mis en place par les fondateurs de CAFOM, les risques que le contrat avec BUT INTERNATIONAL fasse l'objet d'une dénonciation sont très limités.

Le contrat prévoit une clause résolutoire aux termes de laquelle le franchiseur peut résilier le contrat, sans indemnité, pour les motifs suivants :

- Chiffre d'affaires inférieur à un montant (sept millions de francs en 1984) actualisé année après année sur la base de l'indice mobilier de l'INSEE.
- Manquement de l'adhérent à l'une de ses obligations contractuelles.
- Inexécution d'une obligation de paiement vis-à-vis du franchiseur ou d'un créancier quelconque.
- Si l'adhérent ne respecte pas les décisions prises en réunion commerciale à la majorité des adhérents.

La résiliation du contrat nécessiterait en tout état de cause l'introduction par la Société BUT INTERNATIONAL d'une demande en justice.

4.10.10 RISQUES DIVERS

- **LES RISQUES ETHIQUES AVEC LES FOURNISSEURS DE NATIONALITE ETRANGERE,**

Les risques à l'égard des fournisseurs étrangers sont limités du fait des déplacements fréquents du personnel de CAFOM sur les sites de production des fournisseurs.

- **LES RISQUES LIES AUX STOCKS (DESTRUCTION, VOL, ETC.),**

Les risques liés aux stocks ont été mesurés et couverts à ce titre par les polices d'assurance.

4.10.11 RISQUES JURIDIQUES

La société n'exerce pas d'activités autres que celles liées à la commercialisation des biens d'équipement de la maison et n'est exposée qu'aux risques ordinaires liés à cette activité pour lesquels il n'existe aucun litige autre que ceux mentionnés ci-dessus, litiges provisionnés pour l'intégralité du risque.

4.10.12 ENGAGEMENTS HORS-BILAN

Les engagements hors-bilan sont présentés au chapitre 5.1.4 du présent prospectus. La présente n'omet pas l'existence d'un engagement hors-bilan significatif selon les normes comptables en vigueur.

4.10.13 INSCRIPTION AU BILAN DE FINANCEMENT D'ACTIFS

- **OPERATION DE TITRISATION**

Le Groupe CAFOM n'a réalisé aucune opération de cette nature.

- **ENTITES « AD'HOC »**

La société CAFOM envisage l'acquisition des trois Sociétés de SAV. Cette acquisition devrait intervenir au cours de l'exercice 2004-2005.

4.10.14 ENTITES NON CONSOLIDES

- **SOCIETES DETENUES A 100% PAR LA SAS CAFOM DISTRIBUTION:**

Résultat au 31/03/2004 :

- SAS INTERCOM:	5.734 euros
- SARL ICS:	- 48 euros
- SARL DISTRISERVICE:	7 758 euros

L'incidence de l'intégration de ces trois sociétés sur le résultat consolidé au 31 mars 2004 s'élèverait à 13 K€. L'intégration dans le bilan consolidé du groupe conduirait à une diminution des capitaux propres consolidés de l'ordre de 29 K€.

• **SOCIETES DE SAV:**

Les seules Sociétés actuellement détenues par les principaux actionnaires de la Société CAFOM avec lesquelles le Groupe CAFOM entretient des relations commerciales sont les Sociétés de Service Après-vente à savoir :

- La SARL Martinique Service Plus (MSP)
- La SARL Caraïbes Service Plus (CSP)
- La SARL Guyane Service Plus (GSP)

L'acquisition par la Société CAFOM de ces trois Sociétés devrait intervenir au cours de l'exercice 2004-2005.

Les principales données bilantielles au 31 mars 2004 sont les suivantes :

Bilan actif (en KE)	MSP	CSP	GSP
Immobilisations nettes	61	77	21
- incorporelles	8	10	3
- corporelles	12	64	8
- financières	41	3	10
Actif circulant	347	224	246
- stocks	149	61	84
- créances	49	57	97
- disponibilités	149	106	65
TOTAL	408	301	267

Bilan passif (en KE)	MSP	CSP	GSP
Capitaux propres	18	8	24
Résultat	155	18	6
Dettes	235	275	237
- financières		8	
- autres dettes	235	267	237
TOTAL	408	301	267

4.10.15 RISQUES LIES AUX ACTIFS DETENUES DIRECTEMENT PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX

Les actifs considérés comme stratégiques pour le développement des activités du Groupe CAFOM sont :

- la marque pour laquelle il existe une concession de l'enseigne BUT et de la marque BUT entre les sociétés BUT et CAFOM,
- son fonds de commerce, à savoir sa clientèle, qui est son actif le plus important du fait de sa position de leader sur le marché des DOM.

Les magasins, et les dépôts ne constituent pas à long terme des actifs stratégiques pour le groupe CAFOM, la stratégie de développement du Groupe CAFOM ayant consisté à développer ses activités commerciales sans investissement immobilier direct. Un engagement du Groupe CAFOM sur le plan immobilier aurait constitué pour le Groupe des risques importants s'agissant d'engagements fermes et irrévocables notamment en cas de dégradation de la commercialité d'un site.

Au surplus, le cumul des concours bancaires à court terme et long terme dans la première phase de développement du Groupe (1985-1995) aurait freiné, voire compromis le développement commercial. En effet, la croissance rapide de l'activité pendant cette première phase a généré des besoins en fonds de roulement importants nécessitant la mise en place de lignes de crédit court terme.

La stratégie du Groupe repose sur les 3 grands axes suivants :

- Concentration sur l'activité commerciale ;
- Limitation des investissements supportés par les Sociétés d'exploitation aux travaux d'agencement ;
- Renforcement des capitaux propres par une politique conservatrice de distribution des dividendes, jusqu'en 1999.

Ces choix confèrent aujourd'hui au Groupe CAFOM un profil de société à faible risque et à fort potentiel de croissance en raison d'une part d'une situation concurrentielle favorable et d'autre part d'une capacité à évoluer sur le plan logistique grâce à la dissociation de ses actifs commerciaux et immobiliers.

Le Groupe CAFOM a pour objectif le doublement de son chiffre d'affaires à un horizon de 10 ans notamment par l'extension des surfaces commerciales, ainsi que des surfaces de confort pour la clientèle (parking, espaces verts, activités ludiques pour les enfants, espaces de petit entretien liés aux véhicules).

Dans ce cadre le transfert des magasins est envisagé progressivement et en fonction de l'évolution dans chaque département des zones de chalandise.

Comme indiqué en §4.7 du présent document de base, les mandataires sociaux du Groupe CAFOM à savoir, Messieurs GIAOUI, SAADA et WORMSER sont également bailleurs des différents sites d'exploitations du Groupe (magasins et entrepôt). Afin limiter toute risque de conflit d'intérêts, ces derniers se sont engagés à mettre en place différentes mesures pour encadrer ces risques.

Les rapports entre les différentes sociétés immobilières qui détiennent les baux commerciaux des magasins et le groupe CAFOM ont tous faits l'objet d'une convention réglementée et de rapports spéciaux des Commissaires aux comptes.

Mesures prises pour encadrer les éventuels risques

Dans un souci de protection des nouveaux actionnaires du Groupe et afin d'instaurer avec ceux-ci une relation de confiance, les actionnaires majoritaires du Groupe CAFOM également associés des sociétés bailleuses mettent en place les mesures suivantes :

- 1 Option d'achat conférée par les actionnaires majoritaires également bailleurs portant sur les parts des SCI et/ou des immeubles détenus par celles-ci,
- 2 Clause de préemption conférée par les actionnaires majoritaires,
- 3 Modification par avenant des clauses des baux en cours relatives aux modalités de renouvellement des baux ainsi qu'à la faculté donnée aux preneurs de donner congé.

1) Option d'achat

Les actionnaires majoritaires du Groupe CAFOM vont conclure au plus tard, le 31 janvier 2005, un accord aux termes duquel le Groupe CAFOM se trouvera titulaire d'une option d'achat des parts de Sociétés civiles Immobilières et/ou des immeubles détenus par ces Sociétés.

Cette option d'achat pourra être exercée à tout moment pendant une durée de 10 ans pour un prix d'exercice correspondant :

- En cas de cession des immeubles (en pleine propriété ou en crédit-bail) à leur valeur vénale estimée par un Cabinet d'expert au jour de l'exercice de l'option d'achat ;

- En cas de cession des parts des Sociétés Civiles Immobilières à l'actif net réévalué correspondant aux capitaux propres majorés des plus-values latentes calculées comme suit :

- Immeuble en pleine propriété : Différence entre la valeur estimée et la valeur nette au bilan ;
- Immeuble en crédit-bail : Différence entre la valeur estimée de l'immeuble et la valeur résiduelle financière restant à rembourser.

Les titres des Sociétés suivantes sont exclus de l'option d'achat et ce, pour les raisons suivantes :

- SA FLOREAL

Cette Société est propriétaire du bâtiment de Saint Denis donné à bail à la SAS LBD. La SA FLOREAL est détenue à 51% par la Société RAVIMCO représentée par Monsieur Adam RAVATTE et à 49% par les actionnaires majoritaires du Groupe CAFOM.

- SCI TRIANGLE

La SCI TRIANGLE est propriétaire du bâtiment de Saint Paul donné à bail à la SAS LBD. Le capital de cette Société est détenu par la SAS LBD à hauteur de 40%, par le Groupe RAVATE à hauteur de 30% par les actionnaires majoritaires du Groupe CAFOM à hauteur de 30%.

Un changement dans les modalités de détention du capital des Sociétés FLOREAL et TRIANGLE paraît difficile à envisager.

- SCI LOCATION GUYANE

Le bâtiment, propriété de la SCI LOCATION GUYANE, est donné à bail à la SAS LA CAYENNAISE DE DISTRIBUTION et ce jusqu'au 31 décembre 2007, date prévisionnelle d'achèvement de la construction du nouveau magasin.

- SARL JALMAR

Cette Société est propriétaire d'un bâtiment d'une surface développée de 7 632m² dont 300 m² loués à la SAS MUSIQUE ET SON et 700m² loués à la SARL MARTINIQUE SERVICE PLUS, le reste des superficies étant loué à des Sociétés extérieures au Groupe.

Une cession des locaux occupés par la SAS MUSIQUE ET SON et la SARL MARTINIQUE SERVICE PLUS serait difficile à réaliser ; les superficies louées pouvant évoluer en fonction des besoins d'agrandissement de ces deux Sociétés et sous réserve que la SARL JALMAR dispose de locaux disponibles.

- SARL KATOURY

Cette Société est propriétaire du Centre Commercial La Rocade. L'immeuble comprend au rez de chaussée 10 locaux à usage de commerce et de bureaux d'une superficie totale de 2 483m² dont 700m² loués à la SAS KD et à l'étage 2 239m² loués à des locataires extérieurs au Groupe .

La cession du local loué à la SAS KD est difficile à envisager pour les mêmes raisons que celles évoquées pour la SAS MUSIQUE ET SON (surface commerciale en constante évolution)

- SNC IMMOPRES

Cette Société est propriétaire d'un immeuble à usage de bureaux au Pré Saint Gervais La SNC IMMOPRES loue à la Société CAFOM DISTRIBUTION des locaux à usage de bureaux d'une superficie de 900m² représentant 35% de la superficie totale des bureaux.

2) Clause de préemption

En cas de cession envisagée des parts des Sociétés Immobilières ou des immeubles détenus par celles-ci, les actionnaires majoritaires du Groupe CAFOM consentent à la Société CAFOM un droit de préemption portant sur les titres des Sociétés immobilières ou sur les immeubles dont la cession est projetée.

3) Modification par avenant des baux commerciaux

L'état des baux commerciaux présenté en § 4.7 du document de base permet de constater que tous les baux sont conclus pour une durée n'excédant pas 12 ans.

Les loyers du Groupe CAFOM sont indexés de manière triennale sur la base de l'indice INSEE du coût de la construction. Par ailleurs tous les loyers sont fixes.

Les actionnaires majoritaires du Groupe CAFOM, associés des Sociétés Immobilières s'engagent à modifier, par avenant avant le 15 janvier 2005, les clauses des baux en cours des sociétés énumérées ci-dessus relatives au renouvellement des baux pour y introduire un accord complet et irrévocable ainsi que les clauses relatives à la faculté pour le preneur de donner congé.

	Locataires
SCI LOCATION CARAIBES	SAS COMADI
SARL JALMAR	SAS MUSIQUE ET SON
SCI ACAJOU	SAS COMADI
SARL LOCATION GUADELOUPE	SAS LGD
SCI DU BELVEDERE	SAS LGD
SNC GOURBEYRE	SAS GDI
SCI LOCATION GUYANE	SAS LCD
SARL KATOURY	SAS KD
SNC IMMO PRES	SAS CAFOM DISTRIBUTION

3.1.1 Renouvellement des baux

Les bailleurs des Sociétés énumérées ci-dessus s'engagent à l'expiration de la durée du bail à renouveler irrévocablement les baux commerciaux si les Sociétés preneuses y consentent.

Le montant du loyer du bail renouvelé ne pourra excéder la variation de l'indice national trimestriel mesurant le coût de la construction publié par l'INSEE intervenu depuis la dernière révision triennale.

Les bailleurs renoncent expressément au bénéfice des articles 23-1 à 23-4 du décret du 30 septembre 1953 permettant au bailleur une revalorisation des loyers en cas de modification notable des éléments déterminant la valeur locative.

3.1.2 Faculté pour le Preneur de donner congé

Tous les baux du Groupe CAFOM prévoient la faculté pour le Preneur de mettre fin au bail à l'expiration de chaque période triennale à charge d'en avertir le bailleur au moins 6 mois à l'avance.

Les associés des Sociétés bailleuses énumérées ci-dessus s'engagent à modifier la clause ci-dessus de façon à permettre au Preneur de donner congé chaque année à charge d'en avertir le bailleur 6 mois à l'avance.

Les modifications des baux prises ci-dessus ne concernent pas les baux conclus par la SAS LBD avec la SCI TRIANGLE et la SA FLOREAL et ce, en raison de la détention d'une partie du capital de ces deux Sociétés par le Groupe RAVATE.

Dans ce contexte, le Groupe CAFOM souhaiterait dans l'avenir conserver la souplesse conférée par la politique de prise à bail des locaux commerciaux.

4.11 FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES

Les litiges faisant l'objet de provisions pour risques au 31 mars 2004 dans les comptes de la SAS CAFOM DISTRIBUTION concernent un litige Prud'homal et un litige relatif au paiement de droits de douane.

- **LITIGE PRUD'HOMAL :**

Le litige Prud'homal concerne un ancien cadre de la Société CAFOM DISTRIBUTION. L'ensemble des demandes du salarié (rappel de salaire, complément d'indemnités de congés payés et de préavis, indemnité de licenciement et dommages intérêts) s'élève à 367 515 euros.

Cette affaire sera appelée à l'audience du Bureau de jugement de la section encadrement du 26 janvier 2005. Selon l'avocat en charge du dossier, le risque de condamnation est très faible. Toutefois par mesure prudentielle, l'ensemble du montant a été provisionné au 31 mars 2004.

- **LITIGE DOUANE :**

Le litige avec le Service des Douanes concerne une contestation de l'application à la Société CAFOM du régime tarifaire préférentiel consenti par l'Union Européenne à la Hongrie. Le bénéfice de ce régime, qui prévoit une exemption de ce droit de douane, a été refusé à la société CAFOM suite à l'importation de téléviseurs entre le 6/01/1995 et le 16/05/1997.

Ce litige provisionné au 30 mars 2004 à hauteur de 79 313 euros devrait être résolu prochainement.

A la connaissance de la société CAFOM, il n'existe pas de risque non provisionné ou susceptible de l'être prochainement.

Il n'existe pas à la connaissance de la Société, de fait exceptionnel, litige ou arbitrage ayant eu dans un passé récent ou susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière, l'activité, le résultat et le patrimoine du Groupe CAFOM.

Chapitre 5

PATRIMOINE, SITUATION FINANCIERE ET RESULTATS

Le changement de dénomination sociale de l'émetteur et de la filiale CAFOM SAS étant intervenu postérieurement à la clôture des comptes du Groupe, l'ensemble des informations présentées dans le chapitre 5 retiennent les anciennes dénominations à savoir :

- **DISTRIFINANCE devenue aujourd'hui CAFOM, l'émetteur de la présente opération ;**
- **SAS CAFOM devenue CAFOM DISTRIBUTION.**

Conformément aux dispositions réglementaires, un recensement des principales incidences imputables au passage aux normes comptables IFRS a été réalisé; celles-ci devraient être relativement limitées. (cf annexe au document de base)

En effet, ce passage devrait avoir une incidence sur la présentation des comptes consolidés en ce qui concerne essentiellement :

- les amortissements des écarts d'acquisition ;
- l'évaluation des immobilisations incorporelles (emplacements commerciaux notamment) ;

Le Groupe utilise déjà les méthodes préférentielles pour ce qui concerne les immobilisations en crédit bail et les indemnités de départ en retraite

Le Groupe CAFOM n'a pas fait application par anticipation du règlement CRC 2002-10.

5.1 COMPTES CONSOLIDES AU 31 MARS 2004

5.1.1 COMPTES CONSOLIDES AU 31-03-2004 AVEC RAPPEL DES COMPTES CONSOLIDES AU 31-03-2003 ET 31-03-2002

5.1.1.1 BILAN CONSOLIDE AU 31 MARS 2004

ACTIF EN EUROS	31/03/2004			31/03/2003	31/03/2002
	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	VALEUR NETTE	VALEUR NETTE	VALEUR NETTE
Actif immobilisé					
Immobilisations incorporelles	12 870 975	306 943	12 564 032	12 662 681	12 576 961
Ecart d'acquisition	4 495 049	2 534 282	1 960 767	2 410 272	2 859 777
Immobilisations corporelles	14 422 700	8 990 424	5 432 275	5 131 503	5 203 978
Immobilisations financières	3 292 523		3 292 523	3 637 800	2 471 716
Total de l'actif immobilisé	35 081 247	11 831 649	23 249 597	23 842 256	23 112 431
Actif circulant					
Marchandises	39 417 480	1 115 402	38 302 078	31 496 818	29 139 750
Créances d'exploitation	15 750 712	3 290 086	12 460 625	11 219 935	12 814 993
Valeurs mobilières de placement	1 532 686		1 532 686	10 745	726 745
Disponibilités	1 669 945		1 669 945	38 719	3 843 116
Total de l'actif circulant	58 370 823	4 405 488	53 965 334	42 766 217	46 524 604
Comptes de régularisation actif	1 492 372		1 492 372	1 418 248	921 040
Ecart de conversion actif				67 615	
Total actif	94 944 442	16 237 137	78 707 303	68 094 337	70 558 075

PASSIF EN EUROS	31/03/2004	31/03/2003	31/03/2002
Capital	30 659 220	30 659 220	30 659 220
Réserve légale	691 369	573 562	464 588
Réserve spéciale des plus-values LT	15 651	15 651	
Autres réserves	3 910 080	4 808 030	6 526 801
Résultat net part du Groupe	4 484 104	2 881 358	2 857 241
Capitaux propres part du Groupe	39 760 424	38 937 821	40 532 216
Intérêts minoritaires	3 120 656	2 574 246	2 477 500
dont droit des tiers dans le résultat net	174 907	38 259	24 366
Total des capitaux propres	42 881 080	41 512 067	43 009 716
Provisions pour risques et charges	1 238 835	404 019	329 244
Dettes financières	12 370 795	4 922 039	10 040 323
Total dettes financières	12 370 795	4 922 039	10 040 323
Dettes d'exploitation	21 654 471	20 117 455	18 344 341
Dettes diverses	562 122	1 138 757	1 299 206
Total autres dettes	22 216 593	21 256 212	19 643 547
Total passif	78 707 303	68 094 337	70 558 075

5.1.1.2 COMPTE DE RESULTATS

COMPTE DE RESULTAT EN EUROS	31/03/04	31/03/03	31/03/02
Vente de marchandises hors taxes	127 719 677	115 455 776	115 776 413
Coût des marchandises vendues	87 143 426	80 619 410	82 354 766
Marge commerciale	40 576 251	34 836 366	33 421 647
Production vendue	4 323 358	4 887 693	4 399 835
Marge brute totale	44 899 609	39 724 059	37 821 482
Consommation en provenance des tiers	18 720 426	19 218 809	17 655 052
Impôts et taxes	1 537 472	1 214 676	1 412 052
Charges de personnel	15 580 545	13 439 950	12 987 076
Autres charges de gestion courante	1 966 682	1 925 540	1 923 927
Autres produits de gestion courante	- 2 073 830	- 2 639 754	- 2807 369
Résultat avant amortissements et provisions	9 168 314	6 564 838	6 650 744
Dotations nettes aux amortissements	1 594 309	1 236 265	1 192 724
Dotations nettes aux provisions	732 877	209 138	- 188 734
Résultat d'exploitation	6 841 128	5 119 435	5 646 754
Résultat financier	570 027	224 204	- 159 136
Résultat courant	7 411 145	5 343 639	5 487 618
Résultat exceptionnel	74 089	67 116	- 43 806
Participation des salariés	354 084	224 088	226 219
Impôts sur les résultats	2 022 644	1 817 544	1 886 478
Dotations aux amortissements des écarts d'acquis.	449 505	449 505	449 505
Résultat net des sociétés intégrées	4 659 011	2 919 618	2 881 610
Part revenant aux intérêts minoritaires	174 907	38 259	24 366
Résultat net – part du groupe	4 484 104	2 881 359	2 857 244
Résultat net ajusté par action en euros	2,23	1,43	1,42

Résultat net courant par action

	31/03/04	31/03/03	31/03/02
Nombre d'actions	2 011 113	2 011 113	2 011 113
Nombre d'actions ajusté	2 011 113	2 011 113	2 011 113
(Données en milliers d'euros)			
Résultat courant	7 411	5 344	5 488
Impôts	2 023	1 818	1 886
Résultat net part du Groupe	4 484	2 881	2 857
(Données ajustées par action en euros)			
Résultat courant	3,69	2,66	2,73
Résultat net part du Groupe	2,23	1,43	1,42
Dividende hors avoir fiscal	1,54	1,27	1,21

5.1.1.3 TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE

EN EUROS	31/03/04	31/03/03	31/03/02
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE			
Résultat net des sociétés intégrées	4 659 009	2 919 618	2 881 607
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité			
Amortissements et provisions	2 414 058	1 815 439	1 717 371
Plus-value de cession, nettes d'impôt	15 417	36 870	- 263 446
Marge brute d'autofinancement des entreprises intégrées	7 088 484	4 771 927	4 335 532
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	- 6 771 222	35 453	1 128 090
Flux net de trésorerie généré par l'activité	317 262	4 807 380	5 463 622
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions d'immobilisations	- 3 323 365	- 2 365 078	- 2 116 851
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôts	1 273 434 (*)	19 271	736 607
Incidence des variations de périmètre	405 976		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	- 1 643 955	- 2 345 807	- 1 380 244
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Dividendes versés aux actionnaires (de la société mère)	- 2 846 594	- 2 433 442	- 1 842 176
Emprunts souscrits	1 234 384	914 796	880 000
Remboursement d'emprunts	- 711 259	- 519 527	- 422 836
Compte courant			
Apports	579	644 731	
Remboursements	- 21 942		- 1 644 748
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	- 2 344 832	- 1 393 442	- 3 029 760
VARIATION DE TRESORERIE	- 3 671 525	1 068 131	1 053 618
Trésorerie d'ouverture	- 2 772 099	- 3 809 530	- 4 863 148
Trésorerie à la clôture	- 6 443 624	- 2 772 099	- 3 809 530

(*) Détail du solde des cessions :

- Cession d'immobilisations incorporelles	8 250 euros
- Cession d'immobilisations corporelles	223 229 euros
- Réduction des immobilisations financières :	
- Créance rattachée aux participations	938 748 euros
- Cession de titres de participation non consolidés	103 207 euros

TOTAL 1 273 434 euros

1- PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION ET MODALITES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés du groupe DISTRIFINANCES sont établis en conformité avec les principes comptables français définis par la loi du 3 janvier 1985 et le règlement 99-02 du Comité de Réglementation Comptable publié le 22 juin 1999.

Les principes comptables essentiels retenus dans le cadre de l'établissement de ces comptes sont décrits ci-après.

1 – 1 Méthodes de consolidation

Les comptes des sociétés placées directement ou indirectement sous le contrôle exclusif de la société mère DISTRIFINANCES sont consolidés par intégration globale.

Les comptes des sociétés, dans lesquelles le groupe exerce un contrôle conjoint, sont consolidés selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Les Sociétés dont la consolidation ne modifierait pas de façon significative les comptes du groupe DISTRIFINANCES ne sont pas consolidées.

Toutes les sociétés consolidées arrêtent leurs comptes au 31 mars.

1 – 2 Changement de principes comptables et de présentation des comptes

Depuis le 1^{er} avril 2003, DISTRIFINANCES a choisi d'appliquer la méthode préférentielle en matière d'engagements de retraite et avantages assimilés. Les principes de calcul de ces engagements sont conformes à la recommandation du CNC du 1^{er} avril 2003.

La provision correspondant à la méthode préférentielle calculée à l'ouverture de l'exercice du changement de méthode a été imputée en report à nouveau pour sa totalité soit 297 781 €.

1 – 3 Conversion des comptes de la filiale étrangère

Les comptes de la filiale étrangère sont établis dans la monnaie locale de son environnement économique, la devise fonctionnelle. Les éléments d'actif et passif, monétaires ou non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les produits et les charges sont convertis au cours de change moyen de la période.

1 – 4 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont portées à l'actif à leur prix d'acquisition ou à leur valeur d'apport et représentent :

- La valeur du droit d'entrée du Centre commercial MILENIS (Guadeloupe)
- La valeur du droit au bail du magasin sis à la Réunion (Saint Denis)
- La valeur des emplacements commerciaux

Cette valeur résulte d'affectation en immobilisations incorporelles d'écarts de première consolidation. Les emplacements commerciaux bénéficient de la propriété commerciale et ne sont pas amortis en raison de leur valeur d'utilité et de l'augmentation régulière de leur valeur de marché. La valeur des emplacements commerciaux telle qu'elle figure dans les comptes consolidés a été déterminée selon des critères prenant en compte la notion de chiffre d'affaires. Cette méthode appliquée au 31 mars 2004 aurait conduit à retenir un montant de 18 760 000 €, supérieur à celui figurant à l'actif.

1 – 5 Ecart d'acquisition

Ce poste enregistre l'écart consécutif à l'apport des titres de la société CAFOM à la société DISTRIFINANCES.

Compte tenu de la spécificité de l'activité de la société CAFOM, Centrale d'achats du groupe, la valeur du goodwill de la société CAFOM a été affectée en écart d'acquisition.

L'écart d'acquisition est amorti linéairement sur une période de 10 ans.

1 – 6 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan consolidé à leur coût d'acquisition.

Les biens acquis au moyen de contrats de crédit-bail sont enregistrés en immobilisations pour leur valeur stipulée au contrat de crédit bail et corrélativement, la dette financière qui en résulte est inscrite au passif.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la durée de vie estimée des immobilisations selon les méthodes suivantes :

- | | | |
|---|-------------|-----------------------|
| • Constructions et agencements | 10 à 20 ans | linéaire |
| • Installations techniques, matériel et outillage | 2 à 5 ans | linéaire ou dégressif |
| • Matériel de bureau et informatique | 4 à 5 ans | linéaire ou dégressif |

1 – 7 Immobilisations financières

Les titres de participation non consolidés sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la quote-part de capitaux propres détenue dans les sociétés concernées devient inférieure au coût historique d'acquisition.

Les prêts consentis sont inscrits au bilan à leur coût historique; ils sont éventuellement dépréciés en fonction du risque de non recouvrement.

1 – 8 Stock de marchandises

Les stocks de marchandises sont valorisés à leur coût d'achat augmenté des frais d'approche (frais de transport, droits de douane).

Des dépréciations sont éventuellement constatées en fonction des perspectives de vente, des évolutions technologiques et plus généralement du risque lié à l'obsolescence ainsi que du taux de rotation des stocks.

1 – 9 Créances Clients et autres créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque leur valeur d'inventaire, basée sur la probabilité de leur recouvrement, est inférieure à la valeur comptabilisée.

1 – 10 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement et créances assimilées (parts de Fonds Communs de Placement, SICAV de Trésorerie...) sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constatée lorsque leur valeur d'acquisition est supérieure à leur valeur de marché.

Les parts de fonds communs de placement, SICAV de Trésorerie et valeurs assimilées sont évaluées à leur valeur liquidative au 31 mars 2004.

1 – 11 Fiscalité différée

Les différences temporaires répétitives entre le résultat comptable et le résultat fiscal ont fait l'objet d'un retraitement conformément aux dispositions réglementaires en vigueur le 1^{er} janvier 2000 (Règlement CRC n° 99-02).

Les différences temporaires donnent lieu à la constatation d'impôt différé.

1 – 12 Comptabilisation des produits

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe inclut à la fois les ventes au détail réalisées dans le cadre des magasins du Groupe et les ventes dites « de gros » à des distributeurs ou à des magasins extérieurs au Groupe.

Les ventes au détail proviennent essentiellement des activités Meubles, Electroménager, Hifi.

Ces ventes sont comptabilisées lors de l'achat par la clientèle.

Les ventes dites « de gros » sont comptabilisées lors du transfert de propriété, c'est à dire lors de l'expédition.

Frais d'expédition et de livraisons refacturés

Les frais d'expédition et de livraison refacturés aux clients sont inclus dans le chiffre d'affaires, les charges correspondantes étant comptabilisées en charges commerciales.

2 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION ET COMPARABILITE DES COMPTES

Au cours de l'exercice 2003-2004, le périmètre de consolidation a évolué de la manière suivante :

- La société COMMERCIAL DO BRAZIL a été consolidée selon la méthode de l'intégration globale,
- La société CAG XYOR GUADELOUPE a été consolidée selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Aucune sortie de périmètre n'a été enregistrée.

La liste des sociétés retenues dans le périmètre de consolidation est présentée en note 1.

3 - NOTES SUR LES PRINCIPAUX POSTES DE BILAN

3 – 1 Immobilisations incorporelles

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Valeur brute 31/03/2003	Variations de périmètre	Augmentation	Diminution	Valeur brute 31/03/2004
Immobilisations incorporelles					
Droit d'entrée	36 624	-	-	-	36 624
Droit au bail	554 305	-	-	-	554 305
Logiciels	268 106	5 543	34 298	8 250	299 696
Emplacements commerciaux	11 980 350	-	-	-	11 980 350
		-			
Valeurs brutes	12 839 385	5 543	34 298	8 250	12 870 975
Ecart d'acquisition	4 495 049	-	-	-	4 495 049

AMORTISSEMENTS	Montant initial 31/03/2003	Variations de périmètre	Augmentation	Diminution	Montant cumulé 31/03/2004
Immobilisations incorporelles	176 705	1 427	137 061	8 250	306 943
Ecart d'acquisition	2 084 777	-	449 505	-	2 534 282
Total Amortissements	2 261 482	1 427	586 566	8 250	2 841 225

VALEURS NETTES	31/03/2003	31/03/2004
Immobilisations incorporelles	12 662 680	12 564 032
Ecart d'acquisition	2 410 272	1 960 767

3 – 2 Immobilisations corporelles

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Valeur brute 31/03/2003	Variations de périmètre	Augmentation	Diminution	Valeur brute 31/03/2004
Terrains	1 208 879	19 997	-	-	1 228 876
Constructions et agencements	2 990 263	143 159	96 407	-	3 229 829
Installation tech mat et out Industriels	814 292	19 646	563 594	21 190	1 376 342
Autres immobilisations corporelles	7 085 396	84 151	1 484 078	152 498	8 501 127
Avances et immob encours	71 218	210	64 638	49 541	86 525
Valeurs brutes	12 170 048	267 163	2 208 717	223 229	14 422 699
dont immobilisations en crédit bail	-				1 139 411

AMORTISSEMENTS	Montant initial 31/03/2003	Variations de périmètre	Augmentation	Diminution	Montant cumulé 31/03/2004
Terrains	51 476		13 714	-	65 190
Constructions et agencements	1 782 197	11 870	281 844	-	2 075 911
Installation tech mat et out Industriels	624 045	4 747	456 381	6 003	1 079 170
Autres immobilisations corporelles	4 580 828	27 231	1 254 867	92 775	5 770 151
Total Amortissements	7 038 546	43 848	2 006 805	98 778	8 990 422
dont immobilisations en crédit bail	-				779 713

Les amortissements antérieurs sur crédit bail sont intégrés dans les augmentations.

VALEURS NETTES	31/03/2003	31/03/2004
Immobilisations corporelles	5 131 502	5 432 277
BIENS FINANCES EN CREDIT BAIL INCLUS DANS LES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Valeur 31.03.04	Valeur 31.03.03
Matériel et outillage	434 617	-
Matériel de transport	511 512	-
Matériel informatique	193 282	-
Amortissements	779 713	-
TOTAL NET	359 698	-

3 – 3 Immobilisations financières

IMMOBILISATIONS FINANCIERES	Montant initial	Variations de périmètre	Augmentation	Diminution	Valeur brute 31.03.04
Titres de participation non consolidés	1 044 337	- 748 872	-	103 207	192 258
Créances sur participations	1 513 094	-	18 537	938 748	592 884
Autres titres immobilisés	19 795		546		20 341
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille			1 000 004		1 000 004
Prêts	31 525	70 200	5 147	-	106 872
Dépôts et cautionnements	1 324 048	-	56 116	-	1 380 164
Valeur brute	3 932 799	- 678 672	1 080 350	1 041 955	3 292 522
PROVISIONS	Au 31/03/2003	Variations de périmètre	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Au 31/03/2004
Provision titres de participation non consolidés	294 999	70 128	-	224 871	-
Immobilisations financières nettes	3 637 800				3 292 522

Titres de participation non consolidés

	Valeur 31/03/04	Valeur 31/03/03	Variations de périmètre	Variations 2004 / 2003	Capitaux propres 31/03/04	Résultat 31/03/04
SAS CAG XYOR GUADELOUPE	-	350 633	- 350 633	-	1 078 869	296 057
SAS INTERCOM	173 444	173 444	-	-	57 244	5 734
SARL ICS	7 607	7 607	-	-	-	-
SARL VALLEE DE SEINE	-	11 434	-	- 11 434	-	-
SARL GUYANE MATELAS	-	91 469		- 91 469	-	-
SARL DISTRISERVICE	7 990	7 990	-	-	18 195	7 758
COMMERCIAL EUROPEA DO BRAZIL	-	398 239	- 398 239	-	829 257	15 435
DIVERS	3 217	3 521	-	- 304	-	-
Total	192 258	1 044 337	- 748 872	-103 207		

Titres d'autocontrôle :

Le groupe ne détient aucun titre d'autocontrôle

3 – 4 Stocks

Au 31 mars 2004, les stocks se répartissent de la façon suivante :

STOCKS	31/03/2004	31/03/2003
Marchandises	39 417 480	32 560 039
Provision pour dépréciation	1 115 402	1 063 220
Valeur nette	38 302 078	31 496 819

3 – 5 Créances

Les créances sont essentiellement à moins d'un an et se décomposent comme suit :

CREANCES	31/03/2004	31/03/2003
Clients	13 033 896	11 730 744
Créances sociales et fiscales	1 812 047	1 739 729
Fournisseurs	264 821	491 113
Comptes courants d'associés	420 205	123 417
Débiteurs divers	219 742	103 351
Total	15 750 711	14 188 354
Provision pour dépréciation Clients	3 290 086	2 968 418
Valeur nette	12 460 625	11 219 936

3 – 6 Variation des capitaux propres

	Capital	Réserves consolidées	Résultats de l'exercice	Total capitaux propres
Au 31 mars 2003	30 659 220	7 933 230	2 919 618	41 512 069
Passage du résultat en réserve		2 919 618	(2 919 618)	-
Résultat consolidé de l'exercice			4 659 009	
Distribution effectuée par l'entreprise consolidante		(2 554 112)		
Changements de méthode comptable sur les engagements de retraite et avantages assimilés		(297 781)		
Autres mouvements		(23 470)		
Entrée dans le périmètre de Consolidation		(414 634)		
Au 31 mars 2004	30 659 220	7 562 851	4 659 009	42 881 080

3 – 7 Provisions pour risques et charges

PROVISIONS	31/03/2004	31/03/2003
Provision pour litiges (1)	456 808	164 238
Provision pour garanties	194 504	172 148
Provision pour pertes de change	-	67 634
Provision pour indemnités de retraite (2)	587 523	-
Total provisions pour risques et charges	1 238 835	404 020

(1) Les provisions pour litiges concernent exclusivement des prud'hommes. Il n'existe pas à notre connaissance de fait ou de litige qui pourrait affecter de manière significative les résultats, la situation financière ou le patrimoine du groupe.

(2) La provision pour indemnités de retraite est déterminée en fonction des conventions collectives applicables aux sociétés françaises du groupe, d'hypothèse de progression des salaires, d'inflation, d'espérance de vie, de rotation des effectifs. Le départ à la retraite peut avoir lieu à l'initiative du salarié à partir de 60 ans ou par mise à la retraite à 65 ans à l'initiative de l'employeur. Devant l'impossibilité de prévoir la décision des salariés, le montant retenu est égal à la moyenne des deux hypothèses.

3 – 8 Echéances des emprunts et dettes à la clôture de l'exercice

ETAT DES DETTES	31/03/2004	< 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts & dettes bancaires	2 123 346	648 198	814 945	660 203
Emprunts contrat de Crédit Bail	446 182	270 603	175 578	-
Concours bancaires	9 646 255	9 646 255	-	-
Dettes financières diverses*	155 013	155 013	-	-
Dettes fournisseurs	17 295 423	17 295 423	-	-
Dettes fiscales & sociales	4 359 050	4 359 050	-	-
Autres dettes	562 122	562 122	-	-
Total	34 587 391	32 936 664	990 523	660 203

* Les dettes financières diverses correspondent essentiellement à des comptes courants.

4 - NOTES SUR LES PRINCIPAUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT **(en milliers d'euros)**

4 – 1 Résultat financier

	31.03.2004	31.03.2003
Produits financiers		
Produits financiers	1 508 776	966 136
Charges financières		
Charges financières sur crédit bail	-29 368	-
Intérêts et charges assimilés	-909 381	-741 932
Total	570 027	224 204

4 - 2 Analyse du résultat exceptionnel

	Charges	Produits
Produits et charges exceptionnels		
Sur opérations de gestion	41 493	63 366
Produits et charges exceptionnels sur opérations en capital	138 618	123 200
Divers		
Reprise sur provisions et transferts de charges	-	67 634
Dotation exceptionnelle sur amortissement (1)	449 505	-
Total	629 616	254 200

(1) Dotation aux amortissements de l'écart d'acquisition *

4 - 3 Impôt sur les bénéfices

DISTRIFINANCES bénéficie du régime de l'intégration fiscale, ce pour les sociétés françaises détenues à plus de 95 %.

- Ventilation de la charge d'impôt

	31/03/2004	31/03/2003
Impôts exigibles	2 265 405	2 131 651
Impôts différés de la période	- 242 761	- 314 107
Total	2 022 644	1 817 544

- Impôts différés

	31/03/2004	31/03/2003
Impôt différé actif	-587 407	-314 107
Impôt différé passif	344 646	
Impôt différé net	242 761	-314 107

4 - 4 Analyse des décalages fiscaux et des retraitements de consolidation

	31/03/2004	31/03/2003
Impôt figurant dans les comptes sociaux	2 265 405	2 131 651
Impôt né de la fiscalité différée	-242 761	-314 107
Impôt sur les résultats	2 022 644	1 817 544
Résultat avant impôt des sociétés intégrées	6 681 653	4 737 162
Charge d'impôt théorique	2 367 309	1 678 376
Impact des différences définitives	-344 664	139 168
Charge d'impôt réelle	2 022 644	1 817 544

* La dotation aux amortissements de l'écart d'acquisition est présentée au compte de résultat (§5.1.1.2) sur une ligne distincte et n'aurait pas dû être reprise dans l'analyse du résultat exceptionnel.

4 - 5 Répartition de l'effectif au 31 mars 2004

	31/03/2004	31/03/2003
Cadres	32	33
Agents de maîtrise	41	41
Employés	294	253
Total	367	327

4 - 6 Rémunération des organes de direction

	31.03.2004	31.03.2003
Rémunération versée aux membres du Conseil d'Administration	590 497	599 390

Il n'existe pas de plan d'intéressement au capital sous forme de stock options au profit des organes de Direction et d'Administration.

5 - AUTRES INFORMATIONS

5 - 1 Engagements hors bilan

	31.03.2004	31.03.2003
Engagements donnés		
Cautions et garanties données	1 562 245	762 245
Capital restant dû sur crédit bail	446 182	543 542
Sûretés réelles accordées	-	-
Intérêts sur emprunts	434 029	182 259
Total	2 522 456	1 488 046
Engagements reçus		
Engagement de rachat des Titres BORA BORA LAGOON RESORT par la société CIPRIANI	1 000 004	-
Total	1 000 004	-

5 - 2 Instruments financiers à terme

Le groupe n'a souscrit à aucun instrument financier à terme.

5 - 3 Chiffre d'Affaires par secteur :

	Meubles	Hifi	Electro ménager	Libre services	Vente en gros	Divers	Total 31/03/04
Total 31/03/04	42 418	17 885	33 713	20 450	6 118	7 136	127 720
Total 31/03/03	39 595	18 019	31 391	19 284	1 060	6 106	115 455
Total 31/03/02	38 976	17 501	30 407	18 900	2 089	7 903	115 776

Le chiffre d'affaires Grande Distribution (enseigne BUT) représente environ 95 % du chiffre d'affaires consolidé.

5 - 4 Chiffre d'Affaires par zone géographique :

	Martinique	Guadeloupe	Réunion	Guyane	Total DOM	Métropole	Brésil	Total général
Total 31/03/04	38 865	34 135	30 507	18 009	121 516	3 451	2 753	127 720
Total 31/03/03	36 217	31 160	28 894	18 138	114 409	1 046		115 455
Total 31/03/02	34 926	29 912	29 953	18 882	113 673	2 103		115 776

5 - 5 Informations sectorielles bilantielles :

**Actif Immobilisé par zone géographique
hors écart acquisition et hors fonds de commerce**

Entités Juridiques et Filiales	31/03/04	31/03/03
METROPOLE	686 106	397 635
GADELOUPE	2 824 683	2 309 644
MARTINIQUE	4 267 387	3 882 888
GUYANE	1 770 339	1 541 105
LA REUNION	4 607 022	4 038 776
BRESIL	267 163	-
TOTAL	14 422 700	12 170 048

Ecart d'acquisition (valeur nette)

Entités Juridiques et Filiales	31/03/04	31/03/03
CAFOM	1 960 767	2 410 272

Emplacements commerciaux (valeur brute)

Entités Juridiques	31/03/04	31/03/03
COMADI	3 987 421	3 987 421
LA GUADELOUPEENE DE DISTRIBUTION	1 927 970	1 927 970
GOURBEYRE DISTRIBUTION	938 840	938 840
LA CAYENNAISE DE DISTRIBUTION	1 530 130	1 530 130
KATOURY DISTRIBUTION	658 600	658 600
LA BOURBONNAISE DE DISTRIBUTION	2 937 389	2 937 389
TOTAL	11 980 350	11 980 350
Valeur totale actualisée calculée selon la même méthode	18 760 000	

NOTE 1 : LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES AU 31 MARS 2004

	POURCENTAGE		POURCENTAGE		METHODE DE
	Intérêts	Intérêts	Contrôle	Contrôle	CONSOLIDATION
	31/03/04	31/03/03	31/03/04	31/03/03	
SA DISTRIFINANCE – Société Mère					
Au Capital de 30.656.220					
N° Siren : 422 323 303	100%	100%	100%	100%	IG
9/11, rue Jacquard					
93315 – LE PRE SAINT GERVAIS					
SAS CAFOM	99%	99%	99%	99%	IG
Au Capital de 577.600					
N° Siren : 377 810 501					
9/11, rue Jacquard					
93315 – LE PRE SAINT GERVAIS					
SAS COMADI	99,88%	99,88%	99,88%	99,88%	IG
Au Capital de 76.000					
N° Siren : 331 647 602					
ZI Les Mangles – Acajou					
97232 – LE LAMENTIN					
SAS LA GUADELOUPEENNE	99,96%	99,96%	99,96%	99,96%	IG
DE DISTRIBUTION					
Au Capital de 150.000					
N° Siren : 339 905 069					
ZA La Jaille					
97122 – BAIE MAHAULT					
SAS GOURBEYRE	99,88%	99,88%	99,88%	99,88%	IG
DISTRIBUTION					
Au Capital de 38.000					
N° Siren : 339 232 426					
ZA de Valkanaers					
97123- GOURBEYRE					

SAS LA CAYENNAISE DE DISTRIBUTION Au Capital de 106.000 N° Siren : 338 288 251 ZI de Collery – Route de la Madeleine 97300 – CAYENNE	97,43%	97,43%	97,43%	97,43%	IG
SAS KATOURY DISTRIBUTION Au Capital de 228.600 N° Siren : 384 914 909 Centre Commercial La Rocade 97300 - CAYENNE	100%	100%	100%	100%	IG
SAS LA BOURBONNAISE DE DISTRIBUTION (1) Au Capital de 1.829.388 N° Siren : 380 973 867 Le Triangle SAVANAH 97460 - SAINT – PAUL	50,98%	50,98%	50,98%	50,98%	IG
SA COMMERCIAL EUROPEA DO BRASIL LTDA (1) Au capital de 3.103.977 Av. Dos Imigrantes, 1400 – B.Brasilia 89290-000 – SAO BENTO DO SUL - SC - BRAZIL	90%	90%	90%	90%	IG
SAS CAG XYOR GUADELOUPE Au Capital de 45 735 N° Siren : 339 063 125 Route des Abymes 97139 ABYMES	26%	26%	26%	26%	IP

(1) : Sociétés filiales de la SAS CAFOM.

NOTES COMPLEMENTAIRES AUX ANNEXES

1 - VARIATION DE PERIMETRE LIE A LA SOCIETE COMMERCIAL DO BRAZIL

La colonne « Variations de Périmètre » apparaissant aux paragraphes 3-1, 3-2 et 3-3 de l'annexe aux Comptes consolidés au 31 mars 2004, fait ressortir les variations consécutives à l'intégration de la Société COMMERCIAL DO BRAZIL dans le périmètre de consolidation au 31 mars 2004.

2 – VARIATION DE PERIMETRE LIE CAG XYOR GUADELOUPE

La Société Centrale d'Achats Guadeloupéenne (CAG XYOR GUADELOUPE) détenue à 26 % par la SAS CAFOM DISTRIBUTION a été consolidée au 31 mars 2004 selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Les titres de la Société Centrale d'Achats Guadeloupéenne ayant été cédés par la Société CAFOM DISTRIBUTION en novembre 2004, les conséquences financières de cette cession ont été intégrées dans les comptes Pro forma au 31 mars 2004.

3 – ECART D'ACQUISITION

La comptabilisation au 31 mars 1999 de l'écart d'acquisition constaté lors de l'apport des titres de la société CAFOM DISTRIBUTION à la société CAFOM (anciennement DISTRIFINANCE) résulte du traité d'apport des titres intervenu à cette date.

Au 31 mars 1999, la durée estimée du retour sur investissement de la Centrale d'achats CAFOM a été fixée à 10 ans.

4 – RESULTAT FINANCIER

Les produits financiers correspondent à des revenus des titres immobilisés, des revenus des prêts, à des escomptes obtenus ainsi qu'à des gains de change.

Les charges financières correspondent aux intérêts sur emprunts ainsi qu'aux agios bancaires. Le résultat financier consolidé au 31-03-2004 enregistre une variation positive de 345 823 euros ce décomposant comme suit

- Reprise sur provision pour dépréciation des titres de participation	294 999 €
- Centrale d'Achat Guadeloupéenne.....	203 530 €
- Guyane Matelas.....	91 469 €
- Charges sur cession de titres de participation	- 91 469 €
- Augmentation des produits financiers	43 376 €
- Augmentation des gains de change	5 525 €
- Diminution des charges financières	93 392 €
	<hr/>
TOTAL	345 823 (1)

(1) Source : comptes consolidés

5– RESULTAT EXEPTIONNEL

La dotation aux amortissements de l'écart d'acquisition est présentée au compte de résultat (§5.1.1.2) sur une ligne distincte et n'aurait pas dû être reprise dans l'analyse du résultat exceptionnel.

La dotation aux amortissements de l'écart d'acquisition a été calculée au taux de 10 %.

6 – LES STOCKS

		31/03/2003		Dotations		Reprises				31/03/2004
		Exploit.	Except.	Exploitation		Exceptionnelle				
				Utilisées	Non utilisées	Utilisées	Non utilisées			
Provisions pour Dépréciation des stocks	1 063 220	773 717		- 721 536					1 115 402	

5.1.2 Rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés - Exercice clos le 31 mars 2004

Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société DISTRIFINANCES relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2004, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères, et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

II – Observations et justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L 225.235 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, introduites par la loi de sécurité financière du 1^{er} août 2003 et applicables pour la première fois à cet exercice, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

I – Changement de méthodes comptables

Votre société expose dans les notes 1-2 et 3-7 de l'annexe aux comptes consolidés le changement de méthode résultant de l'application pour la première fois de la méthode préférentielle en matière d'indemnités de départ en retraite en application des hypothèses actuarielles qu'elle indique. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous nous sommes assurés de la correcte prise en compte de ces changements et de la présentation qui en a été faite.

2 – Estimations comptables

La valorisation des emplacements commerciaux et des écarts d'acquisition est réalisée selon la méthode décrite dans la note 1-3 de l'annexe.3 Nous avons apprécié le bien fondé de la méthodologie mise en œuvre basée sur un ensemble d'estimations et examiné les données et hypothèses utilisées par le groupe pour réaliser ces évaluations. Nous avons, sur ces bases, procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion sans réserve, exprimée dans la première partie de notre rapport.

III - Vérifications spécifiques

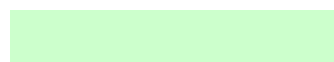
Par ailleurs, nous avons également procédé conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris, le 30 août 2004

FRANCE AUDIT COMPTABLE
Sylvain UZAN
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie
Régionale de Paris

CONCEPT AUDIT & ASSOCIES
Laurence LE BOUCHER
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie
Régionale de Paris



5.2 COMPTES SOCIAUX AU 31 MARS 2004

5.2.1 COMPTES SOCIAUX AU 31-03-2004 AVEC RAPPEL DES COMPTES AU 31-03-2003 ET 31-03-2002

5.2.1.1 BILAN

ACTIF EN EUROS	BRUT	31/03/2004 AMORT. PROV.	NET	31/03/2003 NET	31/03/2002 NET
Immobilisations incorporelles					
Frais de recherche et développement					
Concessions, brevets et droits similaires	7 287	1 951	5 336	5 336	5 824
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Install.techn, mat. et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles					
Immobilisations en cours					
Immobilisations financières					
Autres participations	37 030 939		37 030 939	36 030 935	35 850 280
Créances rattachées à des participations	279 082		279 082	361 208	403 567
Autres titres immobilisés					
Prêts	13 011		13 011	3 811	3 811
Autres immobilisations financières					
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	37 330 319	1 951	37 328 368	36 401 290	36 263 482
Stocks et en-cours					
Matières premières, approvisionnements					
En cours de production de biens					
En cours de production de services					
Marchandises					
Avances et acomptes versés/commandes					
Créances					
Clients et comptes rattachés	919 483		919 483	910 933	757 021
Autres créances	3 024 376		3 024 376	2 666 457	3 620 240
Divers					
Valeurs mobilières de placement	1 014 143		1 014 143		
Disponibilités	51		51		
Charges constatées d'avance					
TOTAL ACTIF CIRCULANT	4 958 052		4 958 052	3 577 390	4 377 262
Charges à répartir sur plusieurs exercices					
Ecart de conversion actif					
TOTAL GENERAL	42 288 372	1 951	42 286 420	39 978 680	40 640 743

PASSIF EN EUROS	31/03/2004	31/03/2003	31/03/2002
Capital social	30 659 220	30 659 220	30 659 220
Primes d'émission, de fusion, d'apport...			
Réserve légale	691 369	573 562	464 587
Autres réserves			
Réserves réglementées	15 651	15 651	15 651
Report à nouveau	4 539 983	4 855 767	5 218 681
Résultat de l'exercice	4 080 647	2 356 135	2 179 503
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
TOTAL CAPITAUX PROPRES	39 986 870	38 460 335	38 537 642
Autres fonds propres			
Avances conditionnées			
TOTAL			
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
TOTAL			
Dettes et charges			
Emprunts et dettes auprès des éta de crédit	194 424	82 058	641 011
Emprunts et dettes financières diverses	1 571 694	823 354	729 550
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs, comptes rattachés	61 033	71 885	36 621
Dettes fiscales et sociales	412 340	231 790	400 750
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	60 061	309 258	295 167
Produits constatés d'avance			
TOTAL	2 299 551	1 518 345	2 103 101
Ecart de conversion passif			
TOTAL GENERAL	42 286 420	39 978 680	40 640 743

5.2.1.2 COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT		31/03/2004	31/03/2003	31/03/2002
EN EUROS	FRANCE	EXPORT	TOTAL	TOTAL
Vente de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	1 051 994		1 051 994	1 001 705
Chiffre d'affaires	1 051 994	0	1 051 994	1 001 705
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions et transfert de charges			8 837	
Autres produits			13 418	1 821
Total produits d'exploitation			1 065 412	1 010 542
Achat de marchandises				
Variation de stock				
Achat de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes			133 060	173 986
Impôts, taxes et versements assimilés			8 588	9 200
Salaires et traitements			436 328	518 667
Charges sociales			250 041	269 578
Dotations aux amortissements sur immobilisations				488
Dotations aux provisions sur actif circulant				
Dotations aux provisions pour risques et charges :				
Autres charges				258
Total charges d'exploitation			828 017	972 177
Résultat d'exploitation			237 395	38 365
Produits financiers de participations			3 556 000	2 300 000
Produits des autres valeurs mobilières			11 408	13 761
Autres intérêts et produits assimilés			111 637	124 263
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions VMP				
Produits financiers			3 679 044	2 438 025
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilés			19 284	33 969
Différence négative de change				
Charges nettes sur cessions VMP				
Charges financières			19 284	33 969
Résultat financier			3 659 760	2 404 056
Résultat courant avant impôt			3 897 156	2 442 421
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Produits exceptionnels			0	0
Sur opérations de gestion			280	1 057
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements et provisions				
Charges exceptionnelles			280	1 057
Résultat exceptionnel			-280	-1 057
Participation des salariés				
Impôt sur les bénéfices			-183 771	85 229
Résultat net Groupe			4 080 647	2 356 135

5.2.1.3 ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX CLOS LE 31 MARS 2004

1 - RÈGLES ET METHODES COMPTABLES

1.1 Principes comptables

Les comptes annuels sont présentés selon les dispositions de la loi du 30 avril 1983, du décret du 29 novembre 1983 et du plan comptable général. Les conventions comptables sont appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables,
- indépendance des exercices.

1.2 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles représentent la valeur des licences et marques non amortis.

1.3 Titres de participations et autres titres immobilisés

- Titres de participation

La valeur brute des titres de participation correspond à la valeur d'apport des titres.

- Autres titres immobilisés

Ils figurent au bilan pour leur valeur de souscription

2 – NOTE SUR LES PRINCIPAUX POSTES DU BILAN

2.1 Etat de l'actif immobilisé

RUBRIQUES	VALEUR BRUTE DEBUT DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	VALEUR BRUTE FIN D'EXERCICE
Immobilisations incorporelles	7 287			7 287
Immobilisations Financières	36 395 954	1 009 204	82 126	37 323 032
TOTAL	36 403 241	1 009 204	82 126	37 330 319

2.2 Etat des amortissements

RUBRIQUES	AMORTISSEMENTS DEBUT DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS DES DOTATIONS	DIMINUTIONS, CESSIONS	AMORTISSEMENTS FIN D'EXERCICE
Immobilisations incorporelles	1 951	-	-	1 951
TOTAL	1 951	-	-	1 951

2.3 Etat des créances

ETAT DES CREANCES	MONTANT	DEGRE DE LIQUIDITE	
	BRUT	MOINS D'UN AN	PLUS D'UN AN
Créances rattachées à des participations	276 456	-	276 456
Intérêts courus sur créances	2 626	-	2 626
Prêts au personnel	13 011	-	13 011
Total des créances de l'actif immobilisé	292 093	-	292 093
Clients	919 483	919 483	-
Autres créances	3 024 376	3 024 376	-
Total des créances de l'actif circulant	3 943 859	3 943 859	-
TOTAL	4 235 952	3 943 859	292 093

2.4 Evolution des capitaux propres

Situation nette au 31 mars 2003	36 104 200
Bénéfices exercice 2002-2003	2 356 135
Capitaux propres au 31 mars 2003	38 460 335
Distribution de dividendes	- 2554 113
Bénéfices exercice 2003-2004	4 080 646
Capitaux propres au 31 mars 2004	39 986 870

2.5 Composition du capital social

Le capital est composé de 2 011 113 actions de 15,24 euros de nominal. A la clôture de l'exercice, le montant du capital social s'élève à 30 659 220 euros.

2.6 Etat des dettes

ETAT DES DETTES	MONTANT	DEGRE DE LIQUIDITE		
	BRUT	UN AN AU PLUS	1 A 5 ANS	PLUS DE 5 ANS
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	194 424	194 424		
Emprunts et dettes financières divers	1 571 694	911 491	-	660 203
Total des dettes financières	1 766 118	1 105 915		660 203
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	61 033	61 033		
Dettes fiscales et sociales	412 340	412 340		
Autres dettes	60 061	60 061	-	
Total général	2 299 552	1 639 349		660 203

Charges à payer rattachées aux postes de dettes

POSTES DE BILAN OU SONT INCLUSES DES CHARGES A PAYER	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	21 686
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14 113
Dettes fiscales et sociales	50 905
Total	86 705

3 – NOTE SUR LES PRINCIPAUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

3.1 Ventilation du chiffre d'affaires

	31-03-2004	31-03-2003
Prestations de services	1 051 994	1 001 705

3.2 Profits sur exercices précédents

Le résultat d'exploitation comprend des différences de règlement s'élevant à 13 418 euros provenant des exercices précédents.

3.3 Résultat financier

Les produits financiers de participations correspondent aux dividendes perçus de :

	31-03-2004	31-03-2003
SAS CAFOM	1 406 000	1 000 000
SAS COMADI	1 400 000	1 300 000
SAS LGD	750 000	-
TOTAL	3 556 000	2 300 000

3.4 Résultat exceptionnel

	31-03-2004	31-03-2003
Charges exceptionnelles		
- sur opération de gestion	280	1 057
TOTAL	280	1 057
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-280	-1 057

3.5 Calcul de l'impôt sur les bénéfices

RÉSULTAT IMPOSABLE	
Résultat comptable	4 080 647
Réintégration	4 859
Déductions	- 1 001 082
Dividendes	- 3 556 000
Quote-part de frais et charges sur dividendes	177 800
Gain d'IS Intégration fiscale	- 183 771
Base imposable sur résultat comptable	- 477 547

La société DISTRIFINANCES bénéficie du régime de l'intégration fiscale défini par la loi du 31 décembre 1987.

3.6 Accroissement et allègement de la dette future d'impôt

NATURE DES DIFFÉRENCES TEMPORAIRES	MONTANT
Accroissement de la dette future d'impôt	-
Allègement de la dette future d'impôt	156

4 – AUTRES INFORMATIONS

4.1 Engagements hors-bilan

	31-03-2004	31-03-2003
Engagements reçus	1 000 004	-
Engagement de rachat de titres BORA BORA LAGOON RESORT par la société CIPRIANI	1 000 004	
Engagements donnés	1 139 803	-
Intérêts sur emprunts	339 803	
Cautions filiales	800 000	

4.2 Comptes consolidés

Les comptes de la SA DISTRIFINANCES, société mère et de ses filiales sont consolidés.

4.3 Postes du bilan concernant les sociétés du groupe

	31-03-2004	31-03-2003
Actif		
Participations	36 030 935	36 030 935
Clients	843 753	815 125
Autres créances	2 171 800	2 571 409
Passif		
Emprunts et dettes financières divers	1 571 694	823 354

4.4 Titres immobilisés

	NOMBRE D' ACTIONS	% DETENU	VALEUR BRUTE	VALEUR NETTE
A. Participations				
SAS CAFOM	37 617	99%	10 667 346	10 667 346
SAS COMADI	4 993	100%	12 488 319	12 488 319
SAS LGD	9 995	100%	6 401 578	6 401 578
SAS LCD	6 818	97%	4 268 572	4 268 572
SAS GDI	2 494	100%	1 027 796	1 027 796
SAS KATOURY	26 847	100%	1 003 880	1 003 880
SAS INTERCOM	1 499	99%	173 444	173 444
TOTAL			36 030 935	36 030 935
B. Autres titres immobilisés				
SAS BORA BORA LAGOON RESORT	183 588	5,35%	1 000 004	1 000 004
TOTAL			37 030 939	37 030 939

Au cours de l'exercice 2003-2004, la société DISTRIFINANCES a souscrit à une augmentation de capital de la SAS BORA BORA LAGOON RESORT à hauteur de 1 000 004 euros.

En contrepartie, DISTRIFINANCES a déduit ladite souscription au capital de son résultat imposable 2003-2004. Cette prise de participation a été financée par un apport en fonds propres de 285 001 euros, le solde étant financé par un prêt remboursable in fine.

Le remboursement de cet emprunt s'éteindra par compensation de la créance que la société DISTRIFINANCES détient sur l'hôtel CIPRIANI au titre de l'engagement de rachat des titres BORA BORA LAGOON RESORT.

4.5 Effectifs au 31 mars 2004

31-03-2004	
Cadres	5
Agent de maîtrise et techniciens	0
Employés et ouvriers	0
Contrat de qualification	1
TOTAL	6

4.6 Rémunération des dirigeants

	31-03-2004	31-03-2003
Les rémunérations versées aux membres du Conseil d'administration	329 290	297 276

4.7 Participations

	Réserves et report à nouveau avant affectation	Quote-part du capital	Valeur des titres	Prêts et avances	Cautions et avals	Chiffres d'affaires	Résultat du dernier exercice	Dividende encaissé par DISTRI-FINANCE
SAS CAFOM Capital : 557 600 € N° siren : 377 810 501 9/11 rue Jacquard 93 315 Le Pré St-Gervais	2 824 179	99 %	10 667 346	-	-	37 620 350	1 793 073	1 406 000
SAS COMADI Capital : 76 000 € N° siren : 331 647 602 ZI Les Mangles – Acajou 97 232 Le Lamentin	6 580 893	100 %	12 488 319	-	-	39 747 185	1 664 329	1 400 000
SAS La Guadeloupéenne de Distribution Capital : 150 000 € N° siren : 339 905 069 ZA La Jaille 97 122 Baie Mahault	4 906 033	100 %	6 401 578	-	-	31 166 958	465 279	750 000
SAS Gourbeyre Distribution Capital : 38 000 € N° siren : 339 232 426 ZA de vankanaers 97 123 Gourbeyre	749 044	100 %	1 027 796	-	-	9 680 223	99 902	
SAS La Cayenne de Distribution Capital : 106 000 € N° Siren 338 288 251 ZI de Collery-Route de la Madeleine 97 300 Cayenne	4 072 457	97 %	4 268 572	-	-	16 666 492	274 655	
SAS KATOURY DISTRIBUTION Capital 228 600 € N° siren : 384 914 909 Centre cial La Rocade 97 300 Cayenne	37 193	100 %	1 003 880	-	-	5 067 117	22 012	

5.2.2 RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES – EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2004

Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 mars 2004 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société DISTRIFINANCES, tels qu'ils sont annexés au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la Loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères, et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II – Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L 225.235 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, introduites par la loi de sécurité financière du 1^{er} août 2003 et applicables pour la première fois à cet exercice, les appréciations auxquelles nous avons procédé pour émettre l'opinion ci-dessus, portant notamment sur les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, ainsi que leur présentation d'ensemble, n'appellent pas de justification particulière.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la Loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris, le 30 août 2004

FRANCE AUDIT COMPTABLE
Sylvain UZAN
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie
Régionale de Paris

CONCEPT AUDIT & ASSOCIES
Laurence LE BOUCHER
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie
Régionale de Paris

5.2.3 RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2004

Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

En application de l'article L 225-40 du Code de Commerce, nous avons été avisés des conventions qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'Administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 92 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

I- Convention nouvelle approuvée au cours de l'exercice.

Votre société s'est portée caution envers la BRED pour un montant de 800 000 € en garantie des engagements de ses filiales à savoir :

- La société COMADI : 230 000 €
- La société LCD : 100 000 €
- La société LBD : 150 000 €
- La société LGD : 250 000 €
- La société CAFOM : 70 000 €

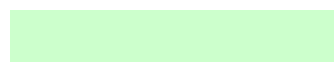
Administrateurs concernés

Monsieur Luc WORMSER
Monsieur Hervé GIAOUI
Monsieur André SAADA

Cette convention a été autorisée par Assemblée en date du 14 avril 2003.

II- Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice

Par ailleurs, en application du décret du 23 mars 1967, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.



1. Convention de gestion de trésorerie

Votre société a conclu le 30 septembre 1999 avec les Sociétés CAFOM, COMALDI, LA GUADELOUPEENNE DE DISTRIBUTION, GOURBEYRE DISTRIBUTION, LA CAYENNAISE DE DISTRIBUTION, KATOURY DISTRIBUTION, LA BOURBONNAISE DE DISTRIBUTION, une convention d'assistance portant sur les services financiers, la gestion des besoins et excédents de trésorerie.

Conformément à l'article 4 de la convention, la SA DISTRIFINANCES a facturé à chacune des Sociétés signataires une commission administrative fixée à 3 945 euros hors taxes.

Par ailleurs, les frais financiers hors taxes ou rétrocédés par la SA DISTRIFINANCES au cours de l'exercice 2003-2004 ont été les suivants :

SAS COMADI	10 526 €
SAS CAFOM	35 399 €
SAS LGD	18 783 €
SAS GDI	-30 868 €
SAS LBD	33 729 €
SAS LCD	28 914 €
SAS KATOURY DISTRIBUTION	3 651 €

Administrateurs concernés

Monsieur Luc WORMSER, Président du Conseil d'Administration
Monsieur Hervé GIAOUI, Administrateur
Monsieur André SAADI, Administrateur

2. Convention de prestation de services

Votre société a conclu le 17 mars 1999 une convention d'assistance prévoyant la mise à disposition par la SA DISTRIFINANCES de ses compétences en matière de Direction Générale, gestion comptable, fiscalité, ingénierie financière, contrôle de gestion, gestion informatique.

Dans le cadre de cette convention, les montants hors taxes facturés au cours de l'exercice s'élèvent à :

SAS COMADI	422 786 €
SAS LGD	285 159 €
SAS GOUBEYRE DISTRIBUTION	74 730 €
SAS CAFOM	139 011 €
SAS LCD	39 710 €
SAS KATOURY DISTRIBUTION	12 066 €
SAS LA BOURBONNAISE DE DISTRIBUTION	26 428 €

Administrateurs concernés

Monsieur Luc WORMSER, Président du Conseil d'Administration
Monsieur Hervé GIAOUI, Administrateur
Monsieur André SAADA, Administrateur

3. Convention d'intégration fiscale

Les Sociétés CAFOM, COMADI, LA GUADELOUPEENNE DE DISTRIBUTION, GOURGEYRE DISTRIBUTION, LA CAYENNAISE DE DISTRIBUTION, KATOURY DISTRIBUTION, ont conclu le 30 mars 1999 à effet du 1^{er} avril 1999, une convention d'intégration fiscale avec la Société DISTRIFINANCES.

La charge d'impôt est comptabilisée dans les filiales comme en l'absence d'intégration.

Tels sont, Messieurs les Actionnaires, les éléments que nous devons vous communiquer.

Fait à Paris, le 30 août 2004

FRANCE AUDIT COMPTABLE
Sylvain UZAN
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie
Régionale de Paris

CONCEPT AUDIT & ASSOCIES
Laurence LE BOUCHER
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie
Régionale de Paris

5.3 COMPTES PRO FORMA AU 31 MARS 2004 ET 31 MARS 2003

5.3.1 COMPTES CONSOLIDES PRO FORMA AU 31-03-2004 AVEC RAPPEL DES COMPTES CONSOLIDES PRO FORMA AU 31-03-2003

Les comptes pro forma intègrent pour les deux exercices :

- les conséquences financières du protocole d'accord signé en septembre 2004 relatif à l'acquisition des titres de la société MUSIQUE & SON (100% du capital) par la SA DISTRIFINANCES,
- la cession des titres de la société CENTRALE D'ACHAT GUADELOUPEENNE intervenue après le 31-03-2004.

Par ailleurs, les comptes consolidés pro forma au 31-03-2003 intègrent l'activité de la société COMMERCIAL EUROPEA DO BRASIL détenue à 90% par la société CAFOM qui n'avait pas été consolidée initialement en raison du caractère non significatif de son activité.

Enfin les engagements de retraite ont fait l'objet d'un retraitement pour figurer dans les comptes au 31 mars 2003.

5.3.1.1 BILAN PRO FORMA AU 31 MARS 2004

ACTIF EN EUROS	2004			2003
	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	VALEUR NETTE	VALEUR NETTE
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles	13 767 308	309 165	13 458 143	13 584 605
Ecart d'acquisition	4 495 049	2 534 282	1 960 767	2 484 637
Immobilisations corporelles	14 571 217	9 089 632	5 481 585	5 835 803
Immobilisations financières	3 301 428		3 301 428	2 162 858
Total de l'actif immobilisé	36 135 002	11 933 079	24 201 923	24 067 903
Actif circulant				
Stocks	40 479 641	1 149 157	38 930 484	32 664 599
Créances d'exploitation	15 598 539	3 254 207	12 344 332	11 732 834
Valeurs mobilières de placement	1 610 028	24 926	1 585 102	64 001
Disponibilités	1 696 818		1 696 818	346 463
Total de l'actif circulant	58 985 026	4 428 290	54 556 736	44 807 897
Comptes de régularisation actif	1 503 247		1 503 247	1 431 800
Ecart de conversion actif				67 615
Total actif	96 623 275	16 361 369	80 261 906	70 375 215

PASSIF EN EUROS	2004	2003
Capital	30 659 220	30 659 220
Réserve légale	691 369	573 562
Réserve spéciale des plus-values LT	15 651	15 651
Autres réserves	3 760 185	4 367 265
Résultat net part du Groupe	4 630 801	2 841 746
Capitaux propres part du Groupe	39 757 226	38 457 444
Intérêts minoritaires	3 120 658	2 554 510
dont droit des tiers dans le résultat net	174 907	37 115
Total capitaux propres	42 877 884	41 011 954
Provisions pour risques & charges	1 238 835	865 194
Dettes financières	13 652 503	7 079 261
Total dettes financières	13 652 503	7 079 261
Dettes d'exploitation	21 911 851	20 261 752
Dettes diverses	580 833	1 157 054
Total autres dettes	22 492 684	21 418 806
Total passif	80 261 906	70 375 215

5.3.1.2 COMPTE DE RESULTAT PRO FORMA AU 31 MARS 2004

COMPTE DE RESULTAT	31/03/04	31/03/03
EN EUROS		
Vente de marchandises hors taxes	129 664 336	118 139 122
Coût des marchandises vendues	88 162 719	81 587 041
Marge commerciale	41 501 617	36 552 081
Production vendue	4 183 997	4 860 654
Marge brute totale	45 685 614	41 412 735
Consommation en provenance des tiers	17 328 195	17 571 902
Impôts, taxes et versements assimilés	1 543 450	1 243 018
Charges de personnel	15 765 952	13 745 111
Autres produits et charges de gestion courante	- 1 621 184	- 1 536 901
Résultat avant amortissements et provisions	9 426 833	7 315 803
Dotations nettes aux amortissements	1 611 282	1 513 750
Dotations nettes aux provisions	601 490	446 872
Résultat d'exploitation	7 214 061	5 355 181
Résultat financier	567 704	- 41 778
Résultat courant	7 781 765	5 313 403
Produits exceptionnels	537 788	507 145
Charges exceptionnelles	981 825	962 601
Résultat exceptionnel	- 444 037	- 455 456
Participation des salariés	354 084	224 088
Impôts sur les résultats	2 177 935	1 754 999
Résultat net des sociétés intégrées	4 805 707	2 878 860
Part revenant aux intérêts minoritaires	174 907	37 115
Résultat net – part du groupe	4 630 800	2 841 745

Résultat net courant par action

	31/03/2004	31/03/2003
Nombre d'actions	2 011 113	2 011 113
Nombre d'actions ajusté	2 011 113	2 011 113
(Données ajustées par action en euros)		
Résultat courant	3,87	2,64
Résultat net part du Groupe	2,30	1,41
Dividende hors avoir fiscal	1,54	1,27

5.3.1.3

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE PRO FORMA

	31/03/2004
<u>FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE</u>	
Résultat net des entreprises intégrées	4 805 707
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à la l'activité	
Amortissements et provisions	2 418 342
Plus value de cession, nettes d'impôt	177 334
Marge brute d'autofinancement des entreprises intégrées	7 401 383
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-5 763 418
Flux net de trésorerie généré par l'activité	1 637 965
<u>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</u>	
Acquisition d'immobilisations	-2 675 645
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôts	360 602
Incidence des variations de périmètre	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-2 315 043
<u>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</u>	
Dividendes et acomptes sur dividendes versés aux actionnaires (de la société mère)	-3 141 668
Emprunts souscrits	807 883
Remboursements d'emprunts	-711 259
Compte courant	
Apports	579
Remboursements	-273 700
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-3 318 165
<u>VARIATION DE TRESORERIE</u>	-3 995 243
Trésorerie d'ouverture	-2 344 166
Trésorerie de clôture	-6 339 409

5.3.1.4 - ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES PRO-FORMA AU 31 MARS 2004.

I - PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION ET MODALITES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés pro-forma du groupe DISTRIFINANCES sont établis en conformité avec les principes comptables français définis par la loi du 3 janvier 1985 et le règlement 99-02 du Comité de Réglementation Comptable publié le 22 juin 1999.

Les principes comptables essentiels retenus dans le cadre de l'établissement de ces comptes sont décrits ci-après.

I – 1 Méthodes de consolidation

Les comptes des sociétés placées directement ou indirectement sous le contrôle exclusif de la société mère DISTRIFINANCES sont consolidés par intégration globale.

Les Sociétés dont la consolidation ne modifierait pas de façon significative les comptes du groupe DISTRIFINANCES ne sont pas consolidées.

Toutes les sociétés consolidées arrêtent leurs comptes au 31 mars.

I – 2 Changement de principes comptables et de présentation des comptes

Depuis le 1^{er} avril 2003, DISTRIFINANCES a choisi d'appliquer la méthode préférentielle en matière d'engagements de retraite et avantages assimilés. Les principes de calcul de ces engagements sont conformes à la recommandation du CNC du 1^{er} avril 2003.

I – 3 Conversion des comptes de la filiale étrangère

Les comptes de la filiale étrangère sont établis dans la monnaie locale de son environnement économique, la devise fonctionnelle. Les éléments d'actif et passif, monétaires ou non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les produits et les charges sont convertis au cours de change moyen de la période.

I – 4 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont portées à l'actif à leur prix d'acquisition ou à leur valeur d'apport et représentent :

- La valeur du droit d'entrée du Centre commercial MILENIS (Guadeloupe)
- La valeur du droit au bail du magasin sis à la Réunion (Saint Denis)
- La valeur des emplacements commerciaux

Cette valeur résulte d'affectation en immobilisations incorporelles d'écarts de première consolidation. Les emplacements commerciaux bénéficient de la propriété commerciale et ne sont pas amortis en raison de leur valeur d'utilité et de l'augmentation régulière de leur valeur de marché. La valeur des emplacements commerciaux telle qu'elle figure dans les comptes consolidés a été déterminée selon des critères prenant en compte la notion de chiffre d'affaires. Cette méthode appliquée au 31 mars 2004 aurait conduit à retenir un montant de 18 760 000 €, supérieur à celui figurant à l'actif.

1 – 5 Ecart d'acquisition

Ce poste enregistre la valeur des écarts d'acquisition et de première consolidation en instance d'affectation.

Les écarts d'acquisition sont amortis linéairement sur une période de 10 ans.

L'écart de première consolidation, résulte lors d'une prise de participation de la différence entre le prix d'acquisition des titres et la quote part des capitaux propres détenue.

1 – 6 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan consolidé à leur coût d'acquisition.

Les biens acquis au moyen de contrats de crédit-bail sont enregistrés en immobilisations pour leur valeur stipulée au contrat de crédit bail et corrélativement, la dette financière qui en résulte est inscrite au passif.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la durée de vie estimée des immobilisations selon les méthodes suivantes :

- | | | |
|---|-------------|-----------------------|
| • Constructions et agencements | 10 à 20 ans | linéaire |
| • Installations techniques, matériel et outillage | 2 à 5 ans | linéaire ou dégressif |
| • Matériel de bureau et informatique | 4 à 5 ans | linéaire ou dégressif |

1 – 7 Immobilisations financières

Les titres de participation non consolidés sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la quote-part de capitaux propres détenue dans les sociétés concernées devient inférieure au coût historique d'acquisition.

Les prêts consentis sont inscrits au bilan à leur coût historique; ils sont éventuellement dépréciés en fonction du risque de non recouvrement.

1 – 8 Stock de marchandises

Les stocks de marchandises sont valorisés à leur coût d'achat augmenté des frais d'approche (frais de transport, droits de douane).

Des dépréciations sont éventuellement constatées en fonction des perspectives de vente, des évolutions technologiques et plus généralement du risque lié à l'obsolescence ainsi que du taux de rotation des stocks.

1 – 9 Créances Clients et autres créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque leur valeur d'inventaire, basée sur la probabilité de leur recouvrement, est inférieure à la valeur comptabilisée.

1 – 10 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement et créances assimilées (parts de Fonds Communs de Placement, SICAV de Trésorerie...) sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constatée lorsque leur valeur d'acquisition est supérieure à leur valeur de marché.

Les parts de fonds communs de placement, SICAV de Trésorerie et valeurs assimilées sont évaluées à leur valeur liquidative au 31 mars 2004.

1 – 11 Fiscalité différée

Les différences temporaires répétitives entre le résultat comptable et le résultat fiscal ont fait l'objet d'un retraitement conformément aux dispositions réglementaires en vigueur le 1^{er} janvier 2000 (Règlement CRC n° 99-02).

Les différences temporaires donnent lieu à la constatation d'impôt différé.

1 – 12 Comptabilisation des produits

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe inclut à la fois les ventes au détail réalisées dans le cadre des magasins du Groupe et les ventes dites « de gros » à des distributeurs ou à des magasins extérieurs au Groupe.

Les ventes au détail proviennent essentiellement des activités Meubles, Electroménager, Hifi.

Ces ventes sont comptabilisées lors de l'achat par la clientèle.

Les ventes dites « de gros » sont comptabilisées lors du transfert de propriété, c'est à dire lors de l'expédition.

Frais d'expédition et de livraisons refacturés

Les frais d'expédition et de livraison refacturés aux clients sont inclus dans le chiffre d'affaires, les charges correspondantes étant comptabilisées en charges commerciales.

2 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les comptes pro forma intègrent pour les deux exercices :

- les conséquences financières du protocole d'accord signé en septembre 2004 relatif à l'acquisition des titres de la société MUSIQUE & SON (100% du capital) par la SA DISTRIFINANCES,
- la cession des titres de la société CENTRALE D'ACHAT GUADELOUPEENNE intervenue après le 31-03-2004.

La participation détenue par la société CAFOM, filiale de DISTRIFINANCES dans le capital de la Société COMERCIAL EUROPEA DO BRAZIL (90 %) a été consolidée par intégration globale dans les comptes pro-forma au 31 mars 2004 et 31 mars 2003. Cette participation n'avait pas été consolidée antérieurement en raison de son caractère non significatif

La liste des sociétés retenues dans le périmètre de consolidation est présentée en note 1.

3 - NOTES SUR LES PRINCIPAUX POSTES DE BILAN

3 – 1 Immobilisations incorporelles

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Valeur brute 31/03/2003	Augmentation	Diminution	Valeur brute 31/03/2004
Immobilisations incorporelles				
Droit d'entrée	36 624	-	-	36 624
Droit au bail	580 221	-	-	580 221
Logiciels	272 811	37 330	8 250	301 891
Emplacements commerciaux	12 874 488	-	25 916	12 848 572
Valeurs brutes	13 764 144	37 330	34 166	13 767 308
Ecart d'acquisition	4 569 414	-	74 365	4 495 049

AMORTISSEMENTS	Montant initial 31/03/2003	Augmentation	Diminution	Montant cumulé 31/03/2004
Immobilisations incorporelles	179 539	137 876	8 250	309 165
Ecart d'acquisition	2 084 777	449 505	-	2 534 282
Total Amortissements	2 264 316	587 381	8 250	2 843 447

VALEURS NETTES	31/03/2003	31/03/2004
Immobilisations incorporelles	13 584 605	13 458 143
Ecart d'acquisition	2 484 637	1 960 767

3 – 2 Immobilisations corporelles

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Valeur brute 31/03/2003	Augmentation	Diminution	Valeur brute 31/03/2004
Terrains	1 228 278	598	-	1 228 876
Constructions et agencements	3 175 707	123 756	-	3 299 463
Installation tech mat et out Industriels	1 223 077	175 266	21 190	1 377 153
Autres immobilisations corporelles	7 795 974	935 724	152 498	8 579 200
Avances et immob encours	71 423	64 643	49 541	86 525
Valeurs brutes	13 494 459	1 299 987	223 229	14 571 217
dont immobilisations en crédit bail	951 391			1 139 411

AMORTISSEMENTS	Montant 31/03/2003	Augmentation	Diminution	Montant cumulé 31/03/2004
Terrains	51 476	13 714	-	65 190
Constructions et agencements	1 814 832	295 590	-	2 110 422
Installation tech mat et out Industriels	896 921	189 064	6 003	1 079 982
Autres immobilisations corporelles	4 895 427	1 031 386	92 775	5 834 038
Total Amortissements	7 658 656	1 529 754	98 778	9 089 632
dont immobilisations en crédit bail	514 255			779 713

Les amortissements antérieurs sur crédit bail sont intégrés dans les augmentations.

VALEURS NETTES	31/03/2003	31/03/2004
Immobilisations corporelles	5 835 803	5 481 585

BIENS FINANCES EN CREDIT BAIL INCLUS DANS LES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Valeur 31.03.04	Valeur 31.03.03
Matériel et outillage	434 617	388 916
Matériel de transport	511 512	381 882
Matériel informatique	193 282	180 593
Amortissements	779 713	514 255
TOTAL NET	359 698	437 136

3 – 3 Immobilisations financières

IMMOBILISATIONS FINANCIERES	Montant initial	Augmentation	Diminution	Valeur brute 31.03.04
Titres de participation non consolidés	295 465	-	103 207	192 258
Créances sur participations	574 347	18 537	-	592 884
Autres titres immobilisés	19 795	304	-	20 099
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	-	1 000 004	-	1 000 004
Prêts	31 525	75 347	-	106 872
Dépôts et cautionnements	1 333 195	56 116	-	1 389 311
Valeur brute	2 254 327	1 150 308	103 207	3 301 428

PROVISIONS	Au 31/03/2003	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Au 31/03/2004
Provision titres de participation non consolidés	91 469	-	91 469	-
Immobilisations financières nettes	2 162 858			3 301 428

Titres de participation non consolidés

	Valeur 31/03/04	Valeur 31/03/03	Variations 2004 / 2003	Capitaux propres 31/03/04	Résultat 31/03/04
SAS INTERCOM	173 444	173 444	-	57 244	5 734
SARL ICS	7 607	7 607	-	12 569	- 48
SARL VALLEE DE SEINE	-	11 434	- 11 434	-	-
SARL GUYANE MATELAS	-	91 469	- 91 469	-	-
SARL DISTRISERVICE	7 990	7 990	-	18 195	7 758
DIVERS	3 217	3 521	- 304	-	-
Total	192 258	295 465	-103 207		

Titres d'autocontrôle :

Le groupe ne détient aucun titre d'autocontrôle

3 – 4 Stocks

Au 31 mars 2004, les stocks se répartissent de la façon suivante :

STOCKS	31/03/2004	31/03/2003
Marchandises	40 079 641	33 777 902
Provision pour dépréciation	1 149 157	1 113 303
Valeur nette	38 930 484	32 664 599

3 – 5 Créances

Les créances sont essentiellement à moins d'un an et se décomposent comme suit :

CREANCES	31/03/2004	31/03/2003
Clients	13 054 747	12 102 701
Créances sociales et fiscales	1 825 764	1 924 250
Fournisseurs	264 110	491 113
Comptes courants d'associés	365 234	126 109
Débiteurs divers	88 684	100 659
Total	15 598 539	14 744 832
Provision pour dépréciation Clients	3 254 207	3 011 998
Valeur nette	12 344 332	11 732 834

3 – 6 Variation des capitaux propres

	Capital	Réserves consolidées	Résultats de l'exercice	Total capitaux propres
Au 31 mars 2003	30 659 220	7 473 873	2 878 861	41 011 954
Passage du résultat en réserve		2 878 861	(2 878 861)	-
Résultat consolidé de l'exercice			4 805 708	
Distribution effectuée par l'entreprise consolidante		(2 554 112)		
Autres mouvements		(12 373)		
Entrée dans le périmètre de Consolidation		(373 293)		
Au 31 mars 2004	30 659 220	7 412 956	4 805 708	42 877 884

3 – 7 Provisions pour risques et charges

PROVISIONS	31/03/2004	31/03/2003
Provision pour litiges (1)	456 808	164 238
Provision pour garanties	194 504	172 148
Provision pour pertes de change	-	67 634
Provision pour indemnités de retraite (2)	587 523	461 174
Total provisions pour risques et charges	1 238 835	865 194

(1) Les provisions pour litiges concernent exclusivement des prud'hommes. Il n'existe pas à notre connaissance de fait ou de litige qui pourrait affecter de manière significative les résultats, la situation financière ou le patrimoine du groupe.

(2) La provision pour indemnités de retraite est déterminée en fonction des conventions collectives applicables aux sociétés françaises du groupe, d'hypothèse de progression des salaires, d'inflation, d'espérance de vie, de rotation des effectifs. Le départ à la retraite peut avoir lieu à l'initiative du salarié à partir de 60 ans ou par mise à la retraite à 65 ans à l'initiative de l'employeur. Devant l'impossibilité de prévoir la décision des salariés, le montant retenu est égal à la moyenne des deux hypothèses.

3 – 8 Echéances des emprunts et dettes à la clôture de l'exercice

ETAT DES DETTES	31/03/2004	< 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts & dettes bancaires	2 123 346	648 198	814 945	660 203
Emprunts contrat de Crédit Bail	446 182	270 603	175 578	-
Concours bancaires	9 646 255	9 646 255	-	-
Dettes financières diverses*	1 436 721	1 436 721	-	-
Dettes fournisseurs	17 395 116	17 395 116	-	-
Dettes fiscales & sociales	4 516 735	4 516 735	-	-
Autres dettes	580 832	580 832	-	-
Total	36 145 187	34 494 461	990 523	660 203

* Les dettes financières diverses correspondent essentiellement à des comptes courants.

4 - NOTES SUR LES PRINCIPAUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT (en milliers d'euros)

4 – 1 Résultat financier

	31.03.2004	31.03.2003
Produits financiers		
Autres intérêts et produits assimilés	1 528 511	984 492
Charges financières		
Charges financières sur crédit bail	-29 368	- 41 948
Intérêts et charges assimilés	-931 439	-984 322
Total	567 704	- 41 778

4 – 2 Analyse du résultat exceptionnel

	Charges	Produits
Produits et charges exceptionnels sur opérations de gestion	42 748	66 448
Produits et charges exceptionnels sur opérations en capital	489 571	403 706
Divers		
Reprise sur provisions et transferts de charges	-	67 634
Dotation aux amortissements de l'écart d'acquisition ^(*)	449 505	-
Total	981 824	537 788

4 - 3 Impôt sur les bénéfices

DISTRIFINANCES bénéficie du régime de l'intégration fiscale, ce pour les sociétés françaises détenues à plus de 95 %.

- Ventilation de la charge d'impôt

	31/03/2004	31/03/2003
Impôts exigibles	2 420 696	2 232 944
Impôts différés de la période	- 242 761	- 477 945
Total	2 177 935	1 754 999

- Impôts différés

	31/03/2004	31/03/2003
Impôt différé actif	587 407	477 945
Impôt différé passif	- 344 646	
Impôt différé net	242 761	477 945

^(*)La dotation aux amortissements de l'écart d'acquisition est présentée au compte de résultat (§5.3.1.2) sur une ligne distincte et n'aurait pas dû être reprise dans l'analyse du résultat exceptionnel.

4 – 4 Analyse des décalages fiscaux et des retraitements de consolidation

	31/03/2004	31/03/2003
Impôt figurant dans les comptes sociaux	2 420 696	2 232 944
Impôt né de la fiscalité différé	- 242 761	- 477 945
Impôt sur les résultats	2 177 935	1 754 999
Résultat avant impôt des sociétés intégrées	6 983 712	4 633 860
Charge d'impôt théorique	2 474 329	1 641 776
Impact des différences définitives	- 296 394	113 223
Charge d'impôt réelle	2 177 935	1 754 999

4 – 5 Répartition de l'effectif

	31/03/2004	31/03/2003
Cadres	33	34
Agents de maîtrise	41	41
Employés	299	258
Total	373	333

4 – 6 Rémunération des organes de direction

	31.03.2004	31.03.2003
Rémunération versée aux membres du Conseil d'Administration	608 790	617 683

Il n'existe pas de plan d'intéressement au capital sous forme de stock options au profit des organes de Direction et d'Administration.

5 - AUTRES INFORMATIONS

5 – 1 Engagements hors bilan

	31.03.2004	31.03.2003
Engagements donnés		
Cautions et garanties données	1 562 245	762 245
Capital restant dû sur crédit bail	446 182	543 542
Sûretés réelles accordées	-	-
Intérêts sur emprunts	434 029	182 259
Total	2 442 456	1 488 046
Engagements reçus		
Engagement de rachat des Titres BORA BORA LAGOON RESORT par la société CIPRIANI	1 000 004	-
Total	1 000 004	-

5 – 2 Instruments financiers à terme

Le groupe n'a souscrit à aucun instrument financier à terme.

5 – 3 Chiffre d'Affaires par secteur :

	Meubles	Hifi	Electro ménager	Libre services	Vente en gros	Musique	Divers	Total 31/03/04
Total 31/03/04	42 418	17 885	33 713	20 450	6 118	2 026	7 054	129 664
Total 31/03/03	39 595	18 019	31 391	19 284	1 060	2 684	6 106	118 139

Le chiffre d'affaires Grande Distribution (enseigne BUT) représente environ 93 % du chiffre d'affaires consolidé.

5 – 4 Chiffre d'Affaires par zone géographique :

	Martinique	Guadeloupe	Réunion	Guyane	Total DOM	Métropole	Brésil	Total général
Total 31/03/04	40 880	34 135	30 507	18 009	123 531	3 380	2 753	129 664
Total 31/03/03	38 053	31 160	28 894	18 138	116 245	1 028	866	118 139

5 – 5 Informations sectorielles bilantielles :

Actif Immobilisé par zone géographique hors écart acquisition et hors fonds de commerce

Entités Juridiques et Filiales	31/03/04	31/03/03
METROPOLE	686 106	397 635
GUADELOUPE	2 824 683	2 309 644
MARTINIQUE	4 415 904	4 011 986
GUYANE	1 770 339	1 541 105
LA REUNION	4 607 022	4 038 776
BRESIL	267 163	243 918
TOTAL	14 571 217	12 543 064

Ecart d'acquisition (valeur nette)

Entités Juridiques et Filiales	31/03/04	31/03/03
CAFOM	1 960 767	2 484 637

Emplacements commerciaux (valeur brute)

Entités Juridiques	31/03/04	31/03/03
COMADI	3 987 421	3 987 421
LA GUADELOUPEENE DE DISTRIBUTION	1 927 970	1 927 970
GOURBEYRE DISTRIBUTION	938 840	938 840
LA CAYENNAISE DE DISTRIBUTION	1 530 130	1 530 130
KATOURY DISTRIBUTION	658 600	658 600
LA BOURBONNAISE DE DISTRIBUTION	2 937 389	2 937 389
MUSIQUE ET SON	868 222	894 138
TOTAL	12 848 572	12 874 488
Valeur totale actualisée calculée selon la même méthode	18 760 000	

NOTE 1 : LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES AU 31 MARS 2004

Toutes les sociétés sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

	<u>POURCENTAGE</u>		<u>POURCENTAGE</u>	
	<u>Intérêts</u>	<u>Intérêts</u>	<u>Contrôle</u>	<u>Contrôle</u>
	31/03/04	31/03/03	31/03/04	31/03/03
SA DISTRIFINANCES – Société Mère				
Au Capital de 30.656.220 €				
N° Siren : 422 323 303	100 %	100 %	100 %	100 %
9/11, rue Jacquard				
93315 - LE PRE SAINT GERVAIS				
SAS CAFOM	99 %	99 %	99 %	99 %
Au Capital de 577.600 €				
N° Siren : 337 810 501				
9/11, rue Jacquard				
93315 - LE PRE SAINT GERVAIS				
SAS COMADI	99,88 %	99,88 %	99,88 %	99,88 %
Au Capital de 76.000 €				
N° Siren : 331 647 602				
ZI Les Mangles – Acajou				
97232 - LE LAMENTIN				
SAS LA GUADELOUPEENNE DE DISTRIBUTION	99,96 %	99,96 %	99,96 %	99,96 %
Au Capital de 150.000 €				
N° Siren : 339 905 069				
ZA La Jaille				
97122 - BAIE MAHAULT				
SAS GOURBEYRE DISTRIBUTION	99,88 %	99,88 %	99,88 %	99,88 %
Au Capital de 38.000 €				
N° Siren : 393 232 426				
ZA de Valkanaers				
97113 - GOURBEYRE				
SAS LA CAYENNAISE DE DISTRIBUTION	97,43 %	97,43 %	97,43 %	97,43 %
Au Capital de 106.000 €				
N° Siren : 338 288 251				
ZI de Collery – Route de la Madeleine				
97300 – CAYENNE				
SAS KATOURY DISTRIBUTION	100 %	100 %	100 %	100 %
Au Capital de 100 000 €				
N° Siren : 384 914 909				
Centre Commercial La Rocade				
97300 - CAYENNE				
SAS LA BOURBONNAISE DE DISTRIBUTION (1)	50,98 %	50,98 %	50,98 %	50,98 %
Au Capital de 1.820 000 €				
N° Siren : 380 973 867				
CD4 Le Triangle BP 71 SAVANAH				
97862 - SAINT – PAUL cedex				

SA COMMERCIAL EUROPEA DO BRASIL LTDA (1) Au capital de 3.103.977 € Av. Dos Imigrantes, 1400 - B.Brasilia 89290-000 – SAO BENTO DO SUL - SC - BRAZIL	90 %	90 %	90 %	90 %
SAS MUSIQUE ET SON Au Capital de 38 112,25 € N° Siren : 329 680 573 ZI Les Mangles 97232 LE LAMENTIN	100 %	100 %	100 %	100 %

(1) Sociétés filiales de la société CAFOM.

NOTE COMPLEMENTAIRE AUX ANNEXES

1 – ENTITES NON CONSOLIDES

Sociétés détenues à 100% par la SAS CAFOM DISTRIBUTION :

Résultat au 31/03/2004

- SAS INTERCOM:	5.734 euros
- SARL ICS:	- 48 euros
- SARL DISTRISERVICE:	7 758 euros

L'incidence de l'intégration de ces trois sociétés sur le résultat consolidé au 31 mars 2004 se serait élevé à 13 K€. L'intégration dans le bilan consolidé du groupe conduirait à une diminution des capitaux propres consolidés de l'ordre de 29 K€.

2 – VARIATION DE PERIMETRE LIE CAG XYOR GUADELOUPE

La Société Centrale d'Achats Guadeloupéenne (CAG XYOR GUADELOUPE) détenue à 26 % par la SAS CAFOM DISTRIBUTION a été consolidée au 31 mars 2004 selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Les titres de la Société Centrale d'Achats Guadeloupéenne ayant été cédés par la Société CAFOM DISTRIBUTION en novembre 2004, les conséquences financières de cette cession ont été intégrées dans les comptes Proforma au 31 mars 2004.

3 – ECART D'ACQUISITION

La comptabilisation au 31 mars 1999 de l'écart d'acquisition constaté lors de l'apport des titres de la société CAFOM DISTRIBUTION à la société CAFOM (anciennement DISTRIFINANCE) résulte du traité d'apport des titres intervenu à cette date.

Au 31 mars 1999, la durée estimée du retour sur investissement de la Centrale d'achats CAFOM a été fixée à 10 ans.

4 – RESULTAT FINANCIER

Les produits financiers correspondent à des revenus des titres immobilisés, des revenus des prêts, à des escomptes obtenus ainsi qu'à des gains de change.

Les charges financières correspondent aux intérêts sur emprunts ainsi qu'aux agios bancaires.

La variation du résultat financier Pro forma (+ 609 K€) se décompose comme suit :

- Reprise sur provision pour dépréciation des titres de participation	294 999 euros
- Centrale d'Achat Guadeloupéenne.....	203 530 euros
- Guyane Matelas.....	91 469 euros
- Charge sur cession de titres de participation	-91 469 euros
- Augmentation des produits financiers	39 655 euros
- Diminution des charges financières	195 368 euros
- Augmentation des gains de change	170 985 euros

5 – RESULTAT EXEPTIONNEL

La dotation aux amortissements de l'écart d'acquisition est présentée au compte de résultat (§5.3.1.2) sur une ligne distincte et n'aurait pas dû être reprise dans l'analyse du résultat exceptionnel.

La dotation aux amortissements de l'écart d'acquisition a été calculée au taux de 10 %.

6 – LES STOCKS

		Dotations		Reprises				
31/03/2003		Exploit.	Except.	Exploitation		Exceptionnelle		31/03/2004
				Utilisées	Non utilisées	Utilisées	Non utilisées	
Provisions pour Dépréciation des stocks	1 113 303	773 717		- 737 863				1 149 157

5.3.2 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES PRO FORMA– PERIODE DU 1^{ER} AVRIL 2003 AU 31 MARS 2004

Monsieur le Président,

Vous nous avez demandé d'examiner les comptes pro forma couvrant la période du 1^{er} avril 2003 au 31 mars 2004, tels qu'ils sont joints au présent rapport, établis à l'occasion des comptes consolidés des deux derniers exercices établis dans le cadre d'une introduction en bourse.

Ces comptes pro forma ont été établis sous votre responsabilité le 7 septembre 2004, à partir des comptes qui sont présentés avec les comptes pro forma, et qui ont fait l'objet, de notre part, d'un examen limité selon les normes de la profession. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences limitées conduisant à une assurance, moins élevée que celle résultant d'un audit, que ces comptes ne comportent pas d'anomalies significatives. Nous n'avons pas formulé de réserve ni observation dans notre rapport limité sur ces comptes annuels.

Les comptes annuels de la société MUSIQUE ET SON ont fait l'objet d'un audit par la société CONCEPT AUDIT & ASSOCIES qui l'a conduite à exprimer une opinion sans réserve ni observation.

Nous avons effectué notre examen des comptes pro forma selon les normes professionnelles applicables en France. Ces normes requièrent une évaluation des procédures mises en place pour le choix des conventions et l'établissement des comptes pro forma ainsi que la mise en œuvre des diligences permettant d'apprécier si les conventions retenues sont cohérentes, de vérifier la traduction chiffrée de ces dernières et de s'assurer de la conformité des méthodes comptables utilisées avec celles suivies pour l'établissement des derniers comptes annuels.

Les comptes pro forma ont vocation à traduire l'effet sur des informations financières historiques de la réalisation, à une date antérieure à sa survenance réelle ou raisonnablement envisagée, d'une opération ou d'un événement donné. Ils ne sont toutefois pas nécessairement représentatifs de la situation financière ou des performances qui auraient été constatées si l'opération ou l'événement était survenu à une date antérieure à celle de sa survenance réelle ou envisagée.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas relevé d'élément de nature à remettre en cause le caractère raisonnable des conventions retenues pour présenter les effets de l'acquisition des titres de la Société MUSIQUE et SON dans les comptes pro forma, la traduction chiffrée de ces conventions et la conformité des méthodes comptables utilisées avec celles suivies pour l'établissement des comptes annuels.

Fait à Paris, le 13 septembre 2004

FRANCE AUDIT COMPTABLE
Sylvain UZAN
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie
Régionale de Paris

CONCEPT AUDIT & ASSOCIES
Laurence LE BOUCHER
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie
Régionale de Paris

5.4 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET DES MEMBRES DE LEUR RESEAU PRIS EN CHARGE PAR LA SOCIETE POUR L'EXERCICE CLOS AU 31-03-2004

	FRANCE AUDIT COMPTABLE (1)		CONCEPT AUDIT & ASSOCIÉS (2)	
	MONTANT EN	%	MONTANT EN	%
Commissariat aux comptes, Certificat° des Comptes, Examen des comptes Individuels et consolidés Missions accessoires	103 980 15 000	87% 13%	245 000 15 000	94% 6%
Sous-Total Audit	118 980	100%	260 000	100%
Autres prestations, le cas échéant : Prestations juridiques, fiscales, sociales Prestations Technologie de l'Information Audit Interne Autres (à détailler si > 10 % des honoraires d'audit)				
Sous-Total Autres	0		0	
TOTAL GENERAL	118 980	100%	260 000	100%

(1) Commissaire aux comptes de la société LA BOURBONNAISE DE DISTRIBUTION et Co-Commissaire aux comptes des sociétés CAFOM et CAFOM DISTRIBUTION.

(2) Commissaire aux comptes des sociétés : LA COMPAGNIE MARTINICAISE DE DISTRIBUTION, LA GUADELOUPEENNE DE DISTRIBUTION, GOURBEYRE DISTRIBUTION, LA CAYENNAISE DE DISTRIBUTION et KATOURY DISTRIBUTION et Co-Commissaire aux comptes des sociétés CAFOM et CAFOM DISTRIBUTION.

Chapitre 6

LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

6.1 COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

6.1.1 COMPOSITION DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

6.1.1.1 Composition

	FONCTION	DATE DE NOMINATION	DATE DE FIN DE MANDAT
M. Hervé GIAOUI	Président Directeur Général	Administrateur : AGO 24-09-2001 et PDG lors du CA du 27-09-2004	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31-03-2007
M. André SAADA	Administrateur et directeur général délégué	Administrateur : AGO 24-09-2001 et DGD confirmé lors du CA du 27-09-2004	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31-03-2007
M. Luc WORMSER	Administrateur et directeur général délégué	Administrateur : AGO 24-09-2001 et DGD confirmé lors du CA du 27-09-2004	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31-03-2007

6.1.1.2 Autres mandats sociaux exercés par les membres du conseil d'administration

	NATURE DU MANDAT	SOCIETES
M. Hervé GIAOUI	Président Administrateur Gérant	SAS CAFOM DISTRIBUTION, SAS WG, SAS LBD, SAS OFFICE SYSTEM, SAS WGS SA COTE VILLAGE, SA FLOREAL, SAS MEMMI, SARL AVENIR INVESTISSEMENT, SARL DISTRI SERVICES, EURL GH INVEST, SNC IMMOPRES, SCI DES BOIS, SCI LOCATION RANELAGH, SCI SIMON GESTION, SCI CRIQUET, SCI ROUEN IMMO;
M. André SAADA	Président Gérant	SAS KATOURY DISTRIBUTION, SAS LCD, SAS LGD, SARL AS INVEST, SCI BELVEDERE, SARL BIG BAZARD, SARL DISTR IMMO, SNC GOUBEYRE EXPANSION, SARL KATOURY, SCI L'EUROPÉENNE DE CONSTRUCTION, SCI DU SOLEIL, SCI LOCATION GUYANNE, SARL LOCATION GOUADELOUPE, SCI COTTON BAY;
M. Luc WORMSER	Président Administrateur Gérant	SAS COMADI, SAS MUSIC& SON, SAS KATOURY DISTRIBUTION, SA FLOREAL, SCI ACAJOU, SARL JALOUSIE MARTINIQUEAISES, SARL WL INVEST, SCI MUSIQUE CENTER, SCI SAINTE THERESE, SCI LA COURBETTE, SCI LOCATION CARAIBE, SCI BELLEVILLOISE;

6.1.2 FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances.

Le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Le Président ou le directeur général de la société est tenu de communiquer à chaque administrateur tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

• Gouvernement d'entreprise :

Le Conseil d'administration ne comprend pas de membre indépendant au sens du rapport Bouton, ni d'administrateur élu par les salariés.

- Il n'existe aucun règlement intérieur au conseil d'administration ;
- Le conseil d'administration n'a formé aucun comité.

Au titre de l'exercice 2003-2004, le taux de présence des trois administrateurs étaient de 100% pour chacun d'entre eux.

6.1.3 RAPPORT DU PRESIDENT SUR LES CONDITIONS DE PREPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL ET LES PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE DE LA SOCIETE EN APPLICATION DE LA LOI DE SECURITE FINANCIERE AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2004.

Chers actionnaires,

Conformément aux dispositions de l'article L.225-37 du code de commerce, au titre de l'exercice clos le 31 mars 2004, l'objet de ce rapport est de rendre compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil ainsi que les procédures de contrôle interne mises en place par DISTRIFINANCES SA, la société tête de Groupe en charge de la publication des comptes consolidés.

Les procédures de contrôle interne mises en place et présentées ci-dessous ont pour objet de s'assurer de la fiabilité des informations comptables et financières transmises par l'ensemble des sociétés du groupe et que ces informations reflètent avec sincérité l'activité et la situation desdites sociétés.

I – PREPARATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

I-1 Composition du Conseil :

Le conseil d'administration, nous vous le rappelons, est composé de 3 membres :

- Monsieur Luc WORMSER, Président Directeur Général ;
- Monsieur Hervé GIAOUI, Administrateur et Directeur Général Délégué ;
- Monsieur André SAADA, Administrateur et Directeur Général Délégué.

Les commissaires aux comptes titulaires, le Cabinet CONCEPT AUDIT & ASSOCIES et la société France AUDIT COMPTABLE sont convoqués à la réunion du conseil d'administration qui arrête les comptes annuels.

Nous vous rappelons qu'aucun règlement intérieur ne règle le fonctionnement du Conseil d'Administration.

I-2 Fréquence des réunions :

Les statuts prévoient que le Conseil se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige.

Ainsi, au cours de l'exercice écoulé, votre Conseil s'est réuni cinq fois, afin de traiter de la bonne marche des affaires sociales.

L'agenda des réunions du Conseil a été le suivant :

Le 14 avril 2003 avec pour ordre du jour :

- Examen du plan de financement prévisionnel et du compte de résultat prévisionnel du groupe de l'exercice 2003-2004,
- Questions diverses

Le 5 septembre 2003 avec pour ordre du jour

- Examen et arrêté des comptes de la Société et des comptes consolidés de l'exercice clos au 31 mars 2003,
- Examen et présentation des comptes des filiales,
- Proposition d'affectation des résultats de l'exercice,
- Conventions de l'article L225-38 et suivants du Code de Commerce,
- Convocation de l'Assemblée Générale ordinaire annuelle,
- Préparation du rapport de gestion sur les comptes de la société et sur les comptes consolidés, ainsi que du projet de résolutions,
- Questions diverses.

Le 11 décembre 2003 avec pour ordre du jour :

- Souscription à l'augmentation de capital de la société Bora-Bora Lagoon Resort,
- Questions diverses.

Le 12 janvier 2004 avec pour ordre du jour :

- Distribution d'un acompte sur dividendes.

Le 16 janvier 2004 avec pour ordre du jour :

- Situation du groupe au bout de 9 mois d'activité,
- Examen du compte de résultats prévisionnel révisé de l'exercice 2003-2004,
- Problèmes logistiques du groupe,
- Débat sur la stratégie future,
- Questions diverses.

Le 26 mars 2004 avec pour ordre du jour :

- Prise de participation dans le capital de la SAS MUSIQUE ET SON

I-3 Convocation des administrateurs :

Les convocations sont faites par écrit, au moins quinze jours avant la réunion.

1-4 Information des administrateurs :

Tous les documents et informations nécessaires à la mission des administrateurs leur sont communiqués en début de réunion.

A chacune des réunions, une analyse des résultats du groupe est présentée au Conseil d'Administration au travers de tableaux de bord mensuels communiqués aux membres du Conseil à l'occasion de chaque séance.

Le Conseil d'Administration a également bénéficié de présentations effectuées par des responsables opérationnels du groupe sur des sujets nécessaires à la bonne compréhension de la stratégie du groupe, de ses activités et de ses perspectives.

1-5 Tenue des réunions :

Les réunions du Conseil d'Administration se sont déroulées au siège de la société.

Les membres du Conseil sont systématiquement présents à toutes les réunions, sauf exception.

1-6 Comités :

Il n'existe pas de comité d'entreprise au sein de la société, cette dernière ne remplissant pas les conditions qui imposent la création d'un tel comité.

Par ailleurs, aucun comité spécialisé n'a été mis en place.

2 – LES PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE

Au préalable, nous souhaitons vous informer que les procédures de contrôle interne qui vont être présentées concernent tant la société tête de groupe DISTRIFINANCES, que les procédures clés appliquées dans les sociétés filiales.

L'objectif du contrôle interne dans les sociétés du groupe DISTRIFINANCES est issu des principes énoncés par le MEDEF et l'AFEP savoir :

- la fiabilité des informations financières,
- la conformité aux lois et aux réglementations en vigueur,
- la sauvegarde des actifs.

2-1 Organisation générale :

Le contrôle interne du groupe DISTRIFINANCES prend en compte la structure particulière du groupe.

La société DISTRIFINANCES est une société holding qui détient deux types d'actifs : une centrale d'achats et six magasins situés en Martinique, Guadeloupe, La Réunion et en Guyane.

Le contrôle interne est effectif sur les différents sites du groupe et s'exerce à deux niveaux :

- au niveau du siège de la Holding,
- au niveau des magasins.

Il est suivi au niveau de DISTRIFINANCES par la Direction Générale et au niveau des magasins par les Directeurs assistés des Responsables comptables, Administratifs et Commerciaux.

La partie consacrée au contrôle interne traitera successivement des procédures relatives à la société holding DISTRIFINANCES, à la société CAFOM centrale d'achat et aux magasins.

DISTRIFINANCES

La société DISTRIFINANCES exerce une activité de conseil pour le compte de ses filiales et gère notamment les fonctions suivantes :

- La stratégie d'ensemble du Groupe, notamment la croissance interne et externe ;
- La gestion des participations, acquisitions ou reventes d'actifs pouvant s'avérer appropriées ;
- La gestion de la politique financière d'ensemble du Groupe y compris les moyens de financement ;
- La politique fiscale et sa mise en œuvre avec le concours de ses conseils ;
- La définition des politiques de rémunération des cadres de Direction, la gestion des cadres et des responsables de sites ;
- La communication « groupe » et les relations avec les investisseurs, analystes et actionnaires ;
- Le partage des ressources notamment en matière d'informatique et d'assurance.

La Holding assure par ailleurs, outre le suivi et le contrôle des performances des filiales, les tâches suivantes :

Gestion des investissements

Les investissements du Groupe sont décidés par la Direction Générale. Les investissements concernent essentiellement l'aménagement des surfaces de vente, le parc informatique et les véhicules.

Gestion de la trésorerie

La trésorerie du Groupe est gérée par le chef comptable du Groupe, qui présente à la Direction un reporting quotidien. Une convention de pool de trésorerie a été mise en place avec toutes les sociétés du Groupe.

Gestion des systèmes d'information

Le service informatique du Groupe est centralisé sur DISTRIFINANCES à Paris en collaboration avec des partenaires locaux sur les différents départements.

Les logiciels de gestion et de comptabilité proviennent de SSII pérennes capables d'assurer assistance et télémaintenance à tous les sites.

Le système informatique du Groupe repose sur un réseau privé virtuel s'étendant sur les cinq départements : Ile de France, Guadeloupe, Martinique, Guyane et Réunion.

Le réseau ethernet est constitué de routeurs de marque CISCO, d'AS 400 de marque IBM, de serveurs windows, de PC.

Les liens inter sites départementaux sont assurés par des lignes spécialisées, les liens inter départements passent par des flux internet.

Les logiciels de comptabilité et de gestion sont harmonisés sur tous les sites. Le logiciel de comptabilité est alimenté par des données issues du logiciel de gestion commerciale. La maintenance de ce logiciel et la formation des utilisateurs sont réalisées par le service informatique de la Holding avec l'assistance de consultants externes. Le Groupe est doté de logiciels métier lui permettant en particulier de communiquer avec les plates-formes de stockage localisées dans le Nord de la France, en Chine ou en Inde par des transferts informatiques journaliers automatisés.

Des échanges automatisés journaliers assurent le partage des informations entre la centrale et les magasins. La communication entre les sites et ses partenaires principaux s'effectue au travers d'un portail d'entreprise.

CAFOM

La société CAFOM joue le rôle de centrale d'achats pour les sociétés du Groupe.
La fonction achats, est divisée en trois secteurs : Meuble, Blanc et brun, libre service.

Gestion des achats

Deux logiciels spécifiques sont utilisés par le service achats afin d'optimiser les commandes. Le premier de ces deux logiciels permet l'édition de l'ensemble des statistiques de vente de chacun des produits commandés, destinés par la suite à être revendus au sein des différents magasins. Le second logiciel permet une gestion budgétaire des achats sur des périodes variant de un à deux mois. Ce logiciel vient d'être mis en place et nous pourrions juger de l'efficacité de ce nouveau produit conçu en interne dans les mois à venir.

Les factures fournisseurs sont réglées par le responsable du service comptable. Au préalable, les quantités achetées sont vérifiées au vu des bons de commande ainsi qu'au vu des ventes réalisées. Les prix d'acquisition sont validés par rapport au logiciel gérant les statistiques d'achats et de ventes.

Gestion des ventes

Les clients de la société CAFOM sont essentiellement des sociétés du Groupe. L'émission des factures est journalière. Les acheteurs déclenchent l'opération de vente aux magasins avec livraison des fournisseurs, soit directement aux magasins, soit aux différentes plate-formes. La réconciliation des flux et des soldes est opérée de manière régulière par le service comptable en rapport avec chaque responsable comptable des filiales.

MAGASINS

Au niveau des magasins le système de contrôle interne mis en place est le suivant :

▪ Contrôle des flux de marchandises

Les entrepôts réceptionnent les marchandises commandées, vérifient les quantités livrées, ainsi que la qualité des produits.

Les procédures comportent une séparation des tâches entre les étapes de réception, d'enregistrement des factures et de paiement.

Des inventaires physiques sont établis semestriellement sur les lieux d'entreposage permettant ainsi de maîtriser le taux de démarque inconnu.

Les procédures de protection des stocks prévoient diverses mesures de restriction d'accès aux stocks ainsi que des mesures de protection contre les pertes et le vol.

▪ Contrôle des marges

La marge est générée lors du passage de l'article en caisse et cumulée par rayon.
Le système de lecture optique permet d'éviter les erreurs de saisie.

Les inventaires physiques semestriels permettent de constater la marge réelle des rayons.

Chaque site établit son compte de résultat mensuel à partir du relevé des marges et des frais généraux, le compare à la prévision mensuelle, analyse ses écarts et l'adresse au siège de la Holding qui organise et centralise l'établissement du budget de la société et le mensualise.

Les budgets annuels sont établis par chaque filiale en vue de leur approbation par DISTRIFINANCES. Le suivi de ces budgets est effectué par la Direction comptable de la holding.

▪ **Contrôle de la Trésorerie**

Le service trésorerie contrôle dans chaque magasin tous les flux financiers :

- recettes des magasins transmises aux convoyeurs de fonds,
- paiement des marchandises, des investissements et des frais généraux,
- contrôle de l'application des conditions bancaires, en rapport permanent avec les banques et les services du siège.

Par ailleurs, un ensemble de procédures définit les modalités de gestion des caisses (contrôle des arrêts de caisses et des remises de fonds)

3 – DESCRIPTION DES PROCEDURES RELATIVES A L' ELABORATION ET AU TRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIERE

Le Conseil d'Administration a la responsabilité :

- de la garantie de l'information financière : bilan, comptes de résultats, plans de financement, budget...
- de s'assurer que les filiales du Groupe remontent les informations financières et de gestion en temps opportun.

Les procédures de contrôle interne nécessaires à la production d'une information comptable fiable sont mises en place en premier lieu au niveau des magasins.

Reporting mensuel

Un reporting mensuel est établi et envoyé par les filiales comprenant notamment le chiffre d'affaires ainsi que sa ventilation par secteur d'activité, les diverses marges ainsi que les stocks. Le reporting mensuel est réalisé par chaque entité juridique sous le contrôle du Directeur des Services Comptables local. Les informations remontées par les filiales sont contrôlées et analysées par le service comptable de la holding.

Processus de consolidation du groupe

En fin d'exercice, un reporting spécifique est préparé à partir des comptes sociaux en vue de la publication des Chiffres d'affaires et des résultats annuels. Dans ce cadre, des instructions supplémentaires sont transmises aux filiales pour répondre aux obligations imposées par la réglementation comptable.

Comptes annuels

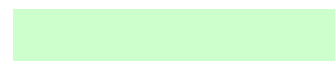
Le projet des comptes annuels est arrêté par le Président du Conseil d'Administration sous le contrôle des Commissaires aux comptes. Ceux-ci interviennent également en cours d'exercice pour examiner la situation intermédiaire au 30 septembre et vérifier que les procédures liées à la tenue des comptes sont respectées.

4 – PERSPECTIVES 2004-2005

Les moyens mis en œuvre devraient conduire progressivement à formaliser les principes comptables et financiers du Groupe sous la forme d'un manuel de procédures.

Fait au Pré St. Gervais.

Monsieur Luc WORMSER, Président du Conseil d'Administration



6.1.4 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LE RAPPORT DU PRESIDENT CONCERNANT LE CONTROLE INTERNE

Rapport des Commissaires aux Comptes établi en application de l'article L.225-235 du Code de commerce – Exercice clos le 31 mars 2004

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la Société Anonyme DISTRIFINANCES et en application des descriptions du dernier alinéa de l'article L.225-235 du Code de Commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L.225-37 du Code de Commerce au titre de l'exercice clos le 31 mars 2004.

Sous la responsabilité du Conseil d'Administration, il revient à la direction de définir et de mettre en œuvre des procédures de contrôle interne adéquates et efficaces. Il appartient au Président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations données dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux selon la doctrine professionnelle applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations données dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des objectifs et de l'organisation générale du contrôle interne, ainsi que des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, présentés dans le rapport du président ;
- prendre connaissance des travaux sous-tendant les informations ainsi données dans le rapport.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du Président du Conseil d'administration, établi en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L.225.37 du Code de Commerce.

Fait à Paris, le 30 août 2004

FRANCE AUDIT COMPTABLE
Sylvain UZAN
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie
Régionale de Paris

CONCEPT AUDIT & ASSOCIES
Laurence LE BOUCHER
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie
Régionale de Paris

6.2 INTERETS DES DIRIGEANTS DANS LE CAPITAL DE L'EMETTEUR, DANS CELUI D'UNE SOCIETE QUI EN DETIENT LE CONTROLE, DANS CELUI D'UNE FILIALE OU CHEZ UN CLIENT OU UN FOURNISSEUR SIGNIFICATIF

6.2.0 MONTANT GLOBAL DES REMUNERATIONS TOTALES ET AVANTAGES EN NATURE

Les sommes versées aux cinq personnes les mieux rémunérées se sont élevées à 433 420 euros.

Rémunérations versées aux mandataires sociaux :

	31/03/2004	31/03/2003	31/03/2002
Consolidé			
GIAOUI Hervé	222 068	182 939	182 959
WORMSER Luc	185 489	233 512	197 288
SAADA André	182 938	182 939	183 113
Total	590 495	599 390	563 360

Ces montants correspondent à des rémunérations fixes. Il n'existe ni prime de départ, ni prime d'arrivée, ni jetons de présence.

Les mandataires sociaux bénéficient par ailleurs d'un contrat de retraite par capitalisation (article 83 du Code Général des Impôts).

6.2.1 OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT CONSENTIES A CHAQUE MANDATAIRE SOCIAL

Néant

6.2.2 INFORMATIONS SUR LES OPERATIONS CONCLUES ENTRE LA SOCIETE ET UN DE SES MANDATAIRES SOCIAUX, UN ACTIONNAIRE DETENANT PLUS DE 5 % DU CAPITAL ET LA SOCIETE LA CONTROLANT.

Cf : rapport spécial du commissaire aux comptes présentés en §5.2.2 du présent prospectus

6.2.3 PRETS ET GARANTIES ACCORDEES OU CONSTITUEES EN FAVEUR DES MEMBRES DE ORGANES D'ADMINISTRATION DE DIRECTION OU DE SURVEILLANCE

Néant

6.3 INTERESSEMENT DU PERSONNEL

6.3.1 CONTRATS D'INTERESSEMENT ET DE PARTICIPATION

Néant

6.3.2 ATTRIBUTION D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS

Néant

Chapitre 7

EVOLUTIONS RECENTES ET PERSPECTIVES D'AVENIR

7.1 *EVOLUTION RECENTE*

Les principaux résultats et les principales évolutions pour l'exercice clos le 31 mars 2004 ont été les suivants :

(en milliers d'euros)	Exercice 2003/2004 (Pf)	Exercice 2002/2003 (Pf)	% variation
Chiffre d'affaires HT	133 847	122 999	+ 8,8 %
Marge commerciale	41 501	36 552	+ 13,5 %
Résultat d'exploitation	7 214	5 355	+ 34,7 %
Résultat courant	7 781	5 313	+ 46,4 %
Résultat net part du Groupe	4 630	2 841	+ 62,9 %

7.2 PERSPECTIVES D'AVENIR

7.2.1 COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL

DESIGNATION	2004/2005	2005/2006
Ventes de marchandises	135 607 210	141 302 000
Coût des marchandises vendues	90 400 223	92 526 018
Marge Commerciale	45 206 987	48 775 982
Taux de marge commerciale	33,34%	34,52%
Production vendue	4 298 000	4 650 000
MARGE BRUTE TOTALE	49 504 987	53 425 982
Consommations en provenance des tiers	18 020 429	18 350 837
Impôts et taxes	1 592 334	1 641 454
Charges de personnel	17 648 795	19 198 000
Autres produits et charges de gestion courante	1 810 587	1 873 791
RESULTAT AVANT AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	10 432 842	12 361 900
Reprises sur provisions + Transferts de charges	1 392 043	167 000
Dotations aux amortissements	1 298 391	1 141 931
Dotations aux provisions	1 250 201	5 000
RESULTAT D'EXPLOITATION	9 276 293	11 381 969
Résultat financier	330 427	378 272
RESULTAT COURANT	9 606 720	11 760 241
Participation des salariés	464 000	515 000
Impôt société	3 442 604	4 184 723
RESULTAT DE L'EXERCICE	5 700 116	7 060 518

7.2.2 TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

	31/03/2005	31/03/2006
<u>FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE</u>		
Résultat net des entreprises intégrées	5 700 116	7 060 518
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à la l'activité		
Amortissements et provisions	1 156 548	979 935
Marge brute d'autofinancement des entreprises intégrées	6 856 664	8 040 453
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	4 936 441	714 428
Flux net de trésorerie généré par l'activité	11 793 105	8 754 881
<u>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</u>		
Acquisition d'immobilisations corporelles	2 600 000	1 800 000
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-2 600 000	-1 800 000
<u>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</u>		
Dividendes versés aux actionnaires (de la société mère)	-2 804 632	-5 130 000
Emprunts souscrits	1 610 000	1 200 000
Remboursements d'emprunts	-713 934	-690 619
Compte courant		
Remboursement	-1 929 036	
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-3 837 602	-4 620 619
<u>VARIATION DE TRESORERIE</u>	5 355 503	2 334 262

7.2.3 HYPOTHESES DES COMPTES PREVISIONNELS

I - Périmètre :

Les comptes de résultats prévisionnels 2004/2005 et 2005/2006 du Groupe CAFOM ont été établis en incluant les résultats des Sociétés de Service Après-vente dont le Groupe envisage l'acquisition au cours de l'exercice 2004-2005, savoir :

- La Sarl MARTINIQUE SERVICE PLUS
- La Sarl CARAIBE SERVICE PLUS
- La Sarl GUYANE SERVICE PLUS

L'incidence sur le résultat consolidé de l'intégration des Sociétés de Service Après-vente s'élève à 186 221 euros au 31 mars 2005 et 212 764 euros au 31 mars 2006.

II - Hypothèses de construction :

• CHIFFRE D'AFFAIRES :

Les chiffres d'affaires prévisionnels ont été déterminés en retenant des pourcentages de progression variables selon les magasins.

Un pourcentage de progression supérieur à 5 % a été retenu en 2004/2005 pour les magasins de MARTINIQUE et de GUADELOUPE (GOURBEYRE) et ce, pour tenir compte des extensions des surfaces de vente :

- 1 000 m² en MARTINIQUE
- 890 m² en GUADELOUPE

Ces prévisions correspondent à des hypothèses prudentes. Pour l'exercice 2003/2004, tous les Magasins à enseigne BUT ont dépassé 5 % de progression à l'exception de la REUNION.

Le compte de résultats prévisionnels ne prévoit aucune nouvelle ouverture ou reprise de magasins en propre. Seules, les extensions de surface de vente ont été prises en compte.

Les pourcentages de progression du chiffre d'affaires sont les suivants :

	2004/2005	2005/2006
SAS LGD	+ 4,11 %	4,59 %
SAS GDI	+ 5,52 %	4,69 %
SAS COMADI	+ 5,64 %	4,33 %
SAS LCD	+ 3,71 %	2,35 %
SAS KD	+ 2,55 %	0,77 %
SAS LBD	+ 1,33 %	4,16 %
SAS MUSIQUE ET SON	+ 4,76 %	3,85 %
SAS CAFOM	+ 3,41 %	4,74 %

• **MARGE COMMERCIALE :**

Les taux de marge commerciale prévus pour les exercices 2004/2005 et 2005/2006 ont été déterminés en tenant compte des progressions observées au 30 novembre 2004 ainsi que de l'évolution du mix-produit.

	31/03/2005	31/03/2006
GUADELOUPE		
La Jaille	35,59 %	35,38 %
Gourbeyre	30,55 %	30,99 %
MARTINIQUE	32,66 %	34,08 %
GUYANE		
LCD	33,12 %	33,13 %
KD	26,60 %	25,76 %
LA REUNION	33,91 %	33,77 %
MARTINIQUE (Musique et Son)	45,65 %	45,65 %

• **CHARGES EXTERNES**

Les postes de crédit-bail, loyers et assurances ont été budgétés sur la base des contrats existants.

Les dépenses de publicité ont été calculées en retenant pour les deux prochains exercices un nombre de campagnes publicitaires identique à celui de l'exercice 2003/2004 et en tenant compte de la réduction des coûts liée à la création du studio photos.

Les dépenses liées à l'introduction boursière (honoraires, frais de réception, frais de conception et d'impression des documents, frais de commissions) ont été intégrées dans les charges externes de l'exercice 2004/2005.

• **AUTRES CHARGES**

La redevance versée à la Centrale d'Achats BUT INTERNATIONAL a été calculée sur la base de la convention appliquée depuis 1997.

• **IMPOTS ET TAXES**

Ce poste comprend les différentes taxes auxquelles les sociétés exploitant des surfaces commerciales sont soumises, taxe professionnelle et taxes basées sur les salaires, taxe d'aide aux commerces, contribution sociale de solidarité.

• **MASSE SALARIALE**

Il convient de préciser que le Groupe CAFOM a procédé au cours de l'exercice 2003/2004 aux recrutements imposés par l'évolution de son activité commerciale. La masse salariale a ainsi progressé au 31 mars 2004 de 14,70 % par rapport à l'exercice précédent.

La masse salariale au 31 mars 2005 tient compte des augmentations de salaires intervenues au cours de l'exercice.

Pour l'exercice 2005/2006, il est prévu, outre les augmentations annuelles des salaires, l'embauche :

- sur la Centrale d'Achats d'un designer et d'un directeur des achats ;
- dans les magasins, de cinq vendeurs spécialisés.

• FRAIS FINANCIERS

Ces frais correspondent aux agios bancaires ainsi qu'aux intérêts sur emprunts suivants :

- emprunts existants au 31 mars 2004
- emprunts contractés au cours de l'exercice 2004/2005 (1 610 000 euros) et 2005/2006 (1 200 000 euros) destinés au financement des travaux d'agrandissement.

• DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

Les dotations aux amortissements prévisionnelles tiennent compte des investissements liés aux agrandissements des surfaces commerciales. Elles enregistrent une diminution au 31 mars 2005 et 31 mars 2006 ; une partie significative de l'actif immobilisé du Groupe CAFOM étant en fin de période d'amortissement.

7.2.4 EVOLUTIONS RECENTES ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Les principaux développements envisagés dans les prochaines années sont les suivants :

- 2004 : Travaux d'aménagement et d'agrandissement du magasin BUT en Martinique représentant un investissement de 1 M€ ;
- 2004 : Travaux d'aménagement et d'agrandissement du magasin BUT en Guadeloupe représentant un montant d'environ 1 M€.

Les retombées économiques liées à l'extension des surfaces de ventes générées par ces investissements devraient intervenir à compter de l'exercice 2005-2006.

- 2007 : Déménagement du magasin de la Guyane sur un nouveau terrain situé à proximité d'un centre commercial en cours de construction. A cet effet, une demande d'autorisation d'ouverture est en cours. Cet investissement représente un montant de 1,5 M€ prévu pour l'exercice 2006-2007.
- 2007 : ouverture d'un 3^{ème} magasin à la Réunion (1,2 M€).
- 2008 : transfert du magasin de Saint Denis (1 M€).

De plus, les projets liés aux actions commerciales mises en œuvre en terme de fidélisation de la clientèle et de renouvellement des gammes de produits devraient permettre une nouvelle progression de la rentabilité.

La présente opération a pour but de permettre aux actionnaires fondateurs de réaliser une partie de leur patrimoine professionnel tout en conservant le contrôle du Groupe qu'ils souhaitent encore pouvoir développer.

L'introduction au Second Marché permettra à CAFOM de :

- renforcer sa notoriété ;
- accroître ses fonds propres afin d'assurer ses perspectives de développement ;
- saisir des opportunités de croissance externes dans les DOM ou en métropole.

MISE EN PLACE DES NORMES IFRS AU SEIN DU GROUPE CAFOM

Conformément aux dispositions réglementaires, un recensement des principales incidences imputables au passage aux normes comptables IFRS, a été réalisé, celles-ci devraient être relativement limitées.

En effet, ce passage devrait avoir une incidence sur la présentation des comptes consolidés en ce qui concerne essentiellement :

- les amortissements des écarts d'acquisition,
- l'évaluation des immobilisations incorporelles (emplacements commerciaux notamment)

Le Groupe utilise déjà les méthodes préférentielles pour ce qui concerne les immobilisations en crédit bail et les indemnités de départ en retraite.

La note présentée ci-après aborde les sujets sur lesquels des changements dans les modalités d'application ou dans les méthodes comptables seront réalisés pour se mettre en conformité avec les nouvelles normes comptables.

Introduction

I- Variation du périmètre de consolidation

TRAITEMENT COMPTABLE DES ENTITES "AD'HOC"

II - Incidence de l'application des Normes IFRS sur les postes des comptes consolidés les plus significatifs

A. TRAITEMENT DES ECARTS D'ACQUISITION

1 - VALORISATION DES EMPLACEMENTS COMMERCIAUX

2 - Valorisation du Fonds de commerce de la Société CAFOM DISTRIBUTION

B. EVALUATION DES STOCKS (IAS 2)

C. CONTRATS DE LOCATION ET DE CREDIT BAIL

1- Contrats avec option d'achat

2- Autres contrats de location:

- a) Contrat de locations immobilières
- b) Contrat de locations mobilières

D. EVALUATION DES IMMOBILISATIONS

1 - Ensemble immobilier

2 - Autres immobilisations

E. LES ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Introduction

Le Groupe CAFOM appliquera les normes IFRS en 2005 pour la présentation des comptes consolidés, conformément aux dispositions légales et réglementaires, lors de l'exercice clos le 31 mars 2005.

Afin de préparer le passage au référentiel IFRS, un groupe de travail interne assisté d'un cabinet d'expert indépendant a été mis en place pour valider les informations financières consolidées à publier au titre de l'exercice clos le 31 mars 2005 ainsi que le comparatif avec l'exercice clos le 31 mars 2004.

Le pilotage de ce groupe de travail est sous la responsabilité de la Direction Générale.

Une extension conventionnelle de la mission générale des commissaires aux comptes sera demandée afin que ces derniers établissent un rapport spécifique sur le bilan d'ouverture au 1er avril 2004 retraité IFRS; cette mission entrant dans les diligences directement liées à la mission générale.

I – VARIATIONS DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION : Traitement comptable des entités « ad'hoc ».

La norme IAS 27 précise le traitement comptable à retenir dans les comptes consolidés pour ce qui concerne les entités « ad'hoc ».

Pour satisfaire aux dispositions de la norme, le Groupe a intégré dans ses comptes prévisionnels 2004/2005, les résultats des entités « ad'hoc » dont le Groupe envisage l'acquisition au cours de l'exercice 2004-2005 à savoir :

- La SARL Martinique service plus (MSP)
- La SARL Guyane service plus (GSP)
- La SARL Caraïbes services plus (CSD).

Ces Sociétés de service après vente sont actuellement détenues conjointement par des personnes physiques, elles-mêmes actionnaires de la Société CAFOM (ex DISTRIFINANCE) ;

Il convient de préciser que la Société GSP détient la quasi-totalité du capital de la Société C.S.P

II – INCIDENCE DE L'APPLICATION DES NORMES IFRS SUR LES PRINCIPALES RUBRIQUES DES COMPTES CONSOLIDES DU GROUPE

A - TRAITEMENT DES ECARTS D'ACQUISITION :

Conformément aux nouvelles dispositions comptables, l'amortissement des écarts d'acquisition sera remplacé par des tests de dépréciation appropriés.

Dans l'attente de la mise en œuvre en 2005 du règlement 2002-10 du Comité de Réglementation Comptable relatif à la valorisation des actifs incorporels et des écarts d'acquisition, le Groupe CAFOM a procédé lors de l'établissement des comptes consolidés au 31 mars 2004 à des tests portant sur la valorisation de ses actifs incorporels représentés essentiellement par les emplacements commerciaux et par des écarts d'acquisition.

1 . VALORISATION DES EMPLACEMENTS COMMERCIAUX

Comme indiqué dans l'annexe aux comptes consolidés au 31 mars 2004, la valeur des fonds de commerce des sociétés exploitant des magasins a été déterminée, lors de l'apport des titres desdites Sociétés effectué en 1999 à la Société CAFOM à partir d'une méthode fondée sur le chiffre d'affaires.

Les fonds de commerce ont ainsi été évalués sur la base d'un coefficient représentant 15 % du chiffre d'affaires H.T.

Ce coefficient a été déterminé par référence aux critères généralement retenus lors de transactions portant sur des magasins de meubles et d'électroménager en Métropole soit entre 20 et 25 % pour les meubles, 25 % et 30 % pour l'électroménager, radio, TV, HIFI et 20 % et 50 % pour le libre service soit un coefficient moyen de 25 % compte tenu de la répartition du chiffre d'affaires du Groupe.

Ce pourcentage a été ramené à 15 % pour tenir compte notamment de la superficie des magasins généralement plus élevée dans les DOM par rapport aux magasins BUT de la Métropole.

Pour se conformer à la recommandation du régulateur français, la valeur des emplacements commerciaux a fait l'objet par ailleurs à la clôture de chaque exercice, de tests d'évaluation prenant en compte des critères de rentabilité. Ces tests ont permis de valider les évaluations inscrites en immobilisations incorporelles

2 - VALORISATION DU FONDS DE COMMERCE DE LA SOCIETE CAFOM DISTRIBUTION

La valeur de ce fonds de commerce a été déterminée lors de l'apport des titres de la Société CAFOM DISTRIBUTION à la Société CAFOM (anciennement DISTRIFINANCE) à partir d'une approche fondée sur les résultats ; elle a été estimée à quatre fois la capacité bénéficiaire moyenne des exercices 1996, 1997 et 1998.

L'écart d'acquisition a été comptabilisé pour une valeur de 4,4 M€ et amorti sur une durée de dix ans. L'amortissement comptabilisé au 31 mars 2004 s'élève à 2,5 M€.

Afin de se conformer aux nouvelles dispositions comptables, les éléments incorporels du groupe au 31 mars 2005 seront réévalués au 31 mars 2005 sur la base des deux critères (chiffre d'affaires et rentabilité), ce qui conduira à revoir l'affectation des valeurs.

B – EVALUATION DES STOCKS (IAS 2):

Les stocks sont évalués à la plus faible des deux valeurs constituées par le coût d'acquisition et la valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé au cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés pour réaliser la vente.

L'activité de CAFOM étant de nature commerciale, la méthode à utiliser pour la valorisation des stocks sera celle des coûts d'acquisition des marchandises.

Les coûts d'acquisition sont constitués par le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes non récupérables auprès de l'administration fiscale, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement imputables à l'acquisition des marchandises. Les rabais commerciaux, remises et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Le groupe a perçu au titre de l'exercice clos au 31 mars 2004, 1.6 M€ de rabais, remises et ristournes sur marchandises qui n'ont pas été déduits des prix d'acquisition.

Toutefois, ces rabais concernent en général des produits de grande consommation à rotation rapide. En conséquence, l'incidence sur le résultat consolidé ne devrait pas être significative.

C - CONTRATS DE LOCATION ET CONTRATS DE CREDIT-BAIL :

1 - CONTRATS AVEC OPTION D'ACHAT :

Conformément à la norme IAS 17, tous les contrats de location avec option d'achat sont traités en consolidation selon le mode des contrats de location financement. La nature de ces contrats concerne trois types d'actif : matériels informatiques, mobilier de bureau et matériel de transport.

Le différentiel de ces contrats constaté entre la valeur de réalisation et la valeur actualisée des loyers peut être considéré comme non significatif.

2- AUTRES CONTRATS DE LOCATION :

Contrat de locations immobilières :

Le Groupe n'a souscrit aucun contrat de crédit bail immobilier.
Il n'existe que des contrats de location simple non passibles de retraitements comptables.

Contrat de locations mobilières :

La valeur de cession des biens pris en location mobilière (matériel roulant, installations techniques) devrait s'avérer non significative au regard du montant de l'actif consolidé retraité.

D - EVALUATION DES IMMOBILISATIONS

1- ENSEMBLE IMMOBILIER :

La valeur des terrains et constructions inscrites dans les comptes consolidés au 31 mars 2004 correspond pour l'essentiel à un terrain acquis au cours de l'exercice 2003-2004 et qui, du fait de son acquisition récente ne devrait pas faire l'objet d'une réévaluation.

2 - AUTRES IMMOBILISATIONS :

Compte tenu de son activité, le Groupe ne possède pas de matériel technique, de transport ou informatique susceptible de retraitements comptables conduisant à une modification de leur valeur inscrite à l'actif.

E - LES ENGAGEMENTS DE RETRAITE

La méthode préférentielle de comptabilisation des engagements de retraite a été appliquée pour la première fois pour l'exercice clos au 31 mars 2004. Les modalités d'application ont été décrites dans l'annexe aux comptes consolidés.

Le Groupe CAFOM ne possède pas d'engagement résultant de régimes à prestations définies souscrits au profit du personnel autre que ceux mentionnés dans le cadre des régimes de retraite.